

PLAN NATIONAL DE RELANCE SOCIO-ÉCONOMIQUE

**Mise en chantier
des premières
mesures**

P.3

MEURTRE D'UNE JEUNE
AVOCATE À AIN BESSAM
(BOUIRA)

**Arrestations de
trois suspects**

P.24

AFFAIRE MAHIEDDINE TAHKOUT

**15 ans de prison requis à
l'encontre de Sellal et Ouyahia,
16 ans pour Tahkout**

P.24

LUTTE CONTRE LA PANDEMIE DE COVID-19

18 communes de Sétif renouent avec le confinement partiel

Le constat d'une situation épidémiologique "détériorée" et "préoccupante", enregistrée durant ces dernières semaines a fait, selon le chef de l'exécutif de la wilaya que, " Sétif enregistre une moyenne quotidienne d'environ 10 décès". La décision du ministère de l'intérieur de remettre les mesures de confinement partiel dans ces 18 communes, répond à une attente largement partagée au sein de la population de mettre un frein à la propagation du virus et a été "étudiée scientifiquement" et "de nature à limiter le mouvement qu'il soit pour motif commercial ou social et contribuera sans doute à limiter la propagation du nouveau coronavirus dans ces collectivités locales", selon le directeur de la santé de la wilaya.

P.4

DKnews



LUTTE CONTRE LA CORRUPTION

**Convention entre le
ministère des Affaires
religieuses et l'ONPLC**

P.3

LOI SUR LES COMMUNICATIONS
ÉLECTRONIQUES

**Appel à commentaires
pour une feuille
de route**

P.4

CORONAVIRUS DANS LE MONDE

**Au moins
544.311
décès**

P.11

SANTÉ

HÉMATOME

**Des
solutions
naturelles
pour le
soigner**

P.p 12-13

F   T BALL

ITALIE
**Bennacer
(Milan)
encensé pour
sa prestation
face à la Juve**

P.21



PUBLICITÉ
EN LIGNE

**Facebook n'a
pris "aucun
engagement"
selon un
organisateur
du boycott**

P.17

MDN

LUTTE CONTRE
LA CRIMINALITÉ

**Saisie de
près de 10
quintaux de
kif traité à
Naâma**

P.24

PANDÉMIE - DONS

Les dons de Sonatrach avoisinent un milliard de dinars



Les dons et contributions financières du groupe Sonatrach pour soutenir l'effort national de lutte contre la propagation du coronavirus ont atteint, à ce jour, près d'un (01) milliard de dinars, a indiqué mardi la société dans un communiqué, soulignant que sa mobilisation sera maintenue jusqu'à l'amélioration de la situation sanitaire dans le pays.

"Fidèle à sa vocation d'entreprise citoyenne, Sonatrach a dès le début de la pandémie du COVID-19, soutenu l'effort national de lutte contre la propagation du Coronavirus, et ce, en multipliant les opérations de dons de matériel et équipements médicaux, de denrées alimentaires, ainsi que le don d'une journée de salaire des travailleurs du Groupe", a rappelé le communiqué.

Ainsi, en chiffres, les dons de Sonatrach ont atteint, à ce jour, près d'un (01) milliard de dinars, a révélé la même source, précisant que les matériels et équipements médicaux avaient été dirigés vers la pharmacie centrale des hôpitaux, et ce, conformément aux directives contenues dans la Circulaire N 142/PM du 02 avril 2020 du Premier Ministre.

Sonatrach a également expliqué que ses dons et contributions financières permettent "de conforter les efforts des autorités sanitaires nationales pour atténuer la pression induite par la propagation de la pandémie et mettre à disposition des praticiens de la santé les moyens nécessaires".

Le groupe promet, dans ce sens, que "la mobilisation des collectifs de Sonatrach sera maintenue jusqu'à l'amélioration de la situation sanitaire dans le pays".

UNIVERSITÉ

Bourses à l'étranger: les demandes d'extension des allocations d'étude des doctorants soumises à un comité national d'experts



Les demandes d'extension des allocations d'étude formulées par des doctorants boursiers à l'étranger ont été soumises, pour expertise, à un comité national d'experts, a indiqué mardi le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique dans un communiqué. "En réponse aux demandes itératives formulées par certains doctorants boursiers à l'étranger, pour l'extension de leurs allocations d'étude, pour cause de fermeture de certains laboratoires durant la période de confinement, le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, tout en rappelant les principes d'engagement et d'obligation de résultats sur lesquels est fondé le programme national exceptionnel, tient à informer les requérants que toutes ces demandes ont été soumises pour expertise à un comité national d'experts, de haut niveau, dans leurs domaines de compétence respectifs", a-t-il souligné.

"Les résultats de ces expertises seront communiqués à ces boursiers, par le même canal, par lequel elles ont été acheminées au ministère", a précisé la même source.

ACCIDENTS DE LA ROUTE
20 décès et 1326 blessés en une semaine

Vingt (20) personnes ont trouvé la mort et 1326 autres ont été blessées dans 1154 accidents de la circulation survenus à travers différentes régions du pays durant la période allant du 28 juin au 4 juillet, selon un bilan publié mercredi par les services de la Protection civile.

Le bilan le plus lourd a été enregistré dans la wilaya de Sétif, avec 3 personnes décédées et 50 autres blessées dans 42 accidents de la route.

Les secours de la Protection civile sont intervenus également pour l'extinction de 2976 incendies notamment urbains et industriels enregistrés à travers le territoire national.

Par ailleurs, un total de 4663 agents de la Protection civile, tous grades confondus, et 670 ambulances, ainsi que 455 engins d'incendie ont été mobilisés durant la même période pour effectuer des opérations de sensibilisation des citoyens et de désinfection générale des quartiers à travers les 48 wilayas, dans le cadre de la lutte contre la propagation du Coronavirus (Covid-19).

Selon la même source, les unités de la Protection civile ont effectué, durant cette période, 896 opérations de sensibilisation à tra vers les 48 wilayas pour rappeler aux citoyens la nécessité de respecter le confinement et les règles de distanciation sociale, ainsi que 613 opérations de désinfection, ayant touché "l'ensemble des infrastructures, édifices publics et privés, quartiers et ruelles", ajoute-t-on.

BORDJ BOU ARRERIDJ

Réception de l'institut national de formation supérieure paramédicale

Le secteur de la Santé de la wilaya de Bordj Bou Arreridj s'est renforcé avec la réception de l'institut national de formation supérieure paramédicale le défunt Moudjahid "Taher Khe-lou", a-t-on appris mardi de la direction locale de la santé et de la population.

L'établissement qui sera équipé ultérieurement va offrir une formation théorique et pratique spéciale aux cadres paramédicaux (étudiants en master) considérés comme le trait d'union entre le médecin et le malade, et ce dans de nombreux métiers tels que manipulateur en électroradiologie médicale, technicien d'analyses biomédicales, sages-femmes, aides-soignants ou encore assistantes sociales, selon la même source.

Le nouvel institut national de formation supérieure paramédicale va également renforcer l'encadrement des hôpitaux et les établissements de santé publics et privées, eu égard des besoins exprimés par ces derniers devant la croissance démographique dans la wilaya de Bordj Bou Arreridj et le déficit enregistré en matière d'effectif paramédical dans de nombreuses spécialités, a-t-on ajouté.

Il est à souligner que la réalisation de cet établissement de formation relevant du secteur de la Santé situé à l'entrée est de la ville à proximité de l'ancien hôpital orthopédique, a nécessité un investissement public de 4,5 milliards de dinars. Offrant 800 places pédagogiques dont 300 lits pour la formation en mode résidentiel, cet institut contient 16 salles de cours en plus d'un laboratoire, une salle de conférence, un réfectoire.

CHLEF

Une dizaine de personnes arrêtées durant le mois de juin dans des affaires de cybercriminalité

Les brigades de la police judiciaire relevant de la sûreté de wilaya de Chlef ont arrêté une dizaine de personnes, en juin dernier, dans des affaires liées à la cybercriminalité, a indiqué, mardi, un communiqué des services de ce corps.

Selon le document, une "dizaine de personnes ont été arrêtées et poursuivies dans neuf affaires liées au crime informatique, en juin dernier".

Ces affaires sont notamment relatives à la "diffusion de fausses rumeurs pour tromper l'opinion publique, incitation au regroupement via les réseaux sociaux, atteinte à la vie privée des personnes, diffamation et calomnie", est-il signalé dans le même communiqué.

Les mêmes brigades de la police judiciaire ont traité, à la même période, 439 affaires liées au droit commun, outre 96 affaires de lutte contre les drogues et psychotropes, ayant permis la saisie de trois kg de kif traité, 1,63 g de cocaïne, 9.751 comprimés psychotropes et 50 flacons de liquide hallucinogène, et impliquant 156 individus, est-il ajouté de même source.



ORAN

2 individus arrêtés pour trafic de drogue

Deux individus ont été arrêtés à Oran pour trafic de drogue, dont la cocaïne, a-t-on appris mardi auprès de la Sûreté de wilaya.

L'opération a été menée sur la base d'informations parvenues aux services de la 21e sûreté urbaine, faisant état d'agissements suspects des deux individus à travers des quartiers de la ville d'Oran, a-t-on précisé de même source.

Ces derniers ont été appréhendés à bord d'un véhicule à "haï USTO", dont la fouille a donné lieu à la découverte de six petits sachets de cocaïne, de quatre morceaux de kif traité et d'une somme d'argent provenant de la vente de drogue, a-t-on fait savoir.

L'enquête préliminaire a également révélé qu'un des deux mis en cause se faisait passer pour une autre personne (usurpation d'identité), a-t-on indiqué, signalant que la procédure judiciaire a été engagée en vue de leur présentation devant la justice.

EL-TARF

Démantèlement d'un atelier de fabrication artisanale d'embarcations à El Chatt

Quatre (4) embarcations de fabrication artisanale destinées aux réseaux de l'émigration clandestine ont été saisies à la localité côtière d'El Chatt (El Tarf) où un atelier clandestin a été démantelé, a indiqué, mercredi, le chargé de la communication à la sûreté de wilaya.

L'atelier clandestin servant à la fabrication d'embarcations artisanales était dans une étable dans une forêt, a ajouté le commissaire principal Mohamed Karim Labidi, précisant que deux individus trentenaires, sont impliqués dans cette affaire. Agissant sur la base d'une information dénonçant une activité illicite, les services de la police relevant de la commune de Ben M'hidi ont ouvert une enquête qui s'est soldée par la saisie de trois (3) embarcations prêtes à l'utilisation et d'une quatrième en voie d'achèvement, pour leur utilisation par des candidats à l'immigration clandestine par voie maritime, a-t-on signalé.

En plus de ces barques artisanales de fortune, un lot de matériel composé essentiellement de stères de bois et autres outils utilisés dans cette activité clandestine ont été récupérés dans le cadre de cette opération.

Originaires de la wilaya d'El Tarf, les mis en cause seront présentés, "incessamment" devant le tribunal correctionnel de Dréan pour être poursuivis pour "fabrication de barques artisanales sans autorisation", a-t-on relevé.

Les équipements saisis ont été mis à la disposition des services locaux de la pêche et des ressources halieutiques, a-t-on conclu.

PLAN NATIONAL DE RELANCE SOCIO-ÉCONOMIQUE

Mise en chantier des premières mesures

Le Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune a présidé, mardi, une séance de travail consacrée à l'examen du projet de Plan national de relance socio-économique, à soumettre aux prochaines réunions du Conseil des ministres, indique un communiqué de la Présidence de la République, dont voici la traduction APS:

"Le Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune a présidé, ce jour, une séance de travail, en présence du Premier ministre et des ministres des Finances, de l'Énergie, de l'Industrie et des Mines, du Commerce, de l'Agriculture, ainsi que du ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé de la Prospective. Cette séance de travail a été consacrée à l'examen du projet de Plan national de relance socio-économique, à soumettre aux prochaines réunions du Conseil des ministres.

Les ministres concernés ont présenté des exposés sur les mesures pratiques proposées pour la mise en oeuvre du Plan d'action du Gouvernement, visant l'édification d'une nouvelle économie nationale sous-tendue par la diversification des sources de croissance, l'économie du savoir et la gestion rationnelle des richesses nationales.

Lors des débats, le Président Tebboune a donné des instructions

détaillées à chacun des ministres concernés, à l'effet d'opérer des réformes structurelles dans le cadre de la politique générale du Gouvernement, à même d'assurer une exploitation optimale et transparente de toutes les potentialités et richesses naturelles nationales, à commencer par les mines dont regorge l'Algérie.

A cet effet, le Président de la République a ordonné l'entame de l'exploitation de la mine de fer de Ghar-Djebilet dans la wilaya de Tindouf et du gisement de Zinc de Oued Amizour dans la wilaya de Béjaïa. Pour le Président Tebboune, l'édification d'une véritable nouvelle économie passe par le changement des mentalités et la libération des initiatives de toute entrave bureaucratique, la révision des textes juridiques en vigueur, ou leur adaptation en fonction de la logique économique et non des pratiques conjoncturelles, ce qui permettra de mieux exploiter le génie national et de générer les richesses et les emplois sans ex-



clusion, ni exclusive. Le Président de la République a mis l'accent sur l'impératif de générer de la valeur ajoutée dans chaque projet, appelant à explorer toutes les terres, y compris les terres rares, aux fins d'amortir le recul des recettes de l'Etat.

Il a instruit le ministre de l'Industrie à l'effet de présenter les cahiers des charges déjà disponibles, lors du prochain Conseil des ministres, et d'optimiser les dérivés

du pétrole et du gaz en vue de revoir le Produit national à la hausse. Par ailleurs, le Président Tebboune a affirmé que la mouture finale du Plan de relance socio-économique sera présentée à tous les opérateurs économiques algériens, une fois approuvée en Conseil des ministres, en tant que feuille de route ayant des délais de mise en oeuvre, pour faire l'objet d'évaluation à l'expiration de ces délais, précisant que ce Plan

national doit préserver le caractère social de l'Etat et le pouvoir d'achat du citoyen, notamment la classe défavorisée.

Au terme de la séance de travail, le Président de la République a appelé les ministres concernés à entamer immédiatement, sous la supervision du Premier ministre, la recherche des mécanismes efficaces à même de réduire, à court terme, les dépenses inutiles et d'augmenter les revenus à travers l'encouragement de la production nationale, la généralisation de la numérisation et la lutte contre l'évasion fiscale, le gaspillage et la surfacturation, afin de permettre au pays de surmonter les difficultés conjoncturelles induites par la double crise issue du recul des revenus des hydrocarbures et de la propagation de la pandémie de la COVID-19. Enfin, le Président Tebboune a appelé à s'attaquer, avec fermeté, à l'argent sale dont les détenteurs veulent entraver l'opération de changement radical, amorcée le 12 décembre dernier".

LUTTE CONTRE LA CORRUPTION

Signature d'une convention entre le ministère des Affaires religieuses et l'ONPLC

Une convention a été signée, mardi à Alger, entre le ministère des Affaires religieuses et des wakfs et l'Organe national de prévention et de lutte contre la corruption (ONPLC) dans le but de coordonner les efforts et d'intensifier l'action de sensibilisation à la prévention de ce fléau.

La Convention intitulée "Une Algérie nouvelle sans corruption" a été signée par le ministre des Affaires religieuses et des wakfs, Youcef Belmeïdi et le président de l'ONPLC, Tarek Kour. Intervenant à l'occasion, M. Belmeïdi a souligné l'importance de l'action de sensibilisation dans la protection de la société contre le fléau de la corruption, ajoutant que "la mise en oeuvre de cette convention se fera, dès aujourd'hui, pour mettre fin à ce danger qui menace la Nation".

Pour sa part, M. Kour a mis en avant la portée de cette convention dans la lutte contre la corruption qui menace désormais la société "plus que jamais", ce qui exige "la sensibilisation du citoyen aux effets négatifs de ce fléau, et en ouvrant à le bannir". Pour le président de l'ONPLC, le secteur des Affaires religieuses et des wakfs compte parmi "les principaux secteurs éducatifs sur lesquels nous misons, de par le rôle efficace qu'il peut jouer dans la lutte contre la corruption, sous ses différentes formes".

A travers cette convention, les deux parties s'engagent à la sensibilisation aux dangers et à l'impact de la corruption sur l'individu et la société, en investissant les espaces relevant du ministère des Affaires religieuses et des wakfs et en ouvrant pour la promotion du rôle des établissements religieux dans l'immunisation des individus et leur protection contre les différents maux sociaux, à travers la valorisation de l'éducation et des valeurs morales.

Un mécanisme commun sera créé par les deux parties dans le cadre de la prévention et de la lutte contre ce fléau, en consécration de la loi relative à la prévention et à la lutte contre la corruption. L'objectif de la convention est de définir le cadre général de coopération entre les deux parties pour assurer une coordination entre les activités religieuses et culturelles et l'action de prévention contre la corruption. En marge de la signature de cette convention, des prix ont été remis aux lauréats du concours de récitation du Saint Coran, organisé par le ministère des Affaires religieuses et des wakfs, en coordination avec la Chaîne du Coran durant le mois de Ramadhan.

RÉVISION CONSTITUTIONNELLE

Talaie El-Hourriyet : le succès de la révision constitutionnelle requiert l'adhésion de tous à son enrichissement

Le président du parti Talaie El Hourriyet par intérim, Abdelkader Saadi a affirmé, mardi à Alger, que l'Algérie nouvelle nécessitait une Constitution totalement différente de la précédente, à condition d'assurer "l'adhésion de tous les Algériens" à son enrichissement. Lors d'une conférence de presse consacrée à la position du parti vis-à-vis de l'avant-projet de révision de la Constitution, M. Saadi a précisé que ce document "requiert l'adhésion de tous les Algériens pour qu'ils puissent ressentir que la Constitution est la leur et qu'elle est complètement différente de la précédente qui consacrait le totalitarisme et l'autocratie". La révision de la Constitution devrait, selon M. Saadi, être précédée de "la révision des deux lois organiques relatives aux partis politiques et au régime électoral, en vue de pallier les insuffisances, de l'assainir de tout foyer de fraude et de dresser des barrières pour empêcher l'intrusion de l'argent sale dans l'espace politique". Quant au pouvoir judiciaire, le président de Talaie El Hourriyet par intérim a appelé à "une réforme totale" de la loi fondamentale de la magistrature, ainsi qu'au "soutien du rôle et des prérogatives du Haut conseil de la magistrature (HCM) auquel incombe le devoir de donner toute sa signification à l'indépendance de la Justice, en consacrant son autorité, à commencer par les conditions de recrutement et la formation des magistrats, ainsi que le suivi et la gestion de leur carrière professionnelle". Talaie El Hourriyet a plaidé, par ailleurs, pour l'impérative "révision de la loi organique relative à l'Autorité indépendante des élections (ANIE), afin de lui conférer toutes les prérogatives et moyens garants de la transparence, de la crédibilité et de la régularité des élections", tout en proposant "la dissolution de l'Assemblée populaire nationale (APN) et l'élection d'une nouvelle Assemblée à laquelle sera concédé le pouvoir de jeter les bases de la Constitution". S'agissant du pouvoir exécutif, Talaie El Hourriyet a recommandé "le rétablissement total de la fonction de chef du Gouvernement

et du Conseil du Gouvernement, avec une répartition rationnelle des prérogatives au sein même de l'exécutif, à condition que le Gouvernement soit impérativement composé de la majorité parlementaire et doit se soumettre à l'obligation redditionnelle devant l'APN". Concernant le pouvoir législatif, les propositions du parti ont porté sur "le renforcement des pouvoirs du Parlement en matière d'initiative législative, de contrôle des actions de l'appareil exécutif et d'évaluation des politiques publiques, des enquêtes et des investigations". Il a proposé, dans ce sens, "la suppression du Conseil de la Nation, étant donné que les conditions à l'origine de sa création ne sont plus valables", soulignant que "le maintien du Conseil constitue un facteur de complexité institutionnelle, outre les difficultés et ses lourdes charges sur le budget de l'Etat qui a besoin de toutes les ressources". Emettant des remarques sur le préambule de l'avant projet de la Constitution, Talaie El Hourriyet a avancé, à titre d'exemple, que "la Déclaration du 1er novembre, ce fondement de la Nation qui traduit la volonté du peuple algérien d'édifier un Etat démocratique dans le respect des préceptes de l'Islam, ne figure pas dans le préambule". Le parti a estimé, que le préambule "a résumé le Hirk populaire du 22 février 2019 en de simples revendications appelant à de profondes mutations sociales, sans évoquer pour autant ses revendications politiques, à savoir: le changement radical du système, la condamnation de toute forme de corruption et le besoin incessant d'une justice indépendante". Répondant à une question sur le climat sociopolitique marquant l'examen du projet d'amendement constitutionnel, M. Saadi a fait état de "la conjoncture difficile induite par la propagation de la pandémie de la Covid-19", insistant sur l'impérative "consécration des efforts de l'Etat pour venir à bout de cette crise sanitaire et sensibiliser le peuple quant à ses risques et dangers".

LOI SUR LES COMMUNICATIONS ÉLECTRONIQUES

Appel à commentaires pour l'élaboration d'une feuille de route

Le ministère de la Poste et des télécommunications a lancé mercredi un appel à commentaires sur la mise en oeuvre de certaines dispositions relatives aux communications électroniques consacrées par la loi 18-04 fixant les règles générales relatives à la poste et aux communications électroniques.

"Dans le cadre des réflexions menées conjointement entre le ministère de la Poste et des Télécommunications et l'Autorité de régulation de la Poste et des Communications électroniques sur les modalités de mise en oeuvre des dispositions de la loi 18-04 du 10 mai 2018 fixant les règles générales relatives à la poste et

aux communications électroniques, un groupe de travail regroupant les représentants des deux institutions a été installé et chargé de l'élaboration d'une feuille de route visant la concrétisation de certaines dispositions de la loi suscitée et répondre ainsi aux différentes préoccupations d'ordre juridique, technique et économique", indique le ministère dans un communiqué.

Pour le ministère, "l'atteinte des objectifs de cette initiative est conditionnée par la participation de toutes les parties prenantes dans une démarche collaborative", soulignant la nécessité de "recueillir les avis et contributions des dif-

férentes parties prenantes (professionnelles, universitaires, experts et associations) sur différents thèmes".

Les thèmes cités par le ministère sont les régimes d'exploitation des réseaux et services communications électroniques pouvant être exploités, le régime de l'autorisation générale, la portabilité des numéros, l'itinérance nationale, le partage des infrastructures, l'interconnexion et le dégroupage.

Le ministère indique que les avis et les contributions doivent être transmis à la boîte e-mail : commentaires@mptn.gov.dz avant la date du 18 juillet 2020.

DÉCISION DE CONFINEMENT PARTIEL DANS 18 COMMUNES DE SÉTIF

Des mesures d'urgence pour assurer un confinement rigoureux

Des mesures d'urgence ont été prises pour assurer un confinement partiel "rigoureux" dans les 18 communes concernées par la décision d'étendre et de renforcer les mesures de confinement à domicile à travers la wilaya de Sétif, à partir de demain (mercredi), a annoncé mardi après-midi, le wali, Mohamed Belkateb.

Ces actions s'inscrivent dans le cadre de l'application stricte des mesures prises pour lutter contre l'épidémie de Covid-19, conformément aux directives des hautes autorités du pays, en vue du renforcement des mesures de confinement partiel dans 18 communes de la wilaya, compte tenu de l'évolution de la situation épidémiologique, a affirmé M. Belkateb, lors d'une réunion tenue au siège de la wilaya, regroupant les acteurs de nombreux secteurs, à l'instar de la santé, la jeunesse et les sports, le commerce, les services de sécurité, la gendarmerie nationale, les chefs de daïras et les présidents des assemblées populaires communales.

"Il s'agit de l'arrêt total, tout au long de la journée, du transport des voyageurs, y compris le tramway, les taxis et les bus de transport en commun dans les communes concernées par la décision du ministère de l'Intérieur, afin d'éviter la proximité physique et sociale et réduire les déplacements", a précisé le chef de l'exécutif local.

Il s'agit également de "la suspension de toutes les activités commerciales et économiques, à l'exception des pharmacies entre 13 heures et 5 heures du matin, avec fermeture administrative immédiate et mise sous scellé des commerces et des espaces commerciaux qui ne respectent pas les mesures préventives obligatoires pendant les périodes en dehors du confinement partiel, comme le port de masque de protection et la distanciation sociale notamment".

Par ailleurs, dans le cadre de ces mesures préventives, toutes les autorisations accordées dans ce contexte sont annulées, à l'exception des usines et des moulins, ou encore des agriculteurs qui ont entamé la campagne de moisson-battage dans leurs régions d'activité, a indiqué le même responsable.

Selon le wali de Sétif, les contrevenants à ces mesures sont passibles de sanctions prévues par la loi, soulignant que "toutes les parties, en particulier les services de la sûreté nationale et ceux de la gendarmerie, sont tenus d'appliquer strictement cette décision et de prendre toutes les dispositions nécessaires pour dissuader les transgresseurs, et ce, à travers l'application de la loi et le recours à la force publique si nécessaire".

Le wali a également mis l'accent sur la nécessité de mobiliser toutes les capacités

sécuritaires par le biais du déploiement généralisé et continu du personnel de la sûreté nationale et de la gendarmerie pour assurer une dissuasion "réelle" et "efficace" de tous les contrevenants, en élaborant notamment des procès-verbaux qui seront adressés par la suite au procureur de la république.

M. Belkateb a exhorté en outre les associations, la direction des affaires religieuses et des wakfs, ainsi que les acteurs de la société civile et les scouts musulmans algériens à sensibiliser les citoyens et à leur faire prendre conscience quant au nécessaire respect des mesures de confinement à domicile en sillonnant les quartiers dans des véhicules munis de haut-parleurs.

Selon le wali de Sétif, l'objectif de ces mesures est de "réduire le nombre de contaminations et rompre la chaîne de transmission entre les personnes", indiquant que "la situation épidémiologique dans cette wilaya exige actuellement des mesures plus rigoureuses de la part de tout le monde, dont le citoyen".



Et d'ajouter : "Le respect des procédures susmentionnées contribuera à soulager la pression sur les hôpitaux et le personnel de la santé dans un délai ne dépassant pas 7 jours". Faisant état d'une situation épidémiologique "détériorée" et "préoccupante", après avoir enregistré au cours des dernières semaines une augmentation "significative" du nombre quotidien de contaminations confirmées par la Covid-19, le wali a révélé que "la wilaya de Sétif enregistre une moyenne quotidienne d'environ 10 décès". Celle-ci a, en effet, connu récemment

une augmentation "significative" du nombre de nouvelles contaminations par le coronavirus, depuis le 16 mars dernier, date correspondant au premier cas de Covid-19 confirmé dans la région, atteignant aujourd'hui 1 614 cas (+36 cas au cours des dernières 24 heures, selon la commission de veille et de suivi de la propagation du coronavirus en Algérie). Pour rappel, le ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'aménagement du territoire a diffusé aujourd'hui, un communiqué relatif aux modalités de confinement

à domicile de 18 communes de la wilaya de Sétif, de 13 heures à 5 heures du matin, pour une période de 15 jours, à compter de demain mercredi dans le cadre du renforcement des mesures de prévention visant à prévenir la propagation de l'épidémie de Covid-19. Il s'agit des communes de Sétif, Ain Arnat, Ain Abessa, Ouricia, Ain Oulmène, Ksar El Abtal, G uellal, Ain Azel, Ain Lahdjar, Bir Hadada, El Eulma, Bazer Sakra, El Guelta Zerga, Bougaâ, Ain Roua, Beni Oussine, Beida Bordj et Ain Kebira.

Localisation géographique et forte densité urbaine, critères du confinement partiel imposé à 18 communes

Le directeur de la santé et de la population de la wilaya de Sétif, Salim Rakam, a affirmé mardi que les 18 communes concernées par l'allongement de l'horaire de confinement à domicile à compter de demain mercredi l'ont été en raison de leur localisation géographique et forte densité urbaine. Le nouveau horaire de confinement pour ces 18 des 60 communes de la wilaya court de 13h00 jusqu'au lendemain à 5h00 pendant 15 jours, a précisé à l'APS, le même responsable qui a relevé que ces communes sont particulièrement connues pour leurs fortes concentrations de populations et leurs intenses activités commerciales et sociales du fait d'être des carrefours dans la région. Ce

décision "étudiée scientifiquement" est de nature à limiter le mouvement qu'il soit pour motif commercial ou social et contribuera sans doute à limiter la propagation du nouveau coronavirus dans ces collectivités locales, a assuré le même cadre. Plusieurs commerçants et citoyens de la ville de Sétif approchés par l'APS ont exprimé leur satisfaction de cette mesure de renforcement des mesures de prévention estimant que "rien n'est plus cher que la vie". Fayçal exploitant d'un cybercafé au centre-ville estime que "les pouvoirs publics doivent être plus répressifs envers les contrevenants aux mesures de prévention", mais en assurant en contrepartie la continuité des activités éco-

nomiques. A rappeler que le ministère de l'Intérieur, des Collectivités Locales et de l'Aménagement du Territoire a annoncé mardi dans un communiqué qu'un confinement partiel sera imposé à compter de mercredi, de 13h00 au lendemain 05h00, dans 18 communes de la wilaya de Sétif, et ce pour une durée de quinze jours, dans le cadre du renforcement des mesures préventives contre la propagation du Coronavirus. Les communes concernées sont Sétif, Ain Arnat, Ain Abassa, El Ouricia, Ain Oulmène, Guellal, Ksar El Abtal, Ain Azel, Ain Lahdjar, Bir Haddada, El Eulma, Bazer Sakhra, Guelta Zerga, Bougaâ, Ain Roua, Beni Hocine, Beidha Bordj et Ain El Kebira

"Soulagement chez les citoyens"

La décision prise mardi d'imposer un confinement partiel à 18 communes de la wilaya de Sétif a suscité un soulagement "notable" chez de nombreux citoyens, y compris les résidents des communes non concernées et ce, dans le cadre du renforcement des mesures préventives de lutte contre la propagation de l'épidémie de la Covid-19. Approchés par l'APS, au centre-ville de Sétif, de nombreux citoyens ont salué la décision d'imposer un confinement partiel entre 13h00 et 05h00 dans certaines communes ce qui "contribuera inévitablement à réduire le nombre de contaminations quotidiennes par la Covid-19, à la faveur de la suspension de l'ensemble des activités commerciales, économiques et sociales ainsi que le transport des voyageurs et la circulation automobile".

Conscients de "l'inquiétante" situation épidémiologique de la wilaya de Sétif, classée depuis plusieurs semaines en tête des wilayas du pays en nombre de contaminations atteignant hier, lundi, 1 578 cas confirmés (dont 39 nouveaux cas au cours des dernières 24 heures), selon le bilan de la

commission nationale de veille et de suivi du coronavirus, ces citoyens ont invoqué la nécessité de "rester mobilisés et faire preuve de sérieux et de vigilance pour lutter contre la pandémie".

Selon Mounir, propriétaire d'un kiosque de vente et de réparation de téléphones portables, jouxtant la Poste centrale au centre-ville, "la ville de Sétif connaît une forte augmentation du nombre de cas de contaminations par le coronavirus, d'où l'obligation de prendre des mesures supplémentaires et urgentes pour contenir sa propagation". "Beaucoup d'amis et de membres de ma famille ont été contaminés par le coronavirus, d'où l'importance d'instaurer le confinement dans la ville de Sétif et certaines autres communes afin d'éviter une plus grande expansion de l'épidémie", a-t-il dit.

Et d'ajouter : "La priorité à présent est de savoir comment se protéger et protéger ses proches ce virus, en particulier mes parents âgés", affirmant "respecter rigoureusement les mesures préventives, comme le port de la bavette et le lavage des mains inlassablement", en plus de prendre des pré-

cautions dans son local ou en se rendant dans n'importe quel commerce pour subvenir aux besoins de sa famille.

Abondant dans le même sens, d'autres citoyens se disent, pour leur part, "plus convaincus qu'auparavant de la nécessité d'imposer un confinement à domicile afin de limiter la propagation de l'épidémie de Covid-19, seul moyen de se protéger et protéger les proches du virus qui s'est grandement propagé à travers la ville".

Exerçant dans le secteur de la santé, Youcef estime, dans ce sens, que "cette décision est la bienvenue compte tenu de la situation épidémiologique de nombreuses régions de la wilaya, notamment la commune de Ain Azal où je réside", soutenant qu'"il n'y a pas d'autre option que cette décision au regard de l'indifférence et l'absence de conscience de nombreux citoyens qui ne respectent pas les mesures préventives".

Reconnaissant que "la situation actuelle exige des sacrifices", des commerçants et leurs employés ont exprimé, toutefois, leur crainte de voir le confinement partiel leur infliger une perte financière, en

particulier pour les personnes payées à l'heure et à la journée".

Salem, un grossiste implanté dans la ville d'El Eulma (à l'Est de Sétif), estime, pour sa part, que la décision d'imposer un confinement partiel dans 18 communes, dont celle d'El Eulma, pour une période de 15 jours "intervient en raison de la gravité de la situation afin de protéger la santé et la vie des citoyens des répercussions de ce virus dangereux".

De fait, entre ceux qui applaudissent la décision de confinement partiel imposée à 18 communes de la wilaya de Sétif et ceux formulant des craintes, le respect des mesures préventives reste le seul moyen de prévenir la propagation de la Covid-19. Le wali de Sétif, Mohamed Belkateb, avait mis l'accent, la semaine dernière, sur la situation épidémiologique "inquiétante" prévalant à Sétif, après la hausse du nombre de contaminations quotidiennes par le coronavirus enregistrés depuis plusieurs semaines, "mais qui reste sous contrôle à la faveur de la mise en branle de tous les moyens indisponibles pour lutter contre l'épidémie". Le chef de l'exécutif avait

fait état dès lors de "la nécessité de prendre des mesures urgentes pour faire face à cette pandémie, notamment la fermeture immédiate de tous les marchés à bestiaux à travers la wilaya et les commerces qui n'adhèrent pas aux mesures préventives requises, tout en insistant sur le côté coercitif vis à vis des contrevenants et ce, avant d'envisager la possibilité d'appliquer un confinement total ou partiel". La wilaya avait également décidé d'interdire la tenue des fêtes de mariage et autres regroupements familiaux festifs par mesure de précaution contre la propagation de la Covid-19, en particulier après le foisonnement des

cortèges de mariages dernièrement à travers le territoire de la wilaya. Le chef de l'exécutif local a également martelé que le respect des mesures préventives telles que la distanciation physique, le port d'un masque de protection et la désinfection des mains reste "un moyen efficace pour limiter la propagation de la pandémie de la Covid-19", misant, dans ce contexte, sur la prise de conscience et la responsabilité du citoyen pour éradiquer le virus.

M'SILA

M. Barraki insiste sur l'accélération des travaux de la station déminéralisation de Hamam Dhalaa

Le ministre des Ressources en Eau, Arezki berraki, a insisté mardi à M'sila sur la nécessité d'accélérer l'acquisition et l'installation des équipements de la station de déminéralisation d'eau potable de la commune de Hamam Dhalaa distante de 50 km au Nord-est du chef-lieu de wilaya.

Le ministre a indiqué que "l'entreprise de réa-lisation était tenue d'acquiescer les équipements de la station auprès d'un importateur de la wilaya de Sétif puis les installer ainsi qu'à renforcer le chantier pour fournir à la population de la commune un volume d'eau de 500 m³/jour dans un délai d'excédant pas début août prochain".

Il a également relevé que le transfert des eaux du barrage de Tasseldit de la wilaya de Bouira at-ténuera le déficit en eau potable de la commune de Hamam Dhalaa où il a notamment inauguré un château d'eau de 2000 m³. Plus de 7 milliards DA ont été mobilisés pour ce transfert qui alimentera la commune de Hamam Dhalaa et plusieurs communes de Bordj Bou Arreridj. Le ministre a fait état, en outre, de l'octroi



d'une rallonge de 50 millions DA pour parachever les travaux de la station de traitement d'eau de Lokmane qui alimentera la ville de M'sila. Il a aussi préconisé de "constituer une commission de suivi des atteintes qui ciblent le réseau de distribution d'eau dans la wilaya".

M. berraki a appelé à prendre les mesures nécessaires contre l'entreprise en charge du forage d'un forage profond pour 120 millions DA dans

la commune de Tarmount pour la contraindre à terminer le projet et permettre la mobilisation d'un volume supplémentaire d'eau potable pour le chef-lieu de wilaya.

Il a également appelé à prendre en charge les ouvrages de mobilisation des eaux superficielles et d'engager les études relatives à l'exploitation en agriculture des eaux recyclées des stations d'épuration des eaux usées des

villes de M'sila, Boussaâda et Sidi Aïssa.

Le ministre a donné, à ce propos, des instructions pour entamer immédiatement l'entretien du barrage de Bounasroune dans la commune de Dehahna dont la digue a été endommagée, il y a quelques années, en mobilisant 100 millions DA.

Concernant le barrage d'Ouled Sidi Abdelwahab dans la commune de Sidi Aïssa, M. berraki a préconisé de reprendre les travaux qui étaient à l'arrêt faute d'enveloppe financière suffisante avec engagement d'une étude pour l'octroi d'une rallonge de 250 millions DA. Le ministre devra poursuivre sa visite dans la wilaya par l'inspection de plusieurs projets de son département dans les communes de Maâdhid, Barhoum et Boussaâda.

CONSTANTINE

Le personnel de l'EPCA d'El Khroub réclame le paiement des arriérés des salaires et des primes

Le personnel de l'Établissement public d'assainissement (EPCA) de la commune d'El Khroub (Constantine) a observé mardi un sit-in devant le siège de cette entreprise pour réclamer l'amélioration de leurs conditions de travail et le paiement des arriérés des salaires et des primes, a-t-on constaté. Les contestataires, dont la plupart sont affiliés à l'Union générale des travailleurs algériens (UGTA), se sont rassemblés devant le siège de l'EPCA pour réclamer le versement de leur salaire du mois de juin, ainsi que le versement des primes de risque et de l'Aid El Adha. "La situation sociale et financière des travailleurs s'est

détériorée. Ils attendent depuis quatre (4) mois le versement de la prime de risque et leur paie du mois de juin n'a toujours pas été perçue", a indiqué le représentant des protestataires, R. Abderrahim. De son côté, le directeur de l'entreprise, Abdelkrim Hourri, a assuré que le salaire du mois de juin sera versé aux salariés "au plus tard dans deux jours". S'agissant de la prime du risque de contamination à la Covid-19, attribuée au personnel d'assainissement ainsi que la prime de l'Aid El Adha, le même responsable a affirmé qu'elles seront versées "dès achèvement des procédures administratives d'usage".

MASCARA

La laiterie "El Emir" augmente ses capacités de production à 160.000 litres par jour

La laiterie "El Emir" de la wilaya de Mascara relevant du groupe public Giplait a augmenté ses capacités de production de lait, passant de 130.000 à 160.000 litres par jour grâce à des investissements lui ayant permis de moderniser et de rénover ses moyens de production, a-t-on appris mardi du président directeur général de l'entreprise, Farid Derridj. L'entreprise a réalisé, depuis 2017, de nombreux investissements pour moderniser ses moyens de production et est entrée en production, pour la première fois, en 1986, a indiqué M. Derridj, dans une déclaration à l'APS en marge d'une rencontre du bureau de wilaya de l'Union générale des commerçants et artisans (UGCAA), section distributeurs de lait. "Ces investissements ont permis d'augmenter sa capacité de production à 160.000 litres par jour et, par conséquent, son chiffre

d'affaires est passé de 1.157 million DA en 2016 à 1, 580 million DA en 2019", a-t-il déclaré. Le coût d'investissement de la laiterie, implantée dans la zone d'activité à Tizi, commune distante de huit (8) kilomètres de Mascara, ayant atteint 425 millions DA pour les années 2019 et 2020, a permis la réalisation d'une unité de production d'eau congelée et le renouvellement des plateformes susceptibles de résister aux matières chimiques, en plus de l'acquisition de 11 nouveaux camions et d'un appareil d'isolation et la réparation de 13 camions vétustes, a-t-on fait savoir. Selon M. Derridj, la laiterie a réussi également à économiser entre 32.000 et 34.000 litres de lait cru de vache par jour. "Il y a quatre années de cela seulement, ce volume ne dépassait pas les 10.000 litres par jour", a-t-il souligné.

GHARDAÏA/COVID-19

Plus de 8300 masques de protection confectionnés par le CFPA de Daya Ben Dahoua

Pas moins de 8.325 masques de protection en tissu lavable et réutilisable ont été confectionnés par le Centre de formation professionnelle et d'apprentissage (CFPA) de Daya Ben Dahoua, et remis mardi aux services de la wilaya de Gharadaïa, a-t-on appris mercredi auprès de la wilaya.

Après l'acquisition du tissu, offert par la wilaya pour palier à la demande croissante en bavettes, les stagiaires et instructeurs du CFPA de Daya Ben Dahoua ont ainsi confectionné "bénévolement" 8.325 masques de protection et 500 blouses, a affirmé le directeur du Centre, Brahim Oulad Saïd.

Si la demande en masques médicaux a explosé en pleine épidémie notamment dans les milieux hospitaliers dès l'apparition des cas confirmés, la demande en masques barrières réutilisables connaît, quant à elle une forte

hausse, et ce, depuis l'instauration de l'obligation du port du masque dans les espaces publics pour l'ensemble des citoyens, a-t-on constaté. La crise sanitaire a permis à plusieurs CFPA, artisans et artisanes de la wilaya de reconvenir leur activité et de se lancer dans la confection de masques en tissu réutilisable à titre bénévole, a précisé M. Oulad Saïd, mettant l'accent sur l'acte de civisme et le sacrifice des couturières, artisanes et stagiaires pour contribuer à la lutte contre la propagation de cette pandémie.

En vue d'augmenter la cadence pour réaliser davantage de bavettes et assurer leur disponibilité sur le marché les responsables de la wilaya ont mis à la disposition du secteur de la formation professionnelle, les artisans et artisanes bénévoles du tissu pour la confection de ces masques barrières of-

ferts gracieusement aux personnels des différentes administrations et corps constitués ainsi qu'à la population. Depuis l'apparition de la pandémie en Algérie, plusieurs initiatives locales ont été lancées par des associations et des ateliers de confection relevant du secteur de la formation pour la confection de bavettes et autres moyens de protection, notamment pour les personnels soignants et ceux de la protection civile.

Le secteur qui a déjà produit plus de 50.000 bavettes, continue à réaliser les masques au profit du personnel des collectivités locales après avoir reçu la matière première fournie par la wilaya, a assuré M. Oulad Saïd. Plusieurs campagnes de sensibilisation pour le port du masque sont organisées à travers les différentes localités de la wilaya de Gharadaïa.

JJJEL

Démantèlement d'un réseau de trafic de psychotropes

Les éléments de la brigade de recherche et d'intervention (BRI) de la sûreté de la wilaya de Jijel ont procédé au démantèlement d'un réseau criminel composé de deux individus spécialisés dans le trafic de psychotropes et saisi 1886 comprimés classés comme substance psychotrope et le véhicule utilisé par les deux mis en cause dans cette affaire, a-t-on appris mardi auprès de ce corps de sûreté. L'opération a été enclenchée à la suite des informations parvenues aux éléments de la brigade suscitées dénonçant deux personnes écoulant des substances psychotropes dans la wilaya de Jijel, selon la même source qui a ajouté les inves-



tigations menées ont permis d'identifier le principal suspect, un homme âgé de 32 ans ayant des antécédents judiciaires pour des faits similaires. Les éléments de la BRI ont mis en place une souricière pour arrêter deux personnes lors d'un contrôle routier sur la RN43 à bord d'un véhicule touristique en possession de 1886

comprimés de psychotropes.

Après parachèvement de la procédure pénale, les mis en cause ont été présentés devant les instances judiciaires spécialisées pour "détention de psychotropes à des fins commerciales" avant d'être placés sous mandat de dépôt, a-t-on signalé.

TIZI-OUZOU

Remise en service du bureau de poste du village Timizart

Le bureau de poste du village Timizart, dans la commune éponyme à l'Est de Tizi-Ouzou, fermé depuis 2006 a été remis en service mardi, a-t-on appris du directeur local de la poste Meziane Djaout, directeur local de la poste.

Fermé ainsi que plusieurs autres bureaux dans cette localité pour des raisons sécuritaires, la structure a bénéficié de travaux de réfection et de réhabilitation, ainsi que de tous les tests nécessaires et est prête à fournir aux usagers d'Algérie poste les prestations transférées auparavant au bureau d'Izarazen, au chef-lieu de la commune, a souligné M. Djaout.

Rappelant que le bureau d'Abizar, dans la même commune, a été remis en service il y a quelques temps après sa fermeture pour les mêmes raisons, la direction locale de la poste s'affaire, a-t-il ajouté, à "remettre en service d'autres agences, au nombre de sept disséminées à travers la wilaya, encore fermées pour les mêmes raisons". Dans un rapport présenté lors de la session extraordinaire de l'Assemblée populaire de wilaya (APW), il est fait état d'un préjudice de plus de 53, 233 millions causé au secteur de la poste au niveau de la wilaya, qui a subi pas moins de 13 attaques à main armée.

TIZI-OUZOU

La chasse aux délits forestiers

Vingt-cinq procès-verbaux (PV) relatifs aux délits forestiers ont été établis et déposés au niveau de la justice par la conservation des forêts de la wilaya de Tizi-Ouzou, depuis le début de l'année en cours, a-t-on appris mardi auprès de cette institution. La responsable du service Gestion du patrimoine Forestier, Ouardia Labadi, a indiqué que ces délits ont été constatés dans différentes forêts de la wilaya ou un "accaparement important" du domaine forestier a été constaté durant le confinement contre la propagation de la Covid-19. "Les délits les plus récurrents sont le défrichement, l'occupation illicite de l'espace forestier et labours sans autorisation", a-t-elle expliqué. Le conservateur des forêts, Youcef Ould Mohamed, a souligné que dans le cadre des missions de la police forestière et au titre de la convention signée entre la Direction générale des forêts et la Gendarmerie nationale, un programme mensuel de sorties sur le terrain de brigades mixtes (forestiers-gendarmes) a été élaboré.

MÉTAUX - PRIX

L'or franchit la barre des 1.800 dollars l'once, une première depuis 2011

L'or a dépassé mercredi la barre symbolique des 1.800 dollars l'once, sous laquelle il évoluait depuis novembre 2011, dans un environnement économique incertain favorable à cette valeur refuge.

Sur le London Bullion Market, l'or a atteint ce mercredi matin 1.800,86 dollars l'once, un plus haut en huit ans et demi. "Les investisseurs achètent toujours des actions mais il semble qu'ils veulent se couvrir en cas de correction du marché", a signalé Carlo Alberto De Casa, analyste. "Mercredi, les inquiétudes autour du coronavirus et les tensions géopolitiques ont pesé sur l'appétit pour le risque", ce qui bénéficie au métal jaune, traditionnelle valeur refuge en période d'incertitudes, a pointé Fiona Cincotta, analyste.

La Covid-19 a fait au moins 539.620 morts dans le monde depuis fin décembre et contaminé presque 11,7 millions de personnes, selon un bilan.

La barre des 60.000 nouvelles infections au nouveau coronavirus recensées aux Etats-Unis en 24 heures a été franchie mardi, selon l'université Johns Hopkins, un niveau record qui porte à près de 3 millions le nombre total de cas détectés.

Plus de 1.100 personnes sont décédées du Covid-19 sur le sol américain lors des dernières 24 heures, 131.362 depuis le début de la crise. Les analystes avaient également pointé l'affaiblissement du dollar, comme facteur de hausse de l'or. Libellé en billet vert, une baisse de la devise américaine rend le métal précieux moins onéreux pour les acheteurs utilisant d'autres devises. Et dans un environnement monétaire ultra-accommodant - les principales banques centrales ont promis d'injecter ces dernières semaines des sommes inédites de liquidités dans l'économie - d'autres valeurs refuges, comme les obligations, sont devenues moins rémunératrices. La semaine dernière, l'or avait flirté avec la barre des 1.800 dollars l'once, sans la dépasser. Son record historique, à 1.921,18 dollars l'once, avait été atteint en septembre 2011.

GRANDE-BRETAGNE

Un plan de relance de deux milliards de livres pour des emplois jeunes

Le Chancelier de l'Echiquier britannique Rishi Sunak devrait dévoiler mercredi un mécanisme doté de deux milliards de livres pour financer des emplois à durée déterminée pour les jeunes, dans le cadre de son plan de relance post-confinement.

D'après un communiqué du Trésor, le Chancelier doit annoncer mercredi un plan pour l'emploi en trois points qui sera particulièrement centré sur les jeunes. Ce sera "le plus gros plan pour lutter contre le chômage des jeunes depuis des décennies", assure le Trésor britannique.

"Les jeunes sont les plus durement atteints par les retombées économiques de la plupart des crises, mais ils sont particulièrement vulnérables cette fois-ci parce qu'ils travaillent dans de fortes proportions dans les secteurs les plus frappés par la pandémie", comme la restauration ou la distribution, explique M. Sunak. Le mécanisme prévoit que le gouvernement subventionne à 100%, au salaire minimum, jusqu'à 25 heures par semaine, des contrats de six mois pour les 16-24 ans inscrits au chômage et à faibles revenus. Les emplois en question devront être "très qualifiés". Les entreprises pourront compléter comme elles l'entendent cette base de rémunération. Le plan de relance M. Sunak comprend aussi 111 millions de livres pour subventionner des stages. Il comporte aussi un volet "vert" avec 3 milliards de livres pour rendre l'économie britannique plus verte par le biais de la rénovation, l'isolation des logements et des bâtiments publics (écoles, hôpitaux, logements sociaux...). Il prévoit aussi la création de quelque "5.000 emplois verts" sur une enveloppe de 40 millions de livres pour "soutenir des projets d'ONG environnementales et d'autorités locales destinés à embellir les paysages britanniques, en plantant des arbres, nettoyant les rivières et créant de nouveaux espaces verts".

CHINE

Les réserves en devises atteignent les 3.112,3 milliards de dollars

Les réserves de devises de la Chine ont atteint 3.112,3 milliards de dollars fin juin, a indiqué mardi l'Administration nationale des changes (ANC). Ce chiffre a progressé de 10,6 milliards de dollars, soit 0,3%, depuis la fin du mois de mai, selon la même source. Le marché des devises étrangères de la Chine a enregistré un équilibre général de l'offre et de la demande, a expliqué Wang Chunying, porte-parole et économiste en chef de l'ANC. Mme Wang a indiqué également que

PÉTROLE

Le Brent à plus de 43 dollars, hier à Londres

Les prix du pétrole évoluaient proches de l'équilibre mercredi, limités par la progression du Covid-19 aux Etats-Unis et avant la publication plus tard dans la journée des stocks américains de brut par l'EIA.

Mercredi matin, le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en septembre valait 43,02 dollars à Londres, en baisse de 0,14% par rapport à la clôture de mardi.

A New York, le baril américain de WTI pour le mois d'août perdait 0,32%, à 40,49 dollars.

Les cours du brut "sont toujours bloqués juste au-dessus de 40 dollars le baril, comme ancrés avant qu'une raison convaincante ne vienne les pousser dans l'une ou l'autre des directions", a estimé Louise Dickson, analyste. Le léger repli observé mercredi s'explique "par les données publiées par l'API qui montrent une nouvelle hausse des stocks de brut"



aux Etats-Unis, a-t-elle précisé. L'American Petroleum Institute (API), fédération qui regroupe les professionnels du secteur pétrolier, a en effet estimé mardi que les

stocks de brut avaient grimpé d'un peu plus de 2 millions de barils dans le pays. Les investisseurs attendent désormais le rapport hebdomadaire de l'Agence

américaine d'information sur l'énergie (EIA) sur le même sujet, jugé plus fiable. Selon la médiane d'analystes interrogés par l'agence Bloomberg, les réserves américaines de brut pour la semaine achevée le 3 juillet sont attendues en baisse de 3,25 millions de barils.

Les cas du Covid-19 outre-Atlantique "sont bien sûr une autre raison de s'inquiéter" pour le marché, a ajouté Mme Dickson.

La barre des 60.000 nouvelles infections au coronavirus recensées aux Etats-Unis en 24 heures a été franchie mardi, selon l'université Johns Hopkins, un niveau record qui porte à près de 3 millions le nombre total de cas détectés.

MARCHÉS DES DEVISES

L'euro stable face au dollar dans un marché endormi

L'euro progressait faiblement mercredi face au dollar, dans un marché calme mais attentif à ce qui se passe au sein de l'Union européenne et de la zone euro.

Vers 09H30 GMT (10H30 à Alger), l'euro perdait 0,01% face au billet vert, à 1,1272 dollar. C'est "une séance calme jusqu'ici", a commenté Ricardo Evangelista, analyste pour ActivTrades. L'euro avait, un peu plus tôt dans la journée, légèrement progressé face au dollar, aidé par "les espoirs d'un rebond économique rapide aussi bien que d'une meilleure harmonie entre les différents

pays membres" de la zone euro, a-t-il ajouté. Jeudi, les ministres des Finances de la zone euro doivent se réunir et voter pour le futur président de l'Eurogroupe, qui remplacera le Portugais Mario Centeno. "Ce choix permettra soit de confirmer la perception actuelle d'une coexistence plus pacifique entre le Nord et le Sud, ce qui sera positif pour l'euro, soit de rouvrir de vieilles blessures qui pèseront sur la monnaie unique", a expliqué M. Evangelista. Un sommet européen doit en outre se tenir en fin de semaine prochaine à Bruxelles, le premier en face à face depuis l'explosion de l

a pandémie, où sera notamment discuté le plan de relance de 750 milliards d'euros proposé par la Commission et qui fait grincer quelques dents, notamment du côté des "frugaux" (Pays-Bas, Autriche, Suède et Danemark).

"Une bonne nouvelle sur le plan budgétaire n'est pas encore pleinement intégrée dans les cours et pourrait libérer le potentiel de hausse de l'euro dans les prochains jours", mais "une mauvaise surprise pourrait toutefois provoquer un mouvement de vente", a averti Ipek Ozkardesky, analyste pour Swissquote Bank.

UE - ÉNERGIE

L'UE lance son plan pour développer l'hydrogène propre

La Commission a dévoilé mercredi son plan pour développer la production d'hydrogène propre dans l'UE, dans l'optique de décarboner les secteurs les plus polluants pour atteindre la neutralité climatique en 2050.

L'exécutif européen en a fait l'un de ses investissements prioritaires de son fonds de relance (actuellement en négociation), au même titre que la 5G, les renouvelables, les batteries ou encore l'intelligence artificielle.

"Alors que 75% des émissions de gaz à effet de serre de l'UE proviennent (de la production) d'énergie, nous devons opérer un changement de paradigme pour atteindre nos objectifs de 2030 et 2050", a plaidé la commissaire européenne à l'Énergie Kadri Simson, citée dans un communiqué. "Le système énergétique de l'UE

doit être mieux intégré, plus flexible et capable d'accueillir les solutions les plus propres et les plus rentables.

L'hydrogène jouera un rôle clé à cet égard, car la baisse des prix des énergies renouvelables et l'innovation continue en font une solution viable pour une économie climatiquement neutre", a-t-elle ajouté.

Pour la Commission, l'hydrogène "propre" doit permettre d'aider des secteurs qui peinent à réduire leurs émissions de gaz à effet de serre: remplacement des énergies fossiles dans l'industrie, notamment pour la production d'acier, mais aussi comme carburant pour le transport aérien et maritime, les poids lourds, et pour les batteries et le stockage d'énergie.

Elle estime cependant que dans les premières années, une "période de transition"

sera nécessaire pour assurer une production stable et des prix compétitifs, au cours de laquelle d'autres processus de production, émetteurs de carbone, seront maintenus mais atténués par des techniques de capture de carbone. L'exécutif européen prévoit de promouvoir en priorité l'hydrogène "renouvelable", c'est-à-dire produit par électrolyse de l'eau avec de l'électricité issue de sources renouvelables.

"Les émissions de gaz à effet de serre du cycle de production complet de l'hydrogène renouvelable sont proches de zéro", souligne la Commission et c'est l'option "la plus compatible avec l'objectif de neutralité climatique". La production et consommation actuelle d'hydrogène dans l'UE se monte à 9,8 million de tonnes, généralement issue de l'énergie fossile. Soit une part infime de la

consommation d'énergie européenne, mais que la Commission voit monter jusqu'à 14% en 2050.

Dans un premier temps, la Commission souhaite soutenir l'installation de 6 gigawatts (GW) d'électrolyseurs d'hydrogène renouvelable, et une production atteignant un million de tonnes d'hydrogène renouvelable. Entre 2025 et 2030, elle se fixe pour objectif 40 GW et 10 millions de tonnes d'hydrogène renouvelable.

Et entre 2030 et 2050 elle espère voir la technologie arriver à maturité et être développée à grande échelle. L'exécutif européen voit le développement de l'hydrogène propre comme partie intégrante d'un système énergétique mieux intégré en Europe, un objectif qui a aussi fait l'objet d'une nouvelle "stratégie" publiée mercredi.

FRANCE

Recul du produit intérieur brut (PIB) à 9% en 2020, selon l'INSEE

Le recul du produit intérieur brut (PIB) en France devrait être atteindre 9% en 2020, selon la note de conjoncture publiée par l'Institut national de la statistique et des études économiques (Insee) mercredi, alors que le gouvernement table sur un effondrement de 11% et la Banque de France de 10%.

Après s'être contracté de 5,3% au premier trimestre puis de 17% au deuxième en raison de la pandémie de coronavirus, le PIB rebondirait de 19% au troisième trimestre puis de 3% au quatrième, précise l'Institut national des statistiques.

Il s'agit de la première prévision de croissance de l'Insee pour l'ensemble de 2020, ainsi que pour les 3e et 4e trimestres. "Les perspectives de production se redressent très nettement : la vigueur de ce rebond tient beaucoup à la faiblesse du point de départ, c'est-à-dire de l'activité économique en période de confinement", selon la note. "Cependant les carnets de commandes, en



particulier à l'international, demeurent jugés peu garnis par les entreprises industrielles, ce qui n'augure pas d'un retour immédiat à la normale", tempère l'Institut. Grâce aux meures prises pendant les huit semaines de confinement pour prés-

server le tissu économique et l'emploi, "les premières marches de la reprise ont pu être gravées assez rapidement, peut-être plus que prévu.

Ce sont les dernières qui risquent d'être les plus difficiles, concernant surtout les secteurs les plus touchés par la crise", met encore en garde l'Insee.

L'Institut prévient que ses estimations sont soumises "à beaucoup d'incertitudes, liées avant tout à la situation sanitaire en France et dans le monde". Il s'agit de la septième note de conjoncture publiée par l'Insee depuis le 26 mars.

Les prochaines seront publiées le 23 juillet et le 27 août.

France : baisse de plus de 20% de la récolte de blé tendre en 2020

La récolte française de blé tendre devrait baisser de plus de 20% cette année, en raison d'un recul des surfaces et des rendements, notamment à cause de très fortes pluies à l'automne dernier, selon une première estimation du ministère de l'Agriculture.

"Selon les estimations au 1er juillet 2020, la production de blé tendre atteindrait 31,3 millions de tonnes, deuxième plus faible récolte depuis 2004 après celle de 2016. Elle baisserait

nettement sur un an (-20,8%) et par rapport à la moyenne 2015-2019 (-11,3%)", indique le service statistiques du ministère, Agreste, dans une note de conjoncture.

Comme l'ensemble des acteurs et comme les années précédentes, le ministère table sur "de fortes hétérogénéités" selon les régions, "en particulier entre les sols superficiels et les sols profonds" et prévient donc que cette estimation globale sera "affinée" dans

les prochaines semaines. Le rendement moyen s'établirait selon le ministère à 71,1 quintaux/hectare en 2020 contre 79,1 quintaux/hectare en 2019.

Mais ce sont surtout les surfaces de culture qui sont "en net recul, atteignant leur plus bas niveau depuis 2003 à 4,4 millions d'hectares", la faute notamment aux pluies diluviennes qui ont touché quasiment tout le nord ouest à l'automne, rendant impossible les semis de cultures d'hiver.

CÉRÉALES

Progression significative des prix du blé

Les prix du blé tendre progressaient significativement mercredi en milieu de journée, soutenus notamment par la confirmation d'un net recul de la récolte en France, selon une première estimation du ministère de l'Agriculture.

Avec seulement 4,41 millions d'hectares et un rendement projeté à 7,11 tonnes/hectare, la production française est estimée à 31,3 millions de tonnes, bien inférieure à celle de l'an passé, à près de 40 millions de tonnes.

Pour les orges, le minis-

trère estime la production à 12,33 millions de tonnes réparties en 7,8 millions de tonnes d'orges d'hiver et 4,53 millions de tonnes de variétés de printemps, soit un repli de 10,3% par rapport à l'an passé, mais en hausse de +1,8% par rapport à la moyenne quinquennale.

Cernant le maïs, les surfaces de maïs-grain sont estimées logiquement en progression de 124.000 hectares par rapport à 2019, à 1,63 million d'hectares.

Elle augmente ainsi de 9,3% par rapport à la moyenne 2015-2019. Les

emblavements de maïs-fourrage seraient eux aussi en progression de 2,7% sur un an à 1,47 million d'hectares.

"Sur la scène internationale, l'Égypte a sans surprise contracté 230.000 tonnes de blé avec la Russie dont les cours sont maintenant largement plus compétitifs" que ceux de la France, soulignait le cabinet Agritel dans une note.

"Il ne semble pas obligatoire, au regard du repli de la production nationale de contractualiser significativement avec l'Égypte cette

année, sous couvert que nos acheteurs traditionnels, notamment du Maghreb soient présents", commentait Agritel.

A midi, la tonne de blé tendre progressait de 1,50 euro sur l'échéance de septembre à 186,25 euros et d'un euro sur décembre à 186,50 euros, pour un peu plus de 17.000 lots échangés.

La tonne de maïs, elle, était stable, progressant de 25 centimes, tant sur les échéances d'août à 172 euros, que de novembre à 165,50 euros, pour un peu plus de 300 lots échangés.

SUISSE

Le taux de chômage reflue légèrement à 3,2% en juin

Le taux de chômage en Suisse a légèrement reflué en juin, revenant à 3,2% (contre 3,4% en mai), selon les relevés du secrétariat d'Etat à l'économie (Seco) publiés mercredi.

Fin juin, 150.289 personnes étaient inscrites au chômage auprès des offices régionaux de placement, soit 5.709 de moins que le mois précédent, a indiqué le ministère suisse de l'économie dans un communiqué.

Sur un an, le taux de chômage dans ce pays où il est habituellement bas a toutefois augmenté de 54,6%, avec 53.067 inscrits de plus qu'en juin 2019.

Le ministère de l'Économie a par ailleurs détaillé les chiffres du chômage

partiel pour le mois d'avril, qui a touché quelque 1.077.041 de personnes, soit une hausse de 37,7% par rapport au mois de mars. Sans mettre en place un confinement aussi strict que ses voisins en Europe, la Suisse avait imposé mi-mars une série de mesures de lutte contre la pandémie, dont la fermeture des écoles, bars et restaurants ainsi que des commerces autre de qu'alimentaire, de santé et première nécessité.

Alors que l'activité économique en Suisse s'était figée, quelque 131.069 entreprises ont eu recours au chômage partiel en avril, ce qui équivalait à une hausse de 34,5% par rapport au mois de mars. Par comparaison, le chômage par-

tiel ne concernait que 70 entreprises en avril 2019. Ces mesures ont été progressivement levées à partir de fin avril, en commençant par la reprise de l'activité notamment des salons de coiffures, fleuristes, jardinerie et crèches, avant d'être à nouveau assouplies avec la réouverture des écoles et restaurants à partir du 11 mai.

Mi-juin, le groupe d'experts chargés de formuler des prévisions pour le ministère suisse de l'Économie sur les grands indicateurs économiques tels que le produit intérieur brut et l'inflation avait dit s'attendre à ce que le chômage grimpe à 3,8% en 2020, puis à 4,1% en 2021.

COMMERCE EXTÉRIEUR - FRANCE

Nette reprise des échanges commerciaux extérieurs en juin

Une première estimation de l'évolution du commerce extérieur de la France avec les pays hors Union européenne montre une nette reprise des échanges extérieurs en juin par rapport à mai, soit +35% pour les exportations et +15% pour les importations, ont indiqué mardi les services des douanes françaises.

Si les exportations dédouanées ont baissé de 20% en juin en comparaison avec juin 2019, elles marquent une nette amélioration après les mois d'avril et de mai derniers, notamment pour les biens intermédiaires et de consommation qui retrouvent leur niveau d'il y a un an, ont indiqué dans un communiqué. Les importations dédouanées en France sont, quant à elles, en recul de 16% relativement à juin 2019, mais également en nette amélioration par rapport aux deux mois précédents. Les importations de produits énergétiques restent très faibles (-48% par rapport à juin 2019), mais les achats d'autres biens retrouvent quasiment leur niveau habituel (-7%) et un rattrapage presque même s'opère pour les biens de consommation (+14%).

"En nous appuyant sur la similarité des évolutions des flux se lon ces trois champs d'analyse, nous pouvons donc estimer que les flux du commerce extérieur en juin 2020 montreront une reprise d'activité importante, sans toutefois vraisemblablement rattraper l'ensemble du terrain perdu à cause de la crise sanitaire COVID-19", ont souligné les services douaniers.

Les douanes et l'INSEE ont également publié mardi les chiffres définitifs du commerce extérieur en mai 2020, faisant état de la fin de la dégradation des importations et exportations françaises observée en mars et avril. "Une légère reprise s'amorce, les échanges rejoignant approximativement les 3/4 de leur niveau d'avant la crise", disent-ils en notant que le déficit s'accroît sensiblement pour le deuxième mois consécutif.

Le déficit commercial extérieur de la France a augmenté sensiblement en mai dernier pour le deuxième mois consécutif (7,1 milliards d'euros après 5,1 milliards en avril et 3 milliards en mars), s'approchant du record de 7,4 milliards atteint en février 2012 et janvier 2017. "Cette hausse du déficit s'explique par le rebond plus sensible des importations comparativement à celui des exportations. Cette reprise des échanges est liée notamment à la fin du confinement", ont observé les Douanes et l'INSEE. En mai dernier, les importations comme les exportations ont rebondi après deux mois de forte chute.

RUSSIE

La dégringolade des ventes de voitures ralentit en juin

Les ventes de voitures neuves en Russie ont poursuivi leur dégringolade en juin, enregistrant une chute de 14,6% sur un an, ce qui représente néanmoins une amélioration par rapport au mois de confinement dû au coronavirus. Selon l'Association of European Businesses (AEB) qui regroupe les industriels du secteur, les ventes de véhicules neufs se sont élevées en juin à 122.622 exemplaires dans le pays, soit près du double du mois précédent. En avril et mai, mois que la Russie a en grande partie passés en confinement, ces ventes s'étaient écroulées de respectivement 51,8% et 72,4% en termes annuels. Dans l'ensemble, au premier semestre, les ventes ont connu un recul annuel de 23,3%. "Ces six mois ont fait l'effet de montagnes russes pour les fabricants et les concessionnaires avec une lente amélioration en début d'année, suivie d'une descente brutale sans précédent en avril/mai et pour finir une lente reprise en juin", a commenté dans un communiqué le directeur du comité de constructeurs automobiles de l'AEB, Thomas Staertzel.

Il a souligné que les chiffres de juin restaient négatifs malgré la réouverture de s concessionnaires, les achats retardés et les mesures de soutien de l'Etat.

Pour l'année 2020, l'AEB prévoit des ventes totales de 1,339 million de véhicule, soit une baisse de 23,9% par rapport à 2019, si les mesures étatiques de soutien au secteur se poursuivent et en l'absence d'une deuxième vague de pandémie de nouveau coronavirus.

Les ventes de voitures évoluaient à la baisse depuis plusieurs mois, à l'exception d'un rebond en mars sous l'effet de la chute du rouble. La panique boursière et pétrolière consécutive à la crise sanitaire avait fait fortement chuter le rouble et fait craindre aux Russes une flambée de l'inflation, les poussant à anticiper certains achats coûteux - notamment de produits importés - en prévision de l'augmentation des prix. Le rouble s'est depuis repris, mais l'économie russe, qui tournait déjà au ralenti depuis plusieurs mois, est, comme partout ailleurs, durement touchée par cette crise.

EL BAYADH - COVID-19 Fermeture des marchés hebdomadaires de fruits et légumes

Le wali d'El Bayadh, Kamel Touchene a décidé de la fermeture de tous les marchés hebdomadaires de fruits et légumes et du gel provisoire de l'établissement des contrats de mariage, dans le cadre de mesures préventives contre la propagation de la pandémie du Covid-19, a-t-on appris mardi des services de la wilaya.

Cette décision a été prise à l'issue de la réunion lundi soir de la commission de wilaya chargée du suivi de l'évolution de la situation sanitaire liée à la propagation de l'épidémie de coronavirus, lors de laquelle a été constaté une recrudescence de l'épidémie dernièrement dans la wilaya comptabilisant 93 confirmés, a-t-on fait savoir.

La décision porte également sur l'interdiction de divers rassemblements dont ceux des fêtes de mariage et de circoncisions, a-t-on encore indiqué, rappelant qu'une autre décision de wilaya a été rendue publique auparavant pour la fermeture de tous les marchés hebdomadaires du bétail.

Dans ce même contexte et dans le cadre du suivi des mesures préventives de lutte contre la pandémie, des sorties sont effectuées quotidiennement par différents services dont ceux de la sûreté pour veiller au respect de ces dispositions et prendre les procédures judiciaires contre les infractions.

FÊTE DE L'INDÉPENDANCE Sonatrach : des travailleurs honorés

La compagnie publique des Hydrocarbures (Sonatrach) a honoré mardi à Alger plus de 70 de ses travailleurs, parmi les plus anciens au sein du groupe, dans le cadre de la célébration du 58ème anniversaire de l'Indépendance et de la jeunesse.

Dans le cadre du renforcement de la culture d'entreprise, le P-dg de Sonatrach, Toufik Hakkar, a présidé une cérémonie pour rendre hommage à l'ensemble des travailleurs et travailleuses du groupe Sonatrach "consacrant fidélité, dévouement pour les années de travail au sein du Groupe". Il a fait savoir, lors de son discours à l'occasion de cette cérémonie, qu'il s'agit, à travers cet événement, d'honorer et de reconnaître les efforts des travailleurs qui ont passé entre 15 et 30 ans de carrière à Sonatrach. "Nous avons d'ailleurs constaté les efforts de nos travailleurs durant cette crise sanitaire, ils ont fait plus que leur devoir pour préserver la production et les acquis de la République algérienne", a souligné M. Hakkar, rappelant que pour le Groupe national, le facteur humain représente la ressource principale de l'entreprise. "Ce sont des distinctions certes symboliques mais combien méritoires, car l'entreprise y attache la plus grande importance afin d'exprimer toute la reconnaissance et le respect à nos collègues qui ont su faire preuve d'abnégation et de fidélité sans faille dans leur engagement professionnel chacun à son niveau au sein de notre entreprise", a indiqué le P-dg de Sonatrach.

Selon d'autres sources du groupe public, "la ressource humaine représente un axe fondamental sur lequel la direction générale de Sonatrach bâtit une vision moderne qui donne les conditions adéquates de travail". Pour sa part, le secrétaire général du syndicat national de Sonatrach, Khellaf Djerroud, a fait savoir que cette cérémonie a pour but de montrer la reconnaissance de Sonatrach à destination de ses travailleurs "pour les efforts faits durant plusieurs années". De plus, il a relevé l'implication des travailleurs du groupe public durant cette crise sanitaire durant laquelle "ils se sont mobilisés pour assurer la continuité de la production et de la productivité de Sonatrach".

Quant au secrétaire général de la Fédération nationale des travailleurs du pétrole, du gaz et de la chimie (FNTPGC), Hamou Touahria, il a exprimé sa reconnaissance concernant le message adressé par le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, aux travailleurs du groupe Sonatrach à l'occasion de la fête de l'Indépendance. "Cela a été une fierté pour les travailleurs de Sonatrach car ils se sont sacrifiés et ils ont sacrifié de leur temps pour préserver la production et la stabilité de cette institution, et ce, dans le respect des consignes de sécurité sanitaire", a-t-il fait observer.

MILA Octroi de plus de 100 autorisations de chasse

Plus de 100 autorisations de chasse ont été attribuées mardi à leurs bénéficiaires après avoir reçu une formation dans ce domaine.

Une cérémonie a été organisée à cette occasion au siège de la conservation locale des forêts présidée par le conservateur des forêts, Ahmed Cherif M'hamdi, en présence de plusieurs anciens chasseurs.

M. M'hamdi a souligné à l'occasion "la nécessité de préserver la faune de cette wilaya en chassant durant les saisons déterminées pour éviter d'éventuels dommages aux animaux".

Le même responsable a également évoqué la responsabilité des chasseurs en cas de violation de la loi, rappelant leur formation par des spécialistes des différents secteurs concernés, notamment les services sécuritaires, la protection civile et la conservation des forêts. Il a



indiqué que "l'octroi de cette autorisation ne signifie pas la chasse à tout moment, mais durant les périodes déterminées par les services de la conservation des forêts".

Le conservateur des forêts a appelé les chasseurs à avoir

"une culture de chasse" pour protéger les différentes espèces animales et la biodiversité dans la wilaya, appelant à ne pas nuire aux espèces menacées d'extinction. Il a insisté aussi sur la coordination permanente

avec les services de sécurité, signalant toutes les violations remarquées en milieux forestiers qui menacent la faune. Pour sa part, le président de la fédération nationale des chasseurs, Mouloud Gargouri, a souligné l'importance de préserver les milieux de vie des animaux et le patrimoine forestier qui "appartient aux pêcheurs et ils doivent le conserver".

Le même responsable a salué cette opération qui sera suivie par la distribution de plus de 200 autres autorisations de chasse, sur un total de 500 pêcheurs qui ont assisté à plusieurs sessions de formation au cours des années 2018 et 2019.

Cette opération est qualifiée "d'importante" dans la wilaya de Mila.

COMMERCE - CONTRÔLE COVID-19 fermeture de 18 établissements commerciaux à Oran

Les services de contrôle de la direction du commerce de la wilaya d'Oran ont procédé, mardi, à la fermeture de 18 établissements commerciaux pour non respect des mesures et conditions d'hygiène et de distanciation sociale, a-t-on appris de la direction régionale du commerce d'Oran. Les agents de contrôle de la direction de commerce de la wilaya d'Oran ont décidé de la fermeture de ces établissements commerciaux avec effet immédiat et de la suspension de leurs registres de commerce jusqu'à nouvel ordre, a indiqué à l'APS, Fayçal Ettayeb, annonçant que la direction régionale du commerce d'Oran compte renforcer le dispositif de contrôle au niveau de la wilaya d'Oran par la mobilisation d'équipes des wilayas environ-

nantes, conséquemment à l'évolution de la pandémie du coronavirus.

Le bilan de la direction régionale du commerce d'Oran pour la période allant du 28 juin au 2 juillet dernier fait état de la fermeture de 71 locaux commerciaux et magasins de vente dont 22 à Oran, 17 à Mostaganem, 11 à Tlemcen, 4 à Sidi Bel-Abbes et 17 à Aïn Témouchent et ce, pour non respect du protocole sanitaire édicté par les pouvoirs publics et notamment aux instructions du Premier ministre, Abdelaziz Djerad, portant sur l'obligation du port du masque de protection pour tout commerçant, la mise à la disposition des clients du gel hydroalcoolique dans chaque espace commercial, le respect de la distanciation et l'aseptisation de la

monnaie. "Nous avons décidé de rappeler tous les effectifs et geler les congés du mois de juillet pour tous les personnels de la région suite à l'augmentation inquiétante du nombre de cas d'atteinte du coronavirus", a-t-il souligné.

Pas moins de 512 interventions des services de contrôle ont été effectuées durant la même période au niveau de la région d'Oran. a-t-on fait savoir de même source. Selon la direction régionale du commerce d'Oran qui regroupe les wilayas d'Oran, de Mostaganem, de Sidi Bel-Abbes, de Tlemcen et d'Aïn Témouchent, les mesures seront durcies à l'encontre des commerçants récalcitrants pour empêcher la propagation du virus de plus en plus rampant.

ENVIRONNEMENT - OISEAUX Souk Ahras : récupération de 100 chardonnerets élégants (Conservation des forêts)

Les services de la Sûreté nationale ont saisi pas moins de 100 oisillons chardonnerets élégants, a-t-on appris mardi du chef du bureau des espèces protégées, de la chasse et des activités cynégétiques relevant de la Conservation des forêts, Sebti Amar. Le responsable a expliqué à l'APS que les passereaux qui ont été saisis, à un barrage routier dressé à l'entrée de la ville de Souk Ahras, figurent sur la liste "des espèces animales non domestiques protégées", et ont été capturés illégalement, par une personne, qui a été arrêtée.

Conformément au décret exécutif 12-235 du 24 mai 2012 fixant la liste des espèces animales non domestiques protégées "ces oiseaux ne peuvent être chassés, ni capturés ou encore commercialisés sur tout le territoire national" selon la même source qui a indiqué que ces oisillons qui étaient pla-

cés dans deux saisons ont été immédiatement remis à la conservation des forêts.

Après avoir subi un contrôle par les services de l'inspection vétérinaire de la wilaya, ces oiseaux chanteurs ont été remis en liberté dans plusieurs forêts de la wilaya en présence de la Gendarmerie et la sûreté nationales.

Pouvant vivre jusqu'à une quinzaine d'années, le chardonneret est très prisé chez les Souk-Ahrassi pour son chant mélodieux inimitable et à son plumage composé d'un mélange de brun clair, de noir, de blanc, de doré et de rouge, selon M. Sebti.

Le responsable a suggéré la création d'association pour la protection de cette espèce menacée d'extinction et la préservation de l'équilibre écologique.

JUSTICE - ORAN Le procès de l'ancien directeur de l'agence foncière d'Oran renvoyé au 21 juillet

Le tribunal d'Oran a renvoyé mardi au 21 juillet prochain et pour la troisième fois consécutive le procès de l'ancien directeur de l'agence foncière de wilaya, Mohamed Mebarki, accusé, entre autres, de dilapidation du foncier, notamment la vente de nombreux terrains au dinar symbolique. Le procès a été renvoyé en raison de l'absence de plusieurs témoins, ainsi qu'en raison d'une demande introduite par la défense de Mohamed Mebarki qui avait demandé la présence de l'ex-secrétaire général de la wilaya d'Oran et du directeur du contentieux de l'agence foncière, ainsi que du commissaire aux comptes de cette struc-

ture. Cette affaire, qui a éclaté durant l'été 2019, a connu de nombreuses arrestations, à l'issue de l'enquête menée par la brigade économique et financière de la sùrière de wilaya d'Oran, notamment l'ex-P/APC d'Es-Sénia et celui de Bir El-Djir, la directrice de la conservation foncière d'Es-Sénia, ainsi que l'ancien chef de la sûreté de wilaya d'Oran et le frère de l'ancien Directeur général de la sûreté nationale. L'ex-Directeur de l'agence foncière de wilaya avait été arrêté en août 2019 alors qu'il tentait de quitter clandestinement le pays par voie maritime, à bord d'une embarcation de fortune. Ce dernier, ainsi que les autres mis en cause,

dont également l'ancien wali d'Oran Abdelghani Zaâlane, sont accusés de "corruption et de dilapidation du foncier dans la daïra de Bir El-Djir, notamment 15 lots de terrain cédés au dinar symbolique à certains anciens responsables." Yamani Hamel, le frère de l'ancien Directeur général de la Sûreté nationale (DGSN) avait été condamné le 24 juin dernier à quatre (4) ans de prison ferme par le tribunal d'Oran pour plusieurs chefs d'accusation dont "corruption", "blanchiment d'argent" et "utilisation de sa fonction à des fins personnelles et d'enrichissement illicite".

ONU - PANDÉMIE - DÉVELOPPEMENT

La réalisation des ODD d'ici 2030 perturbée

L'effort mondial lancé en 2015 pour améliorer la vie des gens partout dans le monde grâce à la réalisation des 17 Objectifs de développement durable (ODD) d'ici 2030 a été grandement perturbée par la pandémie de Covid-19, selon un rapport de l'ONU.

Dans son rapport publié mardi, le Département des affaires économiques et sociales de l'ONU (DESA) affirme que l'effort mondial lancé en 2015 pour améliorer la vie des gens à travers la réalisation des 17 ODD d'ici 2030 était déjà en retard à la fin de 2019.

"La pandémie a déclenché, en une courte période, une crise sans précédent, provoquant de nouvelles perturbations du progrès des ODD, avec les plus pauvres et les plus vulnérables du monde les plus touchés", selon le rapport.

Un constat repris par le Secrétaire général, Antonio Guterres, qui a souligné que "même si le nouveau coronavirus affecte chaque personne et communauté, il ne le fait pas de façon très égale.

Il a plutôt révélé et exacerbé les inégalités et les injustices existantes", a-t-il fait valoir. D'après le Rapport des Objectifs de développement durable



2020, le monde était en train de réaliser des progrès - bien qu'inégaux et insuffisants pour atteindre les Objectifs - dans des domaines tels que l'amélioration de la santé maternelle et infantile, l'élargissement de l'accès à l'électricité et l'augmentation de la représentation des femmes au sein des gouvernements.

Toutefois même ces avancées ont été contreba-

lancées par une croissante insécurité alimentaire, une détérioration de l'environnement naturel et des inégalités persistantes et omniprésentes. Utilisant les plus récentes données et estimations, ce rapport d'évaluation annuel du progrès sur les 17 Objectifs montre que ce sont les plus pauvres et les plus vulnérables - y compris les enfants, les personnes âgées, les

personnes porteuses d'handicaps, les migrants et les réfugiés - qui sont les plus durement touchés par les effets de la pandémie de la Covid-19.

Les femmes sont également les plus touchées par les effets de la pandémie.

Selon le rapport, on s'attend à une recrudescence de 71 millions de personnes dans l'extrême pauvreté en 2020, la première augmentation de la pauvreté dans le monde depuis 1998.

La perte de revenus, la protection sociale limitée et la hausse des prix signifient que même ceux qui étaient auparavant en sécurité pourraient se retrouver menacés de pauvreté et la faim. "Les principes sur lesquels ont été établis les ODD sont essentiels pour mieux reconstruire durant le rétablissement post-Covid-19", a déclaré Liu Zhenmin, Secrétaire général adjoint des Nations Unies aux affaires économiques et sociales.

AFRIQUE - PAUVRETÉ

50 millions d'Africains pourraient basculer dans l'extrême pauvreté (BAD)

Près de 50 millions d'Africains pourraient basculer dans l'extrême pauvreté en raison des conséquences économiques de l'épidémie de coronavirus, estime la Banque africaine de développement (BAD) dans un rapport publié mardi.

Alors que les prévisions tablaient qu'un tiers des Africains, soit 425 millions de personnes, vivent sous le seuil de pauvreté (avec moins de 1,90 dollar par jour en parité de pouvoir d'achat) en 2020, l'impact de la pandémie sur les devrait largement aggraver la situation, estime la BAD dans ses "Perspectives économiques en Afrique". L'Afrique est - après l'Océanie - le continent le moins touché par la pandémie de Covid-19, avec près de 500.000 cas, dont près de 11.700 morts, selon un décompte au 7 juillet. Néanmoins le continent est touché de plein fouet par la crise économique mondiale entraînée par l'épidémie. "Entre 28,2 et 49,2 millions d'Africains pourraient basculer dans l'extrême pauvreté" cette année et l'année prochaine, selon les scénarios "de base" ou "pessimiste" de la BAD, suivant la durée et l'ampleur de la récession économique.

L'institution africaine de développement, basée à Abidjan, anticipe une importante récession économique pour le continent, avec une contraction du PIB de 1,7% à 3,4% cette année. Soit une perte de 5,6 à 7,3 points par rapport aux prévisions de croissance avant la crise du Covid-19, qui étaient largement positives.

Le Fonds monétaire international (FMI) avait évoqué fin juin une récession de 3,2% cette année pour l'Afrique subsaharienne, et une baisse des revenus des habitants à leurs niveaux de 2010.

Selon la BAD, entre 24,6 et 30 millions d'emplois seront perdus cette année. C'est le Nigeria, pays le plus peuplé d'Afrique avec 200 millions d'habitants, qui devrait voir s'accroître le plus la pauvreté.

Entre 8,5 et 11,5 millions de Nigériens devaient tomber dans l'extrême pauvreté en 2020, dans ce pays très dépendant de son secteur pétrolier durement touché par la crise économique mondiale et la chute des prix de l'or noir. Quatrième pays le plus peuplé d'Afrique avec 90 millions d'habitants, la République démocratique du Congo (RDC) pourrait voir tomber dans l'extrême pauvreté 2,7 à 3,4 millions de personnes, alors que ce pays d'Afrique centrale compte déjà 72% d'habitants vivant sous le seuil de 1,90 dollar par jour.

L'économie de la RDC pâtit de sa dépendance aux exportations de minerais, dont les prix ont chuté sur les marchés mondiaux.

INDE - BM - ENVIRONNEMENT

La Banque mondiale offre 400 millions de dollars pour soutenir le nettoyage du fleuve Gange

La Banque mondiale et le gouvernement indien ont signé un accord de prêt de 400 millions de dollars pour renforcer le soutien à un programme visant à restaurer le fleuve Gange. Cette transaction comprend un prêt de 381 millions de dollars et une proposition de garantie de près de 19 millions de dollars. Le Second projet national du bassin du fleuve Gange a pour but d'aider à éliminer la pollution de ce fleuve emblématique et de renforcer la gestion de son bassin, peuplé de plus de 500 millions d'habitants. "L'accord concernant ce prêt de 381 millions de dollars a été signé aujourd'hui par Sameer Kumar Khare, secrétaire adjoint du Département des affaires économiques du ministère des Finances, pour le compte du gouvernement indien et de Qaiser Khan, le directeur national en exercice pour l'Inde au sein de la Banque mondiale", indique un communiqué publié par le ministère fédéral des Finances, ajoutant que le mécanisme de garantie "sera traité séparément".

Le Gange est la plus importante des ressources culturelles, économiques et environnementales de l'Inde, et le programme gouvernemental Namami Gange vise à permettre de ramener le fleuve à un état écologiquement sain et débarrassé de la pollution, selon M. Khare. Ce nouveau projet renforcera l'implication du gouvernement indien et de la Banque mondiale dans ce programme national d'importance critique visant à faire du Gange un fleuve propre et sain, a déclaré ce responsable.

La Banque mondiale soutient les efforts du gouvernement depuis 2011 par le biais du Projet national du bassin du fleuve Gange, actuellement déployé, et qui a contribué à la mise en place de la Mission nationale pour un Gange propre (NMCG), agence centrale pour la gestion du fleuve, ainsi qu'à financer des infrastructures de traitement des eaux usées dans plusieurs villes et villages riverains.

USA - EXÉCUTIONS - RELIGION

Des responsables religieux appellent Trump à renoncer aux exécutions fédérales

Plus d'un millier de responsables religieux américains ont appelé mardi le président Donald Trump à renoncer à la reprise des exécutions fédérales, prévue la semaine prochaine après 17 ans d'interruption.

"Alors que notre pays se débat avec la pandémie de Covid-19, une crise économique et du racisme systématique dans le système pénal, nous devons nous concentrer sur la protection de la vie et non sur les exécutions", ont écrit dans un communiqué ces chrétiens de différentes obédiences. Parmi eux figurent des évêques catholiques, conformément au refus de la peine capitale par l'Eglise catholique, mais aussi des évangéliques, plus divisés sur la question.

"En tant qu'évangélique, j'ai le cœur brisé de voir mon pays vouloir tuer à nouveau ses citoyens, nous avons déjà eu tellement de morts dans les derniers mois", a ainsi souligné Carlos Malavé, directeur exé-

cutif de l'organisation Christian Churches Together.

Le gouvernement de Donald Trump a décidé il y a près d'un an de renouer avec la pratique des exécutions fédérales, dont la dernière remonte à 2003. Après différents rebondissements, la justice a validé en juin l'usage de pentobarbital, la substance retenue par les autorités pour les injections, et le gouvernement a fixé l'exécution de quatre condamnés aux 13, 15 et 17 juillet, ainsi qu'au 28 août.

La première exécution programmée concerne Daniel Lewis Lee, un partisan du suprémacisme blanc condamné en 1999 à la peine capitale pour le meurtre d'un couple et d'une fillette de huit ans.

La mère d'une des victimes, Earlene Peterson, opposée à la peine capitale par conviction religieuse, a imploré Donald Trump de lui accorder sa clémence. Mais le président, qui réclame régulière-

ment un usage renforcé de la peine de mort, n'a pour l'instant pas donné suite à cet appel. Mardi, avec d'autres proches des victimes, elle a saisi un tribunal fédéral pour faire reporter l'exécution. Invoquant leur vulnérabilité au nouveau coronavirus, ils ont plaidé qu'ils se trouvaient dans un choix impossible entre leur droit d'assister aux derniers moments du condamné et le respect de leur santé.

Aux Etats-Unis, la plupart des crimes sont jugés au niveau des Etats, mais les tribunaux fédéraux peuvent être saisis des actes les plus graves (attentats, crimes racistes...) ou de ceux commis sur des bases militaires, entre plusieurs Etats ou dans des réserves amérindiennes.

Au cours des 45 dernières années, seules trois personnes ont été exécutées au niveau fédéral, dont Timothy McVeigh, responsable de l'attentat d'Oklahoma City (168 morts en 1995) en 2001.

ITALIE

2 jumelles siamoises reliées par le crâne opérées avec succès

Deux jumelles siamoises reliées par le crâne et des vaisseaux sanguins ont été opérées à plusieurs reprises et séparées avec succès, a indiqué mardi l'hôpital pédiatrique romain Bambino Gesù qui a réalisé les interventions.

"C'est le premier cas en Italie, et probablement l'unique au monde, d'intervention réussie sur un couple de «craniopagie totale postérieure», une des formes les plus rares et les plus complexes de fusion crânienne et cérébrale", indique l'hôpital dans un communiqué. Les préparatifs pour

séparer les deux sœurs, Ervina et Prefina, originaires de Bangui, en Centrafrique, ont duré "plus d'un an (...) et ont culminé avec trois interventions très délicates", selon la même source.

"La dernière, la séparation définitive, a eu lieu le 5 juin et a duré 18 heures avec la participation de plus de 30 personnes entre les médecins et les infirmiers", précise le communiqué.

Les deux sœurs avaient en commun les os du crâne, la peau et une grande partie du système sanguin, "ce qui a repré-

senté le défi le plus difficile pour l'équipe de neurochirurgie", assure l'hôpital.

Les deux sœurs ont des personnalités différentes, Prefina plus enjouée et vive, Erfina plus sérieuse et observatrice, et les médecins ont utilisé un système de miroirs pour que les deux petites filles puissent se voir et se reconnaître avant la séparation.

Les deux jumelles ont fêté il y a une dizaine de jours leur deuxième anniversaire en présence de leur maman qui est restée avec les filles depuis leur arrivée en Italie, en septembre 2018, dans le cadre

des activités humanitaires internationales de l'hôpital.

Ce couples de siamoises est le quatrième à être séparé avec succès dans cet hôpital. Selon Bambino Gesù, les siamoises unis par la tête sont les cas les plus rares: 1 sur 2,5 millions de naissances en vie.

Ces 20 dernières années, seulement deux cas de siamoises reliés par le crâne et séparés avec succès ont été enregistrés en Europe, les deux à Londres, mais avec des caractéristiques différentes de celles des sœurs centrafricaines.

S A N T É - A L G É R I E

ANNABA Mise en service d'un 2^{ème} laboratoire de dépistage du coronavirus

Un second laboratoire de dépistage de la Covid-19 dans la wilaya d'Annaba a été mis en service mardi à l'Université Badji Mokhtar après avoir reçu l'approbation officielle de l'Institut Pasteur d'Alger (IPA).

La cérémonie d'inauguration du laboratoire, qui reflète l'aptitude du secteur de l'enseignement supérieur à Annaba à contribuer à l'effort national de lutte contre l'épidémie du nouveau coronavirus, s'est tenue en présence du wali, Djameleddine Berimi, des cadres de l'université et du secteur de la santé de la wilaya.

La Faculté de médecine du pôle universitaire d'El Bouni a été choisie pour abriter le laboratoire, pouvant effectuer jusqu'à 30 tests PCR par jour pour porter ainsi la capacité de dépistage dans la wilaya d'Annaba à plus de 80 tests/jour.

Le second laboratoire ayant vu le jour dans la wilaya après celui créé au centre hospitalier universitaire d'Annaba va permettre de répondre dans "un délai raisonnable" aux besoins des wilayas voisines (Guelma, Souk Ahras, El Tarf) en matière de dépistage du nouveau coronavirus, a-t-on signalé.

En plus d'une équipe de médecins spécialistes en microbiologie, 5 doctorants et des techniciens ayant reçu une formation préalable par l'Institut Pasteur d'Alger, travailleront au sein de ce laboratoire.

Le laboratoire devra analyser les échantillons qui lui sont adressés par les instances sanitaires habilitées à faire des prélèvements sur les patients et ce en coordination entre le laboratoire de dépistage rattaché à l'université et les établissements hospitaliers des wilayas voisines, a-t-on indiqué.

ORAN - CORONAVIRUS 90 personnes guéries quittent le CHU

Quatre-vingt-dix (90) patients guéris du Covid-19 ont quitté le centre hospitalo-universitaire (CHU) d'Oran en début de semaine en cours portant ainsi le nombre total de guérison à 565 depuis la déclaration de la pandémie, a-t-on appris mardi auprès de cet établissement de santé publique.

Quatre-vingt-trois (83) patients ont quitté le service des maladies infectieuses de l'établissement et sept autres admis au service de médecine physique et rééducation fonctionnelle, dont le rez-de-chaussée est réservé à la prise en charge du covid-19, ont été également autorisés à rentrer chez eux, a-t-on fait savoir.

Les patients ont été autorisés à rentrer chez eux par l'équipe du service des maladies infectieuses de CHUO après confirmation de leur guérison sur la base d'analyses, a-t-on indiqué.

Les patients ont été traités suivant le protocole à base de chloroquine approuvé par le ministère de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière.

469 nouveaux cas, 235 guérisons et 10 décès durant les dernières 24h

Quatre-cent soixante-neuf (469) nouveaux cas confirmés de Coronavirus (Covid-19), 235 guérisons et 10 décès ont été enregistrés les dernières 24 heures en Algérie, a indiqué mercredi à Alger le porte-parole du Comité scientifique de suivi de l'évolution de la pandémie du Coronavirus, Dr Djamel Fourar.

Le total des cas confirmés s'élève ainsi à 17348, soit 39 cas pour 100.000 habitants, celui des décès à 978, alors que le nombre des patients guéris est passé à 12329, a précisé Dr Fourar, lors du point de presse quotidien consacré à l'évolution de la pandémie de la Covid-19.

Il a, à ce propos, fait remarquer que les personnes âgées de 60 ans et plus représentent 75 % du total des décès. En outre, 35 wilayas ont enregistré des taux inférieurs au taux national, alors que 9 autres n'ont recensé aucun nouveau cas positif au coronavirus durant les dernières 24 heures. Selon la même source, 16 wilayas ont enregistré entre 1 et 5 cas, tandis que 23 autres ont notifié plus de 6 cas chacune. Par ailleurs,



52 patients sont actuellement en soins intensifs, a également fait savoir Dr Fourar. Enfin, le même responsable a souligné que "la situation épidémiologique

actuelle exige de tout citoyen vigilance et observation des règles d'hygiène et de distanciation physique", rappelant "l'obligation du respect du

confinement et du port des masques". Il a aussi appelé à veiller à la santé des personnes âgées, notamment celles souffrant de maladies chroniques.

CARDIOLOGIE - LAGHOUAT Le nouveau CHU doté d'une salle de cathétérisme

Le ministre de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière, Abderrahmane Benbouzid a annoncé mardi l'équipement du Centre hospitalo-universitaire (CHU) de Laghouat d'une salle de cathétérisme cardiaque.

"Le nouveau CHU 240 lits est désormais doté d'une salle sophistiquée de cathétérisme cardiaque ce qui permettra d'effectuer des

interventions chirurgicales compliquées", a fait savoir le ministre lors de sa visite dans cette wilaya. M. Benbouzid a inspecté le nouveau CHU dont le laboratoire été mis en service pour le diagnostic du nouveau Coronavirus en attendant l'ouverture de tous les services de cette structure sanitaire. Par ailleurs, le premier responsable du secteur de la Santé a inspecté le projet de réalisation

d'un centre anti cancer (140 lits) au chef-lieu de wilaya dont les travaux ont atteint 97%.

La mise en service de ce CAC auquel une enveloppe financière de six milliards de DA a été allouée est prévue le mois de septembre prochain, selon les précisions présentées à la délégation ministérielle. Le ministre a achevé sa visite par une réunion avec les cadres de son secteur dans la wilaya de Laghouat.

BECHAR Renforcer les structures hospitalières en encadrement et en équipements médicaux

La nécessité de renforcer les structures hospitalières de la wilaya de Bechar en encadrement médical, paramédical et en équipements médicaux, a été soulignée mardi par les membres de l'Assemblée populaire de wilaya (APW), à l'occasion de la première session ordinaire chahid "Bouregraa Tayeb" pour l'année 2020.

"En matière de renforcement de l'encadrement médical spécialisé, nous avons pris acte de l'ouverture de 118 postes budgétaires par la wilaya et ce dans les différentes spécialités médicales dont 37 spécialités ont été pourvues à ce jour", a précisé à l'APS le président de la commission santé, hygiène et protection de l'environnement, Miloud Bendjima. "Les besoins urgents de la wilaya en spécialistes médicaux, nécessaires à une prise en charge de qualité des malades et les différentes pathologies dans la région, concernent la chirurgie-générale, (6) spécialistes en orthopédie, huit (8) en gynécologie obstétricienne, dix huit (18) en pédiatrie, huit (8) en radiologie-cancéreuse, huit (8) également en chimiothérapie et dix (10), réanimateurs", a-t-il expliqué lors de son intervention durant les travaux de cette session.

"S'agissant des équipements médicaux, nous suggérons la dotation de l'ensemble des grandes structures hospitalières de la wilaya en scanners et de personnels spécialisés dans l'entretien et la maintenance de ces

équipements dont les fréquentes pannes causent de nombreux aléas tant aux malades qu'aux praticiens de la santé publique, de même qu'elles enfreignent toute qualité de soins dans ces mêmes structures hospitalières", a-t-il affirmé.

"Dans le domaine des infrastructures hospitalières, l'APW, souhaite la mise en service à court terme des hôpitaux de 60 lits dans chacun des chefs-lieux de daïras de Béni-Ounif (100 km au nord de Bechar) et de celui de Kerzaz (350 km au sud de Bechar), la création d'un véritable Service d'aide médicale d'urgence (SAMU), au lieu du Service des urgences médicales et chirurgicales (UMC), de l'hôpital "Tourabi Boudjema", d'une capacité de 240 lits, et qui n'arrive plus à faire face à la demande, comme on constate actuellement avec la pandémie du coronavirus (Covid-19)", a indiqué pour sa part le président de l'APW, Lahcen Lakehal.

"Nous avons recommandé aussi l'extension et le renforcement des UMC, de l'hôpital "mère - enfant" (Mohamed Boudiaf), du quartier Debdeba également à Bechar, l'extension de la salle de soins de la localité de Ouakda (5 km au nord de Bechar), en une polyclinique pour faire face aux préoccupations de la population de cette localité en matière de santé, l'inscription et la réalisation d'une nouvelle polyclinique au quartier de Bechar-Djedid au lieu de l'actuelle polyclinique qui n'arrive

plus à répondre aux exigences de soins des habitants de ce quartier dont le nombre dépasse les 60.000 âmes", selon le président de la commission santé, hygiène et protection de l'environnement de l'APW. "Il faut reconnaître que la crise sanitaire du Covid-19, a permis de mettre la lumière sur les insuffisances dans la prise en charge des malades, notamment ceux des régions éloignées de la wilaya. A ce titre nous avons recommandé l'inscription et la réalisation d'un hôpital de 60 lits à Tabelbella, chef-lieu de daïra située à 383 km à l'extrême sud du chef lieu de wilaya", selon M. Bendjima. La crise sanitaire que traverse actuellement la wilaya qui "a enregistré en une semaine une trentaine de décès pour cause de différentes pathologies, exige l'intensification des efforts de chacun, dans l'unique but du développement et de la modernisation du secteur de la santé à travers la wilaya, qui fait l'objet de critiques tant de la part des professionnels de la santé, que des citoyens", ont souligné les membres de l'APW.

Le renforcement du dispositif actuel de prévention et de lutte contre la pandémie de coronavirus (Covid-19), doit être, selon ces élus, une priorité pour que "nous puissions faire face à la propagation de cette pandémie, et ce à travers la révision de ce dispositif, par la création d'un véritable hôpital dédié aux maladies infectieuses, immunitaires et tropicales de par la proximité de la wilaya de plusieurs frontières

africaines et maghrébines". Pour les membres de l'APW, l'établissement public hospitalier (EPH), plus connu localement sous la dénomination de l'ancien hôpital, d'une capacité de 200 lits, est tout indiqué pour la création de cette structure, en raison de sa situation géographique et de ses structures adaptées à ce genre d'activités médicales.

"Des crédits financiers supplémentaires doivent être consacrés à la création des services spécialisés au sein de cet hôpital, notamment la création de service de tri des personnes suspectées d'être atteintes du coronavirus et ceux d'hospitalisation, pour mettre un terme aux insuffisances enregistrées au niveau du centre de prise en charge des toxicomanes, qui ne dispose que d'une capacité de 30 lits, et qui est affecté pour la prise en charge des personnes atteintes du covid-19", recommandent les mêmes élus.

"Le renforcement en moyens (Respirateurs artificiels) des hôpitaux de la région notamment celui de "Tourabi Boudjema", où sont actuellement hospitalisés les malades du coronavirus, l'allocation de nouveaux crédits financiers pour faire face à cette pandémie, le renforcement du dispositif sécuritaire dans les hôpitaux pour faire face aux actes de vandalisme et la modernisation du segment restauration des hôpitaux", ont été d'autres propositions des élus de l'APW de Béchar.

P A N D E M I E D E C O R O N A V I R U S

BILAN DANS LE MONDE
Au moins 544.311 décès

Au moins 544.311 personnes sont décédées des suites du nouveau coronavirus dans le monde depuis que le bureau de l'OMS en Chine a fait état de l'apparition de la maladie fin décembre, selon un nouveau bilan établi par des médias, à partir de sources officielles mercredi.

Plus de 11.853.530 cas d'infection ont été officiellement diagnostiqués dans 196 pays et territoires depuis le début de l'épidémie, dont au moins 6.266.100 sont aujourd'hui considérés comme guéris.

Les Etats-Unis, qui ont recensé leur premier décès lié au virus début février, sont le pays le plus touché tant en nombre de morts que de cas, avec 131.480 décès pour 2.996.098 cas.

Au moins 936.476 personnes ont été déclarées guéries.

Après les Etats-Unis, les pays les plus touchés sont le Brésil avec 66.741 morts pour 1.668.589 cas, le Royaume-Uni avec 44.391



morts (286.349 cas), l'Italie avec 34.899 morts (241.956 cas), et le Mexique avec 32.014 morts (268.008 cas). La Chine (sans les terri-

toires de Hong Kong et Macao) a officiellement dénombré un total de 83.572 cas (7 nouveaux entre mardi et mercredi),

dont 4.634 décès (0 nouveaux), et 78.548 guéris.

L'Europe totalisait mercredi 200.524 décès pour 2.764.140 cas, les Etats-Unis et le Canada 140.231 décès (3.102.205 cas), l'Amérique latine et les Caraïbes 132.750 décès (3.036.382 cas), l'Asie 39.959 décès (1.573.249 cas), le Moyen-Orient 18.716 décès (856.790 cas), l'Afrique 11.996 décès (510.323 cas), et l'Océanie 135 décès (10.443 cas).

Ce bilan a été réalisé à partir de données collectées par les médias auprès des autorités nationales compétentes et des informations de l'Organisation mondiale de la santé (OMS).

CHINE
"Les mesures ciblées de Pékin peuvent inspirer d'autres pays"

Les "mesures plus ciblées" déployées par Pékin pour endiguer un regain du Covid-19 en moins de quatre semaines "pourraient être riches d'enseignements pour d'autres pays" se trouvant confrontés à une résurgence potentielle du virus, ont rapporté mercredi des médias. "Au lieu de recourir à un confinement général brutal qui risquerait d'hypothéquer les gains réalisés depuis la réouverture de la Chine, Pékin a déployé des mesures plus ciblées", notamment des tests et des confinements ciblés, selon le média américain Bloomberg News. Hésitant à se confiner complètement, Pékin s'est appuyé sur "des tests ciblés effectués à une vitesse sans précédent".

Plutôt que de confiner tous les habitants chez eux, les autorités "ont simplement confiné les immeubles localisés et les complexes résidentiels situés à proximité du foyer épidémique". "Des sites de test improvisés ont été installés dans des quartiers où des cas ont été signalés afin d'aider les personnes présentant des symptômes", a ajouté Bloomberg News. Au lieu de fermer les frontières comme à Wuhan, Pékin a préféré imposer des exigences de quarantaine "à destination". "La stratégie de la Chine est de rester circonspecte", a indiqué le média américain. "Même alors que le nombre d'infections diminue, les responsables chinois affirment qu'ils n'assoupliront pas les restrictions tant que Pékin n'aura pas connu deux semaines sans nouveaux cas".

La capitale chinoise n'a signalé lundi aucun nouveau cas local confirmé de Covid-19, mais a tout de même recensé un cas asymptomatique, a annoncé mardi la commission municipale de la santé de la capitale chinoise. Du 11 juin au 6 juillet, Pékin a enregistré 335 cas confirmés de Covid-19 transmis localement, dont 320 étaient toujours hospitalisés et 15 ont quitté l'hôpital après leur rétablissement.

La ville comptait encore 31 cas asymptomatiques sous observation médicale, selon la commission.

ONU - TRAITEMENT
L'ONU alerte sur le trafic de produits et équipements médicaux

La pandémie de coronavirus (Covid-19) a donné lieu à une hausse du trafic de masques, de désinfectants et d'autres produits médicaux de mauvaise qualité ou contrefaits, susceptibles de mettre en danger leurs utilisateurs, averti l'ONU mercredi, appelant une coopération internationale accrue dans ce sens. Des groupes criminels organisés, exploitant les peurs et les incertitudes entourant le virus, se sont spécialisés dans le trafic de ces équipements en profitant de la hausse de la demande et de la pénurie d'approvisionnement, met en garde l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (ONUDC) dans un rapport. L'ONUDC précise s'attendre à ce que les criminels se concentrent sur le trafic de vaccins contre le Covid-19, lorsque celui-ci sera mis au point. "La santé et la vie sont menacées par des criminels exploitant la crise du Covid-19 pour profiter de l'anxiété du public et de la demande accrue d'équipements de protection individuelle et de médicaments", a déclaré la directrice générale de l'ONUDC, Ghada Waly, dans un communiqué.

"Les groupes transnationaux de criminalité organisée profitent des lacunes des réglementations nationales et de la surveillance pour diffuser des produits médicaux de qualité inférieure et contrefaits", ajoute-t-elle. Une opération internationale coordonnée par Interpol entre 90 pays et ciblant les ventes illégales de médicaments et de produits médicaux en ligne a conduit en mars à 121 arrestations dans le monde et à la saisie de masques faciaux défectueux et de plus de 14 millions de dollars (12 millions d'euros).

Par rapport à une opération similaire menée en 2018, Interpol a relevé une augmentation d'environ 18% des saisies de médicaments antiviraux non autorisés et une augmentation de plus de 100% des saisies de chloroquine non autorisée, un traitement antipaludéen utilisé dans certains pays pour soigner les patients atteints de coronavirus. L'ONUDC a appelé à une coopération internationale accrue, à un renforcement des cadres juridiques et des sanctions et à une formation plus pointue pour ceux qui travaillent dans le secteur des produits médicaux. Le rapport de l'ONUDC, qui est une "évaluation préliminaire", s'appuie sur les informations que l'organisme a recueillies à partir des réponses soumises par les Etats membres, de ses propres antennes et de l'analyse de sources ouvertes, de médias et de rapports institutionnels.

APS

ETATS-UNIS
Nouveau record de plus de 60.000 cas de coronavirus en 24h

La barre des 60.000 nouvelles infections au coronavirus recensées aux Etats-Unis en 24 heures a été franchie mardi, selon le comptage à 20H30 locales de l'université Johns Hopkins, un niveau record depuis le début de la pandémie.

Cela porte à près de 3 millions le nombre total de cas détectés dans le pays.

Après une stabilisation de l'épidémie sur la côte Est des Etats-Unis, notamment à New York un temps

durement touchée, le pays connaît depuis quelques semaines une flambée des infections dans le Sud et l'Ouest. Plus de 1.100 personnes sont décédées du Covid-19 sur le sol américain lors des dernières 24 heures, 131.362 depuis le début de la crise sanitaire mondiale. Donald Trump minimise ces records quotidiens qui ne cessent d'être battus en les attribuant à un excès de tests, mais de multiples responsables de santé, aux niveaux fédéral et surtout local,

jugent la situation grave. Accusant l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) d'avoir tardé à réagir face à la pandémie de coronavirus, le président républicain a officiellement lancé mardi la procédure de retrait des Etats-Unis de l'agence onusienne dont il s'est le principal contributeur.

La première puissance économique mondiale est de loin la plus touchée par le Covid-19, autant en nombre de cas que de morts.

USA - SANTÉ
Trump "pas d'accord" avec l'analyse du directeur de l'Institut américain des maladies infectieuses

Le président américain Donald Trump a affirmé mardi qu'il n'était "pas d'accord" avec l'analyse de l'immunologiste Anthony Fauci sur la situation des Etats-Unis face à la pandémie de Covid-19.

"La situation actuelle n'est vraiment pas bonne (...) Nous sommes encore en plein dans la première vague", a affirmé lundi le directeur de l'Institut américain des maladies infectieuses, insistant sur le fait

que l'Europe était dans une position nettement plus enviable. Interrogé sur ces propos par l'animatrice Greta Van Susteren dans son show Full Court Press, le locataire de la Maison Blanche a vivement réagi. "Je pense que nous sommes en bonne position. Je ne suis pas d'accord avec lui", a-t-il répondu, évoquant ce scientifique très respecté qui faisait partie de la cellule de crise de la Maison Blanche sur le coronavirus. "Le Dr

Fauci avait dit de ne pas porter de masques et maintenant il dit qu'il faut en porter. Il a dit plein de choses", a-t-il ironisé. "Nous avons fait du bon travail. Je pense que d'ici deux, trois, quatre semaines, nous serons dans une excellente position", a-t-il ajouté. Les Etats-Unis, qui ont franchi la barre des 130.000 morts du Covid-19, connaissent depuis quelques semaines une flambée des infections dans le Sud et l'Ouest. Donald Trump

minimise les records qui ne cessent d'être battus sur le nombre de nouveaux cas par jour, les attribuant à un excès de tests, mais de multiples responsables de santé, aux niveaux fédéral et surtout local, jugent la situation grave.

Le gouvernement fédéral a annoncé mardi la mise en place de quelques sites de dépistages gratuits dans des foyers où les hospitalisations liées au coronavirus sont en hausse.

Washington se retire officiellement de l'Organisation mondiale de la santé

Le président Donald Trump a officiellement lancé la procédure de retrait des Etats-Unis de l'Organisation mondiale de la Santé (OMS), qu'il accuse d'avoir tardé à réagir face à la pandémie de coronavirus, ont indiqué mardi des responsables américains. "Le Congrès a reçu la notification que le président a officiellement retiré les Etats-Unis de l'OMS au beau milieu d'une pandémie", a écrit sur Twitter Robert Menendez, membre démocrate de la Commission sénatoriale des Affaires étrangères. La notification sera effective au terme d'un délai d'un an, soit le 6 juillet 2021, ont précisé plusieurs responsables du gouvernement américain, plus gros contributeur de l'Organisation onusienne. Elle a été envoyée au secrétaire général de

l'ONU, Antonio Guterres, "qui est le dépositaire pour l'OMS", ont-ils dit. Les Nations unies ont également confirmé avoir reçu lundi la lettre de retrait américain. Le porte-parole de M. Guterres a précisé que les Etats-Unis, membres fondateurs de l'OMS en 1948, devaient remplir deux conditions pour se retirer de l'organisation: respecter un délai d'un an et être à jour dans leurs contributions. L'annonce a été fustigée par la Fédération des scientifiques américains. Elle intervient "au moment où on a le plus besoin de coopération internationale" et ce retrait "ne fera que nuire à la lutte mondiale contre le Covid-19", a-t-elle réagi. Le président américain avait annoncé fin mai "mettre fin à la relation" entre son pays et l'OMS, qu'il accuse

depuis le début de la pandémie de se montrer trop indulgente avec la Chine, où le coronavirus est apparu en décembre avant de se répandre sur la planète.

Les Etats-Unis, qui apportent 15% du budget de l'agence onusienne et en sont de loin le premier bailleur de fonds, vont "rediriger ces fonds vers d'autres besoins de santé publique urgents et mondiaux qui le méritent", avait-il déclaré à la presse. La semaine dernière, un haut responsable américain de la santé avait toutefois assuré que les Etats-Unis continuaient de travailler au jour le jour avec l'OMS. "Je n'ai pas été rappelé, je n'ai reçu aucune instruction pour que je me retire", avait déclaré Brett Giroir, secrétaire adjoint à la Santé, et membre du conseil exécutif de l'OMS.

HÉMATOMES POURQUOI J'AI TOUJOURS DES BLEUS

"Encore un bleu" ! Une réflexion que partagent beaucoup de femmes qui "marquent facilement". Voici 5 raisons pour lesquelles les hématomes peuvent apparaître sans que vous vous soyez forcément cognée violemment.

On les appelle ecchymoses, hématomes ou plus communément "bleus". Ces épanchements de sang au niveau de la peau sont le résultat d'une petite hémorragie sous-cutanée. Le bleu se forme en effet lorsqu'un peu de sang s'échappe des vaisseaux sanguins alors que la surface de la peau est intacte. Les bleus apparaissent le plus souvent après un traumatisme. Mais si vous "marquez facilement", d'autres causes sont possibles.

Vous prenez de l'âge

Lorsqu'on vieillit, deux choses arrivent à votre peau, elle perd une partie de ses couches protectrices de graisse et la production de collagène diminue. Cela signifie que votre peau, plus fine, est aussi plus sensible aux meurtrissures, même les plus légères. "Après 60 ans, il suffit d'un coup qui peut apparaître bénin pour avoir immédiatement une ecchymose" explique le Pr Gary Goldenberg, du service de dermatologie de l'Hôpital Mount Sinai.

Vous vous exposez souvent au soleil

Votre longue histoire d'amour avec le soleil vous a peut-être parfois provoqué quelques brûlures superficielles. Mais les dommages provoqués par de fréquentes expositions aux UV sont plus profonds : comme les rayons pénètrent dans les couches profondes de la peau, ils agissent sur les petits vaisseaux

sanguins, les rendant plus fragiles. Ils laissent donc échapper du sang plus facilement, même suite à de légères contusions.

Vous prenez de l'aspirine tous les jours

De nombreuses personnes prennent une faible dose d'aspirine tous les jours pour prévenir les risques cardiovasculaires. Mais il ne faut pas oublier que l'aspirine, comme les anticoagulants, rend le sang plus fluide et empêche les plaquettes de se coaguler. C'est pour cela que la prise quotidienne d'aspirine augmente le risque de saignements intestinaux chez les seniors. Mais aussi la raison pour laquelle, même un traumatisme mineur laissera une marque sur la peau.

Vous souffrez de vascularite

Sous ce terme médical, on regroupe toutes les maladies impliquant l'inflammation des parois des vaisseaux sanguins. A cause de cette inflammation, les vaisseaux sanguins éclatent et provoquent des hématomes un peu particuliers, appelés purpura. La plupart des vascularites sont provoquées par des maladies auto-immunes mais elles peuvent aussi être dues à une maladie chronique comme l'hépatite, une inflammation du foie. C'est pourquoi il est important de consulter le médecin si vous voyez apparaître une (ou plusieurs) taches rouges violacées



sur votre peau, qui ne blanchissent pas lorsqu'on appuie dessus.

Vous avez une carence en vitamine C

Les réelles carences en vitamines sont assez rares dans les pays occidentaux, mais elles deviennent

plus fréquentes à mesure que l'on vieillit et que l'on perd le goût ou l'envie de se nourrir de façon équilibrée. La carence en vitamine C peut donc arriver chez les personnes âgées mais aussi chez les alcooliques.

Or, cette vitamine est nécessaire à

la production de collagène, un composant structural de la peau. Sans vitamine C, les vaisseaux sanguins ne sont plus protégés et sont plus susceptibles de se rompre au moindre petit bobo. Découvrez donc les aliments les plus riches en vitamine C.

DES SOLUTIONS NATURELLES POUR SOIGNER UN HÉMATOME

Suite à un coup, les bosses résultent d'une stagnation du sang dans les tissus et d'une réaction inflammatoire. Voici les solutions naturelles pour soigner un hématome.

LE FROID LIMITE LE GONFLEMENT
Pour combattre le gonflement, appliquez le plus tôt possible du froid pendant 15 à 20 minutes : cela limite la réaction inflammatoire.

Utilisez une poche de glace (glacçons dans un sac plastique enveloppé d'un linge pour ne pas brûler la peau). À défaut, un sac de légumes congelés, placé aussi dans un tissu, fait l'affaire.

En balade, pensez à une canette en aluminium fraîche, ou à tout autre objet glacé : ça rend service ! Quand on a des enfants



casse-cou, avoir toujours un pack spécifique de froid prêt à l'emploi dans le congélateur est très pratique.

LA POMMADE DE PERSIL FAIT GONFLER

Vous n'avez pas réagi assez vite avec le froid, et la bosse est bel et bien là. Qu'à cela ne tienne ! Prenez un bouquet de persil, hachez-le, et mélangez à du beurre pour obtenir une sorte de pommade.

Appliquez-la sur la bosse assez longtemps (dans l'idéal, pendant une heure) : l'huile essentielle de persil entraîne la constriction des vaisseaux, ce qui relance la circulation du sang localement, donc combat sa stagnation au même endroit.

Chocs et coups, entorse légère : comment les traiter ?

Aie, aie, aie... Emportée dans votre foulée, vous avez trébuché. Résultat, un hématome et une entorse légère. Héimé, phyto ou médicaments, les solutions ne manquent pas pour apaiser la douleur.

Chocs et coups : limiter l'hématome
Le conseil du pharmacologue

Les pommades à base d'arnica ou ginseng peuvent atténuer bleus et ecchymoses : 2 à 3 applications par jour.

Le conseil de l'homéopathe

- Arnica 9 CH, 5 granules toutes les 2 heures.
- Ledum palustre 9 CH, en alternance en cas de très gros hématome.

Le conseil du phytothérapeute

Une tisane moitié peruvénche, moitié hysope (3 tasses par jour). Masser localement avec 1 goutte d'HE d'hélichryse et 1 goutte d'huile essentielle (HE) de la vanille diluées dans 15 gouttes d'huile végétale.

Au quotidien Ne pas prendre de l'aspirine ou de l'ibuprofène, qui fluidifient le sang (bleus et hématomes sont dus à la rupture de petits vaisseaux). Consulter un médecin si l'hématome est localisé au niveau de l'œil, sur les testicules ou l'oreille.

Entorse légère : agir sur l'inflammation
Le conseil du pharmacologue

Un anti-inflammatoire en gel (type Advil®) en massage doux et prolongé 3 fois par jour pendant 4 jours apaise la douleur de l'entorse. Bien se laver les mains après !

Le conseil de l'homéopathe
Alterner toutes les 2 heures, 5 granules de ces deux remèdes.

- Arnica 9 CH.
- Rhus Tox 5 CH.

Le conseil du phytothérapeute
2 gouttes d'HE d'hélichryse diluées dans 15 gouttes d'huile d'amande douce en massage doux + 50 gouttes de macérat glycérolé de Ribes nigrum 10H (en pharmacie) dans un verre d'eau à boire trois fois par jour.

Ce qu'il faut éviter Passer une crème anti-inflammatoire sur une plaie. Et ne pas recourir aux anti-inflammatoires (y compris en crème) durant la grossesse ou chez les moins de 15 ans.
Merci au Pr Jean-Paul Giroud, pharmacologue, membre de l'Académie de Médecine, auteur de "Les médicaments sans ordonnance, les bons et les mauvais" (éd. de La Martinière), et Dr Gwenaelle Greppo, médecin généraliste, homéopathe et au Dr Jacques Lathière, phytothérapeute et aromathérapeute.

OEDÈMES ET HÉMATOMES : ON SOULAGE AVEC DU FROID

En cas de traumatismes musculaires (déchirure, élongation, claquage...) ou articulaires (luxation, entorse...), de contusions (choc direct sur le muscle) et d'inflammations (tendinite...), on mise sur le froid. En somme, « toutes les blessures avec un risque d'hématome (amas de sang

QUEST-CE QUI ME SOULAGE DANS LE FROID ?

- Le choc thermique

Pour être efficace, la cryothérapie doit créer à la surface de la peau une baisse de température importante et rapide. En clair, le but consiste à faire chuter, en quinze secondes environ, la température de la peau de 34 °C à un niveau en dessous de 15 °C ! « Grâce à ce choc thermique, le froid ralentit le message douloureux envoyé au cerveau et atténue instantanément la sensation de douleur. Selon les cas, l'effet analgésique peut durer de 30 minutes à 3 heures », souligne notre expert.

- Son action anti-oedème

En cas d'inflammation des muscles ou des articulations, les vaisseaux sanguins ont tendance à se dilater (vasodilatation), ce qui rend leur paroi particulièrement perméable. L'infiltration de liquide (plasma) dans les tissus provoque alors l'apparition d'un oedème. « En plus de diminuer la production de substances algogènes (qui entretiennent la douleur), le froid réduit le diamètre des vaisseaux, ce qui, associé à une légère compression et à une position surélevée du membre, limite la formation de gonflements », ajoute Romuald Abadie.

COMMENT JE CONSULTE ?

J'utilise...

Une poche de froid : elle se place au congélateur, au moins



2 heures. On la maintient sur la zone endolorie pendant 20 minutes, en prenant soin de l'entourer d'un linge humide * pour limiter les risques de gelures et améliorer la conduction du froid à travers la peau ». Autre précaution : ne jamais l'utiliser sur une

lésion cutanée (plaie...). On renouvelle l'application 3 à 5 fois par jour, pendant 3 jours maxi. Au-delà, si la douleur persiste, on consulte. Une bombe aérosol : à base de gaz (diméthylether) et/ou d'alcool (isopropanol) et souvent de menthol, le spray réfrigérant peut couvrir une

grande surface (cuisses, dos...), en effectuant des mouvements de balayage. On vaporise, pendant 5 à 20 secondes, à 15 cm de la peau, pour écarter tout risque de brûlure. Ce produit nomade dépanne, mais le choc thermique ne dure pas longtemps.

ENTORSE : COMMENT FAIRE UN CATAPLASME D'ARGILE ?

Pour soulager une entorse banale et faire dégonfler l'oedème, nos grands-mères avaient recours à une astuce qui a fait ses preuves : un cataplasme à l'argile. On vous donne la recette, à conserver précieusement si vous partez randonner en montagne.

En cas d'entorse, les propriétés anti-inflammatoires et sédatives de l'argile rendent très intéressante contre la douleur provoquée par l'élongation des ligaments. Poser un cataplasme soulage ainsi durablement. Grâce à ses vertus décongestionnantes, l'argile permet également de réduire le gonflement et aide à résorber l'hématome. Cette boue fine est issue de la décomposition de roches sédimentaires, un processus qui a permis, au fil des siècles, de charger la matière en précieux oligoéléments et minéraux. Résultat : elle libère du fer, du magnésium, du calcium, du potassium, du cuivre... et surtout de la silice. Des éléments qui reminéralisent les abords de l'articulation blessée.

L'ARGILE VERTE DE PRÉFÉRENCE

Il existe diverses sortes d'argiles (verte, rouge, blanche, jaune...) mais ce qui les différencie dépend principalement de leur teneur en minéraux. Ainsi, l'argile montmorillonite verte convient particulièrement bien aux cataplasmes, en raison de sa richesse en silice et en



magnésie, éléments qui reminéralisent tendons, ligaments et articulations. Verser dans un récipient trois cuillerées à soupe rases d'argile en poudre. Creuser un puits et ajouter de l'eau faiblement minéralisée (Évian, Volvic, Mont Roucoules...).

Remuer en ajustant les proportions eau/argile : la pâte doit rester épaisse et malléable, sans couler. Laisser reposer 1 heure, le temps que l'argile absorbe bien l'eau. Étaler la pâte en couche assez épaisse sur un

linge en coton ou une bande de gaze puis appliquer le cataplasme sur la zone à traiter, pâte contre la peau. Maintenir avec un bandage sans trop serrer pour ne pas couper la circulation. Retirer le cataplasme dès qu'il devient chaud (1 à 2 heures).

Éliminer le reste d'argile sur la peau avec un gant humide ou sous un jet d'eau claire. Jeter le cataplasme et renouveler l'opération deux ou trois fois par jour, jusqu'à disparition de l'oedème.

ZIMBABWE

Le ministre de la Santé démis de ses fonctions

Le ministre zimbabwéen de la Santé, Obadiah Moyo, a été démis de ses fonctions par le président Emmerson Mnangagwa suite à une affaire de "fraude" liée à l'achat d'équipements médicaux, a indiqué une source officielle.

"Le président de la république a démis M. Obadiah Moyo de ses fonctions avec effet immédiat en raison de sa conduite inappropriée", a indiqué le secrétaire en chef du cabinet présidentiel, Misheck Sibanda, dans un communiqué.

La police zimbabwéenne avait procédé, en juin dernier, à l'arrestation de M. Moyo (66 ans) pour implication présumée dans une affaire de corruption concernant une transaction d'une valeur estimée à 60 millions de dollars.

Le responsable est soupçonné de "malversations pour avoir octroyé illégalement, à une société, un contrat pour la fourniture de tests de dépistage et d'équipements de protection contre le Covid-19".

Il est également mis en cause dans deux autres contrats d'achat d'équipements hospitaliers en 2019. Remis en liberté sous caution, M. Moyo doit comparaître devant un tribunal le 31 juillet courant. Après la révélation par l'opposition des soupçons pesant sur le ministre, le président Mnangagwa, qui a succédé à Robert Mugabe en 2017, a annulé les marchés publics concernés par cette affaire.

OUGANDA - RDCONGO

Plus de 3000 réfugiés de la RDC arrivés en Ouganda en trois jours

Plus de 3000 réfugiés congolais sont arrivés en Ouganda entre mercredi et vendredi de la semaine dernière (du 1er au 3 juillet) suite à l'ouverture temporaire de deux points de passage frontaliers à Golajo et Mount Zeu, dans le nord-ouest de l'Ouganda, a indiqué le porte-parole du Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR) Charlie Yaxley.

Les nouveaux arrivants faisaient préalablement partie, selon les autorités locales congolaises, d'un groupe plus important d'environ 45 000 personnes qui avaient tenté de fuir les violences vers la frontière entre l'Ouganda et la République démocratique du Congo (RDC) les 17 et 18 mai.

Si certains ont pu retourner dans leur région d'origine, d'autres étaient restés près de la frontière, sans pouvoir la franchir pendant plus d'un mois en raison de la fermeture des frontières du côté ougandais destinée à contenir la propagation du Covid-19, selon le HCR.

Le groupe de réfugiés a été emmené à l'Institut agricole de Zeu, un ancien centre de formation pour les agriculteurs du district de Zombo, qui sert maintenant de centre de quarantaine, précise mardi le porte-parole lors d'une conférence de presse à Genève.

Le ministère de la santé ougandais a effectué des tests de dépistage du Covid-19, dont les 570 premiers échantillons se sont révélés négatifs.

Les réfugiés ont reçu de la vitamine A et ont été vaccinés contre le choléra, la rougeole, la rubéole et la polio, affirme le HCR, ajoutant qu'au terme de la période de quarantaine obligatoire de 14 jours, conformément aux directives et protocoles nationaux, ils seront transférés vers les sites de réfugiés existants.

Le HCR se félicite de la décision du gouvernement ougandais d'autoriser le groupe de réfugiés à entrer dans le pays et à recevoir une aide et une protection essentielles.

Cet effort illustre comment, par des mesures de quarantaine, de dépistage sanitaire et autres, il est possible pour les Etats de respecter leurs obligations en vertu du droit international durant la pandémie tout en limitant la propagation potentielle du virus.

APS

SAHARA OCCIDENTAL
L'UE réaffirme sa position de non reconnaissance de la marocanité du Sahara Occidental

Le Haut Représentant de l'Union européenne pour les Affaires étrangères et la Politique de Sécurité, Josep Borrell, a réaffirmé la position de l'UE de non reconnaissance de la marocanité du Sahara Occidental, dans une déclaration publiée mardi.

La nouvelle déclaration du chef de la diplomatie européenne, qui ne laisse aucune marge aux interprétations "sournoises" de la force occupante, est intervenue dans une réponse écrite à une question de l'eurodéputé allemand Guido Reil, sur l'étiquetage des produits provenant du Sahara Occidental.

La position de l'UE de non reconnaissance de la marocanité du Sahara occidental intervient quelques heures seulement après la publication par des médias marocains d'informations fallacieuses sur la position de l'Union européenne quant au conflit du Sahara Occidental, est-il indiqué dans cette déclaration, rapportée par les médias.

C'est ainsi que M. Borrell a affirmé que "la position de l'UE concernant le Sahara occidental est guidée par les résolutions du Conseil de sécurité des Nations Unies (ONU) et demeure que le Sahara occidental est un territoire non autonome, dont le statut final sera déterminé par les résultats du processus en



cours dirigé par l'ONU". "L'UE rappelle son soutien aux efforts du Secrétaire Général des Nations Unies pour parvenir à une solution politique juste, durable et mutuellement acceptable, qui garantira l'autodétermination du peuple du Sahara occidental dans le cadre d'arrangements conformes aux principes et aux objectifs de la Charte des Nations Unies", a-t-il soutenu.

Concernant l'étiquetage des produits importés dans le marché européen, le Haut Représentant a indiqué que les autorités compétentes des Etats membres sont chargées de garantir dans

les cas spécifiques le respect de l'acquis communautaire concernant la mise sur le marché des denrées alimentaires et les informations à fournir aux consommateurs. Régulièrement au sujet de la position de l'UE sur le conflit du Sahara Occidental, le Chef de la diplomatie européenne ne cesse de souligner que la position de l'UE est conforme aux résolutions du Conseil de sécurité de l'ONU en la matière.

Cette position a été récemment exprimée dans une réponse écrite, publiée le 3 juillet courant, à la question de l'eurodéputé espagnol Miguel Urban Crespo

ainsi que dans une lettre adressée aux eurodéputés espagnols M. Manu Pineda et Mme. Sira Rego, fin mai dernier, en réponse à leur lettre sur le conflit au Sahara occidental et la détention des prisonniers politiques sahraouis dans les prisons marocaines.

Enfin, il importe de rappeler que l'arrêt de la Cour de justice de l'Union européenne (CJUE), la plus haute juridiction européenne, du 21 décembre 2016, affirmant l'inapplicabilité des accords agricoles et de pêches entre le Maroc et l'UE sur le Sahara Occidental en raison de son statut "distinct et séparé" du royaume du Maroc.

La 45^{ème} Eucoco se tiendra les 7 et 8 novembre à Las Palmas

La 45^{ème} Conférence internationale de soutien au Sahara occidental (Eucoco) se tiendra les 7 et 8 novembre prochain à Las Palmas (Iles Canaries), a annoncé l'ambassadeur sahraoui Oubbi Bouchraya Bachir, délégué du Front Polisario en Europe et dans l'Union européenne.

"C'est la rencontre annuelle de solidarité européenne et continentale pour la cause sahraoui qui poursuit la lutte pour l'indépendance de la dernière colonie d'Afrique, le Sahara occidental", affirmé Oubbi Bouchraya, dans une déclaration à l'agence presse sahraouie (SPS).

Il a fait savoir que des délégations européennes, africaines et latino-américaines participeront à l'événement annuel.

Au terme de la réunion du Groupe de travail de la coordination européenne, au cours de laquelle le lieu et la date du la conférence ont été déterminés, le diplomate sahraoui a précisé que les travaux de la 45^{ème} Eucoco seront axés sur la situation des prisonniers politiques sahraouis dans les prisons marocaines, "en particulier le groupe Gdeim Izik, les héros de cette épopée historique sur le chemin de notre résistance civile pacifique".

"Le choix de la province de Las Palmas a "plusieurs implications, d'autant plus que cette édition coïncide avec la commémoration du dixième anniversaire du démantèlement militaire du camp d'Adim

Izik", a-t-il ajouté. La 44^{ème} Eucoco, qui s'était tenue en novembre 2019 à Vitoria-Gasteiz (Pays Basque), a été marquée par un programme riche élaboré pour ce rendez-vous important de solidarité avec le peuple sahraoui dans sa lutte pour son indépendance.

Elle a été également l'occasion de lancer un appel à l'Etat espagnole pour assumer ses responsabilités historiques, politiques et morales envers le peuple sahraoui.

La Conférence Eucoco, organisée chaque année dans une ville européenne depuis 1975, est le rendez-vous annuel le plus important du mouvement de solidarité européen avec le peuple sahraoui.

ETHIOPIE

Au moins 239 morts dans les émeutes de la semaine dernière

Au moins 239 personnes ont été tuées dans les manifestations et heurts communautaires qui ont secoué la semaine dernière l'Ethiopie, après le meurtre d'un chanteur appartenant à l'ethnie oromo, selon un décompte basé sur des chiffres fournis par la police.

"En raison des troubles qui ont agité la région, neuf policiers, cinq membres de milices et 215 civils ont perdu la vie", a annoncé mercredi à la télévision

d'Etat le chef adjoint de la police de la région Oromia, Mustafa Kedir.

La police d'Addis Abeba avait auparavant indiqué que 10 personnes, dont deux policiers, avaient trouvé la mort dans la capitale.

Addis Abeba et la région Oromia qui l'enserme ont été la semaine dernière le théâtre de la pire flambée de violences depuis l'arrivée au pouvoir du Premier ministre Abiy Ahmed en 2018, lui-même issu de l'ethnie

oromo. Ces violences ont été déclenchées par le meurtre du chanteur Hachalu Hundessa, de l'ethnie Oromo, tué de plusieurs balles par des inconnus dans la soirée du 29 juin à Addis Abeba.

Parmi les 239 morts, certains ont été tués dans la répression des manifestations par les forces de sécurité et d'autres dans des affrontements entre membres de diverses communautés, selon les autorités.

M. Mustafa a également indiqué que certains biens appartenant au gouvernement et des propriétés privées avaient subi "d'importants dommages et pillages". "Pour contrôler cette agitation, plus de 3.500 suspects ont été arrêtés. Il s'agissait d'éléments opposés à la paix qui ont mené des attaques en utilisant la mort de l'artiste comme prétexte pour démanteler par la force le système constitutionnel", a-t-il déclaré.

PALESTINE 114 violations israéliennes contre les journalistes palestiniennes depuis début 2020

Pas moins de 114 violations ont été commises par les forces d'occupation israéliennes contre des journalistes palestiniens depuis le début de 2020 dont 21 agressions pendant juin dernier, ont rapporté mercredi des médias citant un rapport.

Dans son rapport mensuel sur les violations de l'occupation, l'agence de presse palestinienne (Wafa) a indiqué que "les forces israéliennes poursuivent toujours leurs agressions quotidiennes contre les journalistes palestiniens dans la bande de Gaza et la Cisjordanie, dans le cadre d'une politique systématique visant à limiter leur activité et leur rôle dans la couverture des pratiques et activités menées par les soldats israéliens contre le peuple palestinien".

Selon le rapport, "52 journalistes ont été blessés par des balles recouvertes de caoutchouc, par inhalation de gaz lacrymogènes ou agressés par les soldats israéliens alors qu'ils couvraient des événements dans les territoires palestiniens occupés". Le rapport ajoute que pas moins de 59 cas ont été détenus par les forces d'occupation israéliennes et



4 cas ont été enregistrés comme agressions sur les institutions des journalistes les premiers six mois de 2020. Le rapport souligne en outre que les crimes quotidiens israéliens contre les journalistes "nécessitent une

intervention urgente et immédiate pour faire pression sur le gouvernement israélien afin qu'il cesse son ciblage systématique et délibéré des photographes et des journalistes de terrain". La même source a mis

en lumière aussi dans son rapport que "les crimes quotidiens israéliens contre les journalistes, qui ont été commis dans le but de faire dissimuler la vérité, représentent une violation directe du droit international".

DÉSARMEMENT Pékin "disposé" à rejoindre les discussions si Washington "réduit son arsenal"

La Chine est "disposée" à rejoindre les discussions américano-russes sur la réduction des armes nucléaires, comme le souhaitent les Etats-Unis, mais uniquement s'ils s'engagent à "réduire leur arsenal", a indiqué un responsable chinois. Américains et Russes ont eu fin juin à Vienne des discussions pour tenter de prolonger le Nouveau traité Start.

Cet accord bilatéral limite le nombre très important de leurs têtes nucléaires et expire en février 2021. Les Etats-Unis veulent inclure la Chine dans les négociations, estimant que sa capacité nucléaire est en "rapide expansion".

Pékin refuse, soulignant avoir un arsenal "sans commune mesure avec les deux ex-rivaux de la Guerre froide".

Les Américains disposent en 2020 de quelque 5.800 ogives nucléaires, selon l'Institut international de recherche sur la paix de Stockholm (Sipri).

"Affirmer que le petit nombre de têtes nucléaires possédées par la Chine constitue une menace pour la sécurité américaine, alors que les Etats-Unis en ont quelque 6.000, cela défie toute logique", a déclaré mercredi un haut responsable du ministère chinois des Affaires étrangères, Fu Cong, cité par des médias.

"Je vous assure que si les Etats-Unis se disent prêts à réduire leur arsenal au niveau chinois, la Chine sera disposée à participer aux discussions dès le lendemain", a souligné devant la presse M. Fu, directeur-général du service de contrôle des armements.

Il a plaidé pour la prolongation du Nouveau traité Start et une réduction significative de l'arsenal américain, "seule condition capable d'amener les autres nations dotées de l'arme nucléaire à la table des négociations".

Le Nouveau traité Start est le seul accord russo-américain encore en vigueur sur les armements. Le texte prévoit une limitation à 1.550 du nombre d'ogives nucléaires.

Appeler la Chine à y participer est un "subterfuge" des Etats-Unis afin d'avoir "un prétexte grâce auquel ils pourront se retirer du traité", a estimé Fu Cong.

"Leur véritable objectif est de se débarrasser de toutes les restrictions et d'avoir carte blanche pour obtenir une supériorité militaire sur tous leurs adversaires, réels ou imaginaires", a-t-il dit. Un retrait des Etats-Unis marquerait probablement une reprise de la course aux armements.

Le président américain Donald Trump a déjà retiré son pays de trois accords internationaux en la matière: celui sur le nucléaire iranien, le traité Ciel ouvert ("Open Skies") visant à vérifier les mouvements militaires et les mesures de limitation des armements des pays signataires, et le traité INF sur les missiles terrestres de moyenne portée.

LIBAN

Nasrallah accuse l'ambassadrice américaine d'"ingérence" dans les affaires du Liban

Le chef du mouvement chiite libanais Hezbollah, Hassan Nasrallah, a vivement critiqué mardi l'ambassadrice américaine à Beyrouth l'accusant d'"ingérence" dans tous les domaines de la vie publique au Liban et de se comporter comme son "chef militaire".

"Nous avons vu ces derniers mois, depuis que la nouvelle ambassadrice nous a fait l'honneur de débarquer (...) qu'elle traite avec le Liban comme si elle en était le chef militaire ou son haut commissaire", a dénoncé le chef du Hezbollah.

Il s'agit de la première réaction officielle de M. Nasrallah depuis les propos virulents de Dorothy Shea contre le puissant mouvement chiite.

Elle l'a qualifié d'"organisation terroriste", l'accusant d'avoir "siphonné des milliards de dollars qui auraient dû aller dans les coffres du gouvernement".

Selon M. Nasrallah, la diplomate

"s'ingère dans les nominations (administratives), le gouvernement et la situation économique".

"Le plus dangereux est de lier les Libanais les uns contre les autres", a-t-il averti, accusant Mme Shea de se rendre chez des dirigeants politiques "pour les monter contre le Hezbollah" en vue de provoquer "une guerre civile".

M. Nasrallah a fait savoir que son bloc parlementaire allait demander au ministre libanais des Affaires étrangères de "convoquer" l'ambassadrice afin de la contraindre à "respecter les conventions internationales".

Cette affaire a provoqué une polémique au Liban après qu'un juge a décidé fin juin d'interdire, sous peine de sanctions, aux médias libanais et étrangers travaillant au Liban d'interviewer, durant un an, Mme Shea, ou de publier ses déclarations au sujet du Hezbollah. Mme Shea avait égale-

ment été convoquée par le chef de la diplomatie libanaise, qui avait assuré à l'issue de la réunion: "L'affaire était désormais derrière nous".

Le Liban connaît sa pire crise économique en trente ans, marquée par une chute vertigineuse de la monnaie nationale sur fond de tiraillements politiques et de grogne sociale inédite. Le Hezbollah a accusé les Etats-Unis de chercher à affamer les Syriens et les Libanais et d'interdire l'afflux de dollars, monnaie sur laquelle est indexée la livre libanaise.

Le politique d'étouffement, de blocus et de sanctions (...) n'affaiblira pas le Hezbollah, mais le renforcera et affaiblira vos alliés", a encore lancé Hassan Nasrallah.

Le Hezbollah est inscrit sur la liste noire américaine et est classé "organisation terroriste" par d'autres pays occidentaux et des pays arabes du Golfe.

USA

Trump décrit comme menteur et narcissique dans un livre de sa nièce

Donald Trump a grandi dans une famille dysfonctionnelle dirigée par un père "dominateur", qui a contribué à faire de lui un menteur narcissique, à en croire un livre à paraître de sa nièce Mary Trump, dont des médias américains ont publié des extraits mardi.

"C'est un livre mensonger", a contre-attaqué mardi la porte-parole de la Maison Blanche Kayleigh McEnany.

"Ce sont des allégations ridicules, absurdes, qui n'ont absolument aucun fondement".

Je n'ai pas encore vu le livre, mais c'est un livre mensonger. La sortie de l'ouvrage, intitulé "Too Much and Never Enough: How My Family Created the World's Most Dangerous Man" ("Trop et jamais assez: comment ma famille a créé

l'homme le plus dangereux du monde", en français), a été avancée au 14 juillet.

A moins de quatre mois de la présidentielle américaine, il est déjà numéro 1 des ventes de livres sur Amazon, juste devant le livre de l'ex-conseiller à la sécurité John Bolton, paru en juin, également très critiqué de Donald Trump.

Présenté par l'éditeur Simon & Schuster comme un livre-révélation à environ trois mois de la présidentielle américaine, l'ouvrage a déclenché une bataille juridique: un frère de Donald Trump, Robert, a essayé, en vain, de le bloquer en justice.

Mary Trump, psychologue, est la fille de Fred Trump Jr., frère aîné du président, décédé en 1981 à 42 ans, des suites de son alcoolisme.

Dans son ouvrage de 240 pages, cette

femme de 55 ans, qui a rompu depuis longtemps avec son oncle devenu président, mêle "histoire familiale et analyse psychologique de son oncle", selon le Washington Post.

Elle explique notamment comment son père était méprisé et "moqué" par son grand-père "dominateur", Fred Sr.

Et comment Donald Trump, sept ans plus jeune que Fred Junior, a appris "à mentir pour se mettre en valeur" après avoir été témoin des humiliations subies par son aîné de sept ans.

Selon le New York Times, la nièce du président décrit un climat familial de "convoitise, trahisons et tensions fratricides" pour expliquer comment Donald Trump a acquis des "comportements tor-dus". "Les pathologies de Donald sont si

complexes et ses comportements souvent si inexplicables qu'établir un diagnostic complet demanderait toute une batterie de tests psychologiques et neurophysiques qu'il ne passera jamais", écrit-elle, selon le quotidien new-yorkais.

Elle affirme aussi que l'ex-magnat de l'immobilier new-yorkais a payé quelqu'un pour passer à sa place les tests américains d'admission à l'université SAT, selon le New York Times, qui ne dit pas si elle fournit des preuves.

"Donald, suivant l'exemple de mon grand-père et avec la complicité, le silence et l'inaction de ses frères et soeurs, a détruit mon père. Je ne peux pas le laisser détruire mon pays", écrit encore la nièce, citée par CNN.

RESTITUTION DES RESTES DE RÉSISTANTS AU COLONIALISME Le Conseil de la nation reconnaissant au Président Tebboune

Le bureau du Conseil de la nation a exprimé, mardi, "sa profonde gratitude" et "ses remerciements les plus sincères" au Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, pour le parrainage qu'il a accordé aux démarches ayant abouti à la récupération des restes mortuaires de 24 martyrs parmi les leaders de la résistance populaire contre le colonisateur français, indique un communiqué du Conseil.

"Le bureau du Conseil de la nation tient à exprimer au Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune et à travers sa personne, à l'ensemble de la Nation algérienne tout entière, sa profonde gratitude et lui exprimer ses remerciements les plus sincères pour le noble parrainage qu'il a accordé aux démarches ayant abouti à cette restitution qui demeurera vivace dans les esprits des générations futures", lit-on dans le communiqué.

"A l'occasion du 58ème anniversaire du recouvrement de l'indépendance et de la fête de la jeunesse, le bureau du Conseil de la nation, présidé par M.

Salah Goudjil, président du Conseil par intérim, se recueille à la mémoire des valeureux martyrs de l'Algérie, et adresse à cette occasion, ses vœux les plus chaleureux à l'ensemble des citoyennes et des citoyens", ajoute la même source.

Le bureau du Conseil de la nation félicite également le peuple algérien pour la récupération des restes mortuaires de 24 martyrs parmi les leaders de la résistance populaire contre le colonialisme français, après avoir été détenus arbitrairement pendant plus de 170 ans au Musée de l'homme à Paris (France).

Par ailleurs, la clôture de la session parlementaire ordinaire du Conseil de la nation 2019/2020 est prévue jeudi 9 juillet 2020 à 9h30 au siège du Conseil. Le bureau du

Conseil rappelle que les participants à cette cérémonie de clôture doivent se conformer aux règles de protection contre la COVID-19.

La tribu des Beni Menacer, un long parcours de bravoure et de résistance au colonialisme

La tribu des Beni Menacer a constitué l'un des premiers maillons de la résistance populaire algérienne contre l'occupant français, en sacrifiant sur l'autel de la liberté ses meilleurs fils.

Parmi eux Mohamed Ben L'hadj, l'un des chouchous de la résistance populaire, tombé au champ d'honneur à la fleur d'âge, dont le crane figure parmi les 24 rapatriés par l'Algérie, à partir de la France.

Le fief de la tribu des Beni Menacer s'étendait jadis de l'est de Motaganem, en allant vers Beni Haoua, et Chlef, à l'Ouest, puis Miliana et le nord de Médéa, au Sud, Cherchell au Nord, et l'ouest d'Alger à l'Est.

"La tribu des Beni Menacer faisait figure de locomotive de la résistance populaire, en menant la révolte à la tête des grandes familles de la région, à partir de la Zaouia 'Sidi Mhamed Aberkane', un véritable centre de rayonnement religieux, géré à l'époque par la famille des Brakna (Aberkane)", a indiqué à l'APS, DR Hassane Mekdouri, pro-



fesseur en histoire et chercheur. Avant l'occupation française, le niveau d'organisation de cette tribu était tel qu'elle constituait une sorte de "Fédération" des Beni Menacer, représentée, selon les historiens, par une "force militaire" englobant les tribus de la Dahra, de l'Ouarsenis, de la plaine de Chlef, la Mitidja, et Tissemsilt, en charge de la protection de la partie Est d'Alger, appelée Dar Essoltane, sous la régence Ottomane, a-t-il ajouté.

Mené par M'hamed Ben Aissa El Barkani, la tribu des Beni Menacer a rejoint la résistance populaire, dès les débuts de l'occupation française, soit 1932, en s'alliant à l'Emir Abdelkader, auquel elle prêta allégeance, à la mosquée "100 Arssa" (ou 100 colonnes) de la ville de Cherchell.

Elle constitua de ce fait l'un des plus solides soutiens de l'Emir Abdelkader, en "freinant sérieusement" l'expansionnisme colonial, dans l'ouest du pays, durant les années 30 et 40 du siècle dernier, selon les historiens.

"Cette force de résistance de la tribu et son esprit combatif" s'explique selon le chercheur en histoire Dr Mekdouri, par la "jeunesse et bravoure de ses éléments, à l'image du jeune Chahid Mohamed Ben L'hadj, dont le crane a été rapatrié par l'Algérie".

Après cette allégeance à l'Emir Abdelkader, ce dernier désigna M'hamed Aissa El Barkani "Khalif" de la région du Tell (Titeri) soit Médéa et ses environs, avant d'élargir ses prérogatives jusqu'à la région du Sahel, soit Cherc el. Tandis qu'Allal Ould Mbarek (issu de Koléa) fut désigné "Khalif" de Miliana.

La force de résistance des Beni Menacer était telle que le colonialisme français n'a jamais pu franchir ses frontières géographiques jusqu'à 1934.

Ce qui constitua l'un des facteurs à l'origine de la conclusion du "traité Desmichels", un traité de paix par lequel le général Desmichels, gouverneur d'Oran, reconnaît la souveraineté de l'Emir à Abdelkader sur l'Etat national de l'époque.

Le traité fut, néanmoins, transgressé par la France coloniale, par l'entremise du Duc d'Orléans, qui mena une attaque à l'est d'Alger, à laquelle la tribu des Beni Menacer fit face.

Poursuivant son offensive, la France coloniale réussit à prendre Cherchell en mai 1840, mais la résistance des Beni Menacer n'a pas fléchi pour autant, en menant plusieurs attaques contre l'ennemi, dont la plus importante fut celle du 19 mai.

Une bataille menée à Cherchell, durant six jours contre la France, et dont la férocité a contraint les militaires français à qualifier les Beni Menacer de "véritable épine" qui leur est "restée en travers de la gorge".

La bataille de Zekkar, un autre maillon de l'histoire de la résistance populaire

Selon les historiens, la bataille du Djebel (mont) Zekkar (juillet 1842) à Miliana, restera dans les annales de l'histoire de la résistance populaire parmi les plus cuisantes leçons infligées à la France coloniale par la tribu des Beni Menacer, qui a dressé une embuscade à un régiment de 500 militaires français, menés par l'officier "Besson", gouverneur de Miliana. Malgré la chute de

l'Emir Abdelkader, les Beni Menacer ne sont pas avoués vaincus face aux assauts de la France, en 1943, tant et si bien qu'ils finirent tenir en échec le général Bugeaud, Gouverneur général de l'Algérie, tombé dans une embuscade lors d'une importante campagne, avant de se retirer à Cherchell, selon les historiens.

Après deux mois de siège et de combats acharnés, les militaires français franchirent les monts Menacer le 25 février 1943.

Ils arrêtèrent un nombre de chefs de tribus, mais ils rencontrèrent une forte résistance en arrivant à la Zaouia "El Berkani", dont les vaillants défenseurs ont tué 14 militaires français. Après la prise de ce dernier bastion des Beni Menacer, les autorités coloniales décidèrent la déportation des membres de la famille El Berkani et des éléments de la résistance vers l'île Sainte-Marguerite, du sud de la France.

Malek El Berkani, un second souffle pour la résistance

En dépit de "la politique de pacification" à la française, basée sur l'appauvrissement des populations, le déni de leur identité et la politique d'évangélisation, tout en détruisant les mosquées et les Zaouias, l'esprit de la résistance populaire demeura en veilleuse chez la population durant 40 ans, avant de renaître totalement avec le retour de Malek El Berkani (neveu de M'hamed Ben Aissa El Bekani), de France, en 1871, après 14 ans d'exil.

Précédée de la bonne réputation de sa famille, il n'eut aucun mal à lier contact avec des notables et familles de la région (du centre du Ténés, jusqu'à Dahra), pour tenir une réunion, le 14 juillet 1871 à la place de Souk el Had, du centre ville de Menacer, à l'issue de laquelle fut décidée la prise des armes pour mener la résistance.

C'est ainsi qu'une série d'attaques fut menée contre les intérêts français et des sites militaires à Beni Haoua, Beni Milek, Sidi Amar, Sidi Ghiles, Damous, Cherchell, Hammam Righa, et Ain Beniane (ouest d'Alger). Ces attaques ont fait 120 morts dans les rangs français, jusqu'au 25 juillet de la même année, indiquent les historiens.

Outre ses qualités militaires, Malek El Berkani était, également, un fin diplomate. Il envoya une correspondance à la reine de Grande Bretagne lui demandant une aide, en armes, pour combattre le colonialisme.

Il mena, également, de nombreuses batailles à Sidi Semaine, Sidi Ghiles, et El Anasser, dans la région de Bouharb (Manacer), jusqu'à sa mort au champ d'honneur le 2 août 1971, dans une bataille dans la région de Lakouassa à Sidi Maamar.

Les vaillants hommes de Beni Menacer ont transporté sa dépouille jusqu'à la Zaouia de ses ancêtres, ou il fut enterré avec tous les honneurs dus à son rang, au grand dam des autorités coloniales de l'époque, qui ont tenté (en vain) de récupérer son corps, pour couper sa tête et la transporter, en France pour l'exposer au musée de l'Homme, comme ce fut le cas avec de nombreux héros de la résistance nationale.

Les Beni Menacer ont renoué avec la résistance, vers 1901 en attaquant de nombreux sites militaires à Ain Turki, dans la wilaya d'Ain Defla.

PUBLICITÉ

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

WILAYA : TIPAZA
DAIRA : AHMER EL AIN
COMMUNE : BOURKIKIA

Avis enchère publique

Le président de l'assemblée populaire communale de BOURKIKIA mis en location par enchère publique les biens indiqués dans le tableau suivant :

Désignation de local	Superficie	Mise a prix l'année	Prix de l'enchère	Durée de location
Local : marché de proximité	400 M2	1.500.000,00 da	150.000,00	05 ans fermes
Local : ex arrêt du bus	32 M2	144.000,00 d a	15.000,00	03 ans fermes

Toute personne désirante participé à l'enchère publique doit se rapprocher de la commune de BOURKIKIA service de comptabilité pour retirer le cahier des charges.

- Condition de participation
 - Jouir de ces droits civiques
 - Dégager de toutes les obligations fiscales
 - Etre de nationalité algérienne
 - Etre de bonne conduite morale
- Dossier à fournir :
 - 01- Demande manuscrite signée et légaliser
 - 02- Copie de la carte d'identité nationale
 - 03- Quittance de paiement de droit
 - 04- Certificat de résidence
 - 05- Extrait de naissance
 - 06- Certificat de bonne exécution pour les personnes hors commune
 - 07- Casier judiciaire
 - 08- Extrait de rôles
 - 09- Cahier des charges (lu et accepté)

Les dossiers doivent être déposés au service comptabilité de la commune BOURKIKIA dans délai de 15 jours après la première apparition aux journaux à 12 :00.

L'adjudication aura lieu le même jour à 14 :00 à la salle des fêtes de la commune

N.B : les participants doivent présenter les documents originaux des dossiers le jour de l'enchère.

PUBLICITÉ EN LIGNE

Facebook n'a pris "aucun engagement" selon un organisateur du boycott

Une des quatre organisations de défense des droits civiques à l'origine du vaste boycott publicitaire contre Facebook s'est dite "très déçue" au sortir d'une réunion mardi avec le réseau social, accusé de ne pas lutter suffisamment contre les contenus qui promeuvent le racisme, la discrimination et la haine.

"Je suis très déçue que Facebook continue de refuser de se montrer responsable vis-à-vis de ses utilisateurs, de ses annonceurs et de la société en général", a assené Jessica Gonzalez, co-présidente de l'association Free Press, après l'entretien en visioconférence avec Mark Zuckerberg, le fondateur et PDG, et sa numéro deux Sheryl Sandberg.

Mme Gonzalez a promis que le boycott, déjà suivi par plus de 900 entreprises, allait continuer tant que Facebook ne prendrait "aucun engagement à agir".

Le mouvement a été lancé il y a quelques semaines par la principale organisation de défense des droits civiques des Afro-Américains, la NAACP, ainsi que l'Anti-Defamation League, qui combat l'antisémitisme, Color of Change et Free Press, sur fond de manifestations contre le racisme et les violences policières dans tout le pays.

"J'espérais voir de l'humilité et une réflexion profonde sur l'influence disproportionnée de Facebook sur l'opinion publique, les croyances et les comportements, ainsi que sur les nombreux torts qu'il a causés dans la vraie vie. Au lieu de quoi nous avons eu droit

à plus de dialogue et pas d'action", a continué Mme Gonzalez dans un communiqué.

Avant la rencontre, Mme Sandberg s'était dite consciente de l'importance de ce qui est en train de se jouer. Sur sa page Facebook, elle a noté que la téléconférence tenait "dans le contexte de ce qui est peut-être le plus important mouvement social dans l'histoire des Etats-Unis, et la meilleure --et peut-être la dernière-- chance pour notre nation d'agir contre le racisme qui imprègne notre pays".

Elle a également affirmé que le réseau social s'appretait à annoncer des aménagements dans sa politique de publication suite aux discussions avec des défenseurs des droits civiques mais aussi en s'appuyant sur un audit mené en interne.

"Nous apportons des changements, pas pour des raisons financières ou



sous la pression des entreprises qui font de la publicité, mais parce que c'est la chose à faire", a-t-elle dit, ajoutant que Facebook s'évertuait depuis des années à réduire la présence de publications haineuses sur le réseau, en guise de réponse aux nombreuses voix qui lui reprochent justement de ne pas avoir fait assez d'efforts dans ce sens.

Adidas, Puma, Levis, Coca-Cola, Starbucks, Ford, Unilever (Lipton, Magnum, Dove, etc)... plus de 900 entreprises ont suspendu leurs achats de publicités sur le réseau social au 1,73 milliard d'utilisateurs quotidiens.

RUSSIE

Arrestation d'un conseiller du chef du groupe spatial Roscosmos pour "espionnage"

Un conseiller du directeur général du groupe spatial russe Roscosmos a été arrêté sous l'accusation d'avoir espionné au profit de l'Otan, a annoncé mardi l'entreprise citée par les médias russes. Roscosmos a assuré, dans un communiqué, que l'arrestation du conseiller Ivan Safronov n'était pas liée à ses activités dans le groupe spatial. "Ivan Safronov a été arrêté à Moscou alors qu'il transmettait des secrets d'Etat sur la coopération militaire, la défense et la sécurité de la Russie à l'un des services de renseignement de l'OTAN", a indiqué pour sa part le Service fédéral de sécurité (FSB).

Ancien journaliste pour les quotidiens économiques Kommersant et Vedomosti, où il couvrait les questions militaires et spatiales, il avait été nommé au poste de conseiller voici deux mois.

ENSB DE CONSTANTINE
Des étudiants décrochent "la mention honorable" du programme Developer Student Club

Des étudiants du club scientifique de l'Ecole nationale supérieure de biotechnologie (ENSB) de Constantine ont décroché "la mention honorable" du programme international Developer Student Club de Google, a annoncé mardi le directeur de l'Ecole, Douadi Khelifi.

"Cette mention a été obtenue pour le projet de recherche baptisé Drug OC qui permet, à travers une application, de créer un système de pharmacovigilance pouvant se substituer en partie aux prérogatives des instances compétentes dans la gestion de cette discipline scientifique", a précisé à l'APS M. Khelifi. Relevant que c'est "une prouesse de dimension internationale" qui met en avant des compétences nationales en matière d'intelligence artificielle (IA), le directeur de l'ENSB a précisé que le projet Drug OC du Club scientifique de l'Ecole était parmi les 20 meilleurs projets ayant participé au programme Developer Student Club, lancé chaque année par Google developers pour les outils et plateformes de développement logiciel, les interfaces de programmation d'applications (API) et les ressources techniques. Douadi Khelifi a indiqué qu'un millier de clubs scientifiques de plus de 800 universités à travers le monde ont pris part à ce programme, soulignant que ce projet est parmi "le top 5" des meilleurs projets dans la région du Moyen Orient et de l'Afrique du nord (MENA), région qui prend part pour la première fois à ce programme. L'idée du projet de recherche est celle d'un étudiant du club scientifique de l'ENSB qui avait effectué son stage de 4ème année de la saison universitaire 2018-2019 au Centre national de pharmacovigilance et de matériovigilance d'Alger et s'était familiarisé avec les différents procédés utilisés dans ces deux domaines de la santé, a-t-on noté. L'objectif du programme Developer Student Club de Google est de trouver une solution à un programme local en utilisant des outils technologiques ce qui permettra aux étudiants d'acquérir de nouvelles compétences, de développer les domaines technologiques et de se distinguer dans beaucoup de leurs segments, a-t-on indiqué. Dans le cadre de ce programme international, les étudiants sont appelés à utiliser les ressources (données) de Google pour apprendre de nouvelles technologies telle que l'intelligence artificielle, la computation haute performance et le développement d'application Android entre autres, a-t-on indiqué.

Selon M. Khelifi, ce type de programme permet de rapprocher les étudiants des technologies modernes, notamment celle de Google, de combler le vide entre la théorie et la pratique et de faciliter l'intégration des étudiants dans le monde professionnel à travers le développement de nombreuses compétences, le travail en équipe, la communication et la gestion des projets entre autres. Les étudiants du club scientifique de l'ENSB de Constantine s'attèlent actuellement à créer "une intelligence artificielle capable de déterminer le lien de causalité entre le médicament et l'effet indésirable et créer notre propre base de données des médicaments, effets indésirables et rapports d'imputabilité", a fait savoir M. Khelifi, précisant que l'objectif est de pouvoir obtenir le brevetage de ce projet.

APS

ETATS UNIS

Longue prescription de la Nasa à Boeing après son vol spatial raté

La Nasa a établi une liste de 80 recommandations que le géant aéronautique américain Boeing devra appliquer avant de faire revoler sa capsule spatiale Starliner, après l'échec d'une mission de démonstration non habitée qui aurait pu être gravissime si des astronautes avaient été à bord.

Les recommandations concernent en premier lieu les logiciels de bord, à l'origine du problème principal du vol de décembre dernier: la capsule n'a pas pu être placée sur la bonne orbite,

en raison d'une erreur d'horloge, et a dû revenir sur Terre au bout de deux jours alors qu'elle devait rejoindre la Station spatiale internationale.

Boeing s'est ensuite aperçu que d'autres problèmes de logiciels auraient pu faire s'entrechoquer la capsule et la fusée au moment de la séparation, ce qui aurait pu être très dangereux pour un équipage.

La plupart des problèmes identifiés sont profonds et organisationnels, notamment la procédure de véri-

fication par la Nasa, qui est cliente de Boeing mais aurait trop fait confiance à son partenaire industriel historique.

"Peut-être étions-nous trop focalisés sur SpaceX", a reconnu Steve Stich, responsable du programme des vols commerciaux de la Nasa, dans un appel avec des journalistes.

SpaceX, nouvelle venue de l'industrie spatiale, est l'autre société à avoir été choisie par la Nasa pour développer un véhicule pour l'agence américaine, mais contrairement à Boeing, sa

capsule Dragon a réussi sa mission à vide en 2019, puis son premier vol habité fin mai, avec deux astronautes à bord.

"Nous étions plus habitués au processus de Boeing", a dit Steve Stich.

Le nouveau vol d'essai, non habité, de Starliner pourrait avoir lieu "à la fin de l'année", a-t-il dit, sans garantie.

Boeing ne transportera donc pas d'astronautes avant 2021, alors que le deuxième vol habité du Dragon de SpaceX est prévu dès cet été.

COMPÉTITION HACK ALGERIA POSTCOVID-19

Sélection de 20 porteurs de projets innovants

Le Forum des chefs d'entreprise (FCE) a annoncé mardi, dans un communiqué, la sélection d'une liste de 20 lauréats de la première édition du Hack Algeria-Post Covid-19, un concours technologique organisé pour sélectionner les meilleurs projets numériques innovants et susceptibles de contribuer dans la lutte contre la pandémie du Coronavirus.

A l'issue d'une compétition tenue du 1er au 3 juillet, durant laquelle 171 projets étaient en lice, 20 projets ont été notés et choisis en ligne par le jury, selon des critères définis préalablement, a précisé la même source.

Sur les 171 projets proposés à travers la plateforme HACKALGERIA, ils étaient 63 projets versés dans le domaine de la santé, 47 autour de la société, 30 projets pour l'économie, 19 autres dans la gouvernance et 12 projets traitant du secteur de la finance.

Complètement en ligne, ce concours était organisé autour de cinq thèmes principaux: à savoir le digital au service de la santé et la gestion post Covid-19, le digital support essentiel à la bonne gouvernance et la data gouvernance, le digital et la société post Covid-19, le

digital pour une économie de crise, ainsi que le digital et le fintech (finance).

Depuis son lancement le 17 mai dernier jusqu'à la date de clôture des inscriptions le 30 juin, le comité d'organisation a reçu plus de 350 idées réparties sur 1500 participants à travers plus de 48 wilayas du pays, avec une participation des étudiants à plus de 50% et de femmes à hauteur de 30%, a indiqué le FCE.

"Malgré la situation sanitaire qui plane sur notre pays à cause de la pandémie covid-19, nous avons réussi ensemble à relever le challenge.

La réussite aussi est le fruit direct de la forte mobilisation, engagement et nos jeunes universitaires et porteurs d'idées, qui ont cru à notre projet, notre sincérité et notre engagement en faveur de l'émergence de projets technologiques innovants qui porteront des solutions à nos problèmes de la vie quotidienne dans différents secteurs", a souligné l'organisation patronale.

En plus des lauréats cités et vu le nombre de projets ayant participé à la finale, mais qui n'ont pas décroché de

prix, le comité d'organisation de #HackAlgeria#PostCovid19 a décidé de sélectionner cinq autres propositions dans le cadre de la catégorie "coups de cœur", dont celui dédié à la femme sous le titre "Woman-In-Tech".

"Cette décision a été dictée par les résultats très serrés entre certains projets et leur qualité.

Ces projets innovants méritent aussi un encouragement et un accompagnement", a expliqué le Forum.

Ainsi, les lauréats des catégories "Avancée technique", "Startup" et "Women-In-Tech" seront accompagnés après le 4 juillet pour une durée de 6 mois et auront une visibilité internationale dans deux événements à savoir "Emerging-Valley" à Marseille en décembre 2020 et une représentation à "VivaTech" en mai 2021 dans le stand Algérie où le FCE détient l'exclusivité pour l'année 2021.

Une cérémonie à l'honneur des 20 porteurs de projets sera organisée prochainement avec la remise des chèques et la présentation des détails relatifs à l'accompagnement des gagnants durant toutes les étapes devant aboutir à la réalisation de leurs projets.

Programme de la soirée

TF1 21:05

Taxi 4



A Marseille, toujours sous les ordres du commissaire Gibert, Emilien fait appel à son ami Daniel pour une mission importante : escorter le footballeur Djibril Cissé jusqu'au stade Vélodrome. Bientôt, Gibert et ses hommes sont soumis à une forte pression : ils sont responsables du transfert d'un redoutable et dangereux braqueur de banque, surnommé le Belge. La situation va rapidement échapper aux policiers.

france 2 21:05

Le grand show des duos



Lorsque deux artistes de légende se rencontrent, cela donne un moment d'exception qui reste gravé dans les annales. Lors d'une soirée riche en émotions, Michel Drucker propose de revoir les duos les plus mémorables de son émission «Le Grand Show», qui a diffusée pour la première fois en 2012. L'occasion de revoir les performances de Céline Dion et Johnny Hallyday, des Vieilles Canailles, de Patrick Bruel et Julien Doré, Laurent Gerra. Sans oublier les prestations de Nolwenn Leroy, Christophe Maé et Véronique Sanson, Julien Clerc et Carla Bruni, ou encore celles du groupe Chico & the Gypsies et de Mireille Mathieu...

france 3 21:05

Disparus



Claire vit avec son fils Matéo en Corse. Elle est séparée du père de son enfant, Pierre, originaire de l'île. Les ex-époux se déchirent autour de la garde de Matéo. Pour mettre toutes les chances de son côté, Claire doit absolument décrocher un travail et confie son fils à Livia, une jeune baby-sitter, pour se rendre à l'étranger. Lorsqu'elle revient, Matéo et Livia ont disparu. Le lieutenant Marc Marchelier, muté sur l'île de Beauté, est chargé de l'enquête.

CANAL+ 20:25

Homeland



Jalal Haqqani, le fils d'Haissam, a revendiqué l'attaque contre les deux hélicoptères américains. Il se cache au Pakistan avec ses partisans. Le président Hayes réclame à Islamabad son extradition sous peine de représailles militaires. Carrière en veut à ses supérieurs de la CIA qui la considèrent comme un agent double. Elle décide de faire équipe avec Yeugeny afin de récupérer la boîte d'enregistrement de vol de l'hélicoptère présidentiel.

6 21:05

This Is Us



Avant leur mariage, Jack et Rebecca s'étaient rendus à Los Angeles en voiture. Un voyage de plusieurs jours au cours duquel ils s'étaient ouverts l'un à l'autre avec une sincérité rare, au gré de confidences sur leur enfance et leur jeunesse. Jack avait pu ainsi se remémorer ses retrouvailles émouvantes avec Nick, son frère, au Vietnam. De nos jours, Kevin entraîne Zoe sur les traces de son père et de son oncle pour en découvrir davantage sur leurs existences. Ce périple rapproche les deux amoureux.

Jeux

Samourai-Sudoku n°2503

Les problèmes de sudoku samourai se composent de cinq grilles desudoku entrelacées. Les règles standard du sudoku s'appliquent à chacune de ces cinq grilles. Placez les chiffres de 1 à 9 dans les cases vides de chaque grille. Chaque ligne, chaque colonne, et chaque région 3 x 3 doit contenir une fois les chiffres de 1 à 9.

Chaque sudoku samourai a une solution unique et peut être résolu par la logique pure.

5	8					4	1							
3	2						7	8						
			1		3									
		3	9		2									
			6		8									
		4	1		6									
			5		9									
1	4					9	3		2	7	1			
6	9					5	4		8	6				
						6	7							
						7								
						2	1							
									5					
4	2					3	9				6	8		
9	8					1	7		3		2	8		
			4		9						8	4		
		1		8		3				3	7	8		
			1		3						1	9		
		3		6		7					8	2		
			2		8						5	2		
1	4					5	3					2	9	
7	3					6	2						8	5



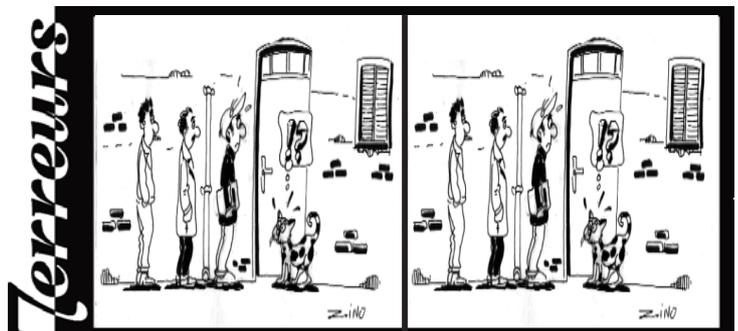
«Nous aurons le destin que nous aurons mérité.»

Einstein

Mots croisés n°2503

- Horizontalement :**
- Sans-gène
 - Autorité maritime - Logis intime
 - Science des temps présents et futurs - Rigueur
 - Temps de règne - Rivière franco-allemande
 - Bavarde - Qui couvre huit saisons
 - Bien possédé - Supérieure - Spectacle au foyer
 - Prend pour lui - Piquante herbacée
 - Ne tiendra pas compte
 - Ils sont généraux dans la joie - Locataires de bocal
 - Diminuerait la hauteur - Fleuve en puissance
- Verticalement :**
- Jaquelin
 - Morillon si elle est brute
 - Coins à visiter - Cannibale légendaire
 - Rage en quatrain - Comble
 - Centre du temple grec - Lamine
 - Reperé - Tronquer
 - Pinnipède jongleur - Lanceuse d'Ariane
 - Autrefois ladrière - Amour d'avare
 - Trouvait sa place
 - La feuille des scoops - Réseau mondial
 - Organiser solennement
 - Cité des Pays-Bas - Valneu d'Appotamox
 - Donc bien appris

	A	B	C	D	E	F	G	H	I	J	K	L
1												
2												
3												
4												
5												
6												
7												
8												
9												
10												



NBA

Une propagation "significative" du virus menacerait la reprise, prévient Silver

En cas de "propagation significative" du nouveau coronavirus chez les joueurs, la saison de NBA, qui doit reprendre le 30 juillet dans la "bulle" de Disney World, serait à nouveau menacée, a prévenu mardi le patron de la ligue Adam Silver.

"Il est certain que si nous avons une quelconque propagation significative au sein de notre campus, il nous faudrait arrêter à nouveau", a déclaré M. Silver lors d'une conférence virtuelle du magazine américain Fortune.

Alors que les équipes de NBA se rassemblent à Orlando en Floride, en vue de reprendre la saison, Silver a déclaré qu'il s'attendait à ce que certains joueurs soient testés positifs au Covid-19.

Mais ce qui serait "inquiétant" selon lui serait de voir des joueurs testés positifs "une fois placés en quarantaine", ce qui signifierait qu'il y a "un trou dans notre bulle" normalement sécurisée du complexe de Disney World, où doivent s'affronter les 22 équipes NBA pour une place en play-offs.

Le championnat, interrompu depuis le 11 mars, consécutivement à l'annonce du test positif au coronavirus de Rudy Gobert (Utah) reprendra comme un symbole le 30 juillet par un match du Jazz et de son pivot français qui se mesureront à La Nouvelle-Orléans du phénomène Zion Williamson, avant un gros choc le soir même entre les Lakers de LeBron James et les Clippers de Kawhi Leonard.

Des mesures de dépistage du coronavirus et de suivi des contacts seront mises en place, ce qui, espère Silver, rendra le campus sûr pour les joueurs et le personnel, malgré l'augmentation des cas de Covid-19 en Floride.

Après les 351 premiers tests effectués depuis le 23 juin, 25 joueurs avaient été testés positifs, avait révélé la NBA le 2 juillet. Dix membres du personnel des clubs l'avaient aussi été.

SIX NATIONS

CVC négocie à la baisse, réponde "sous deux mois", selon Laporte

L'entrée de fonds d'investissement CVC Capital Partners au capital du Tournoi des six nations pourrait rapporter entre 70 et 80 millions d'euros à la FFR, a expliqué mardi le président de la Fédération française de rugby Bernard Laporte, qui s'attend à un accord "sous deux mois". "Après le Covid, ils (CVC, NDLR) ont renégocié, un peu à la baisse mais pas énormément. Surtout sur les conditions: imaginez si le Covid dure pendant deux ans, qu'est-ce qu'on fait? On est en pleine renégociation.

Ca se passe très bien. On devrait avoir une réponse sous deux mois. L'intérêt de CVC est toujours de mener au bout cette initiative", a confié Laporte, qui vient d'annoncer sa candidature à un nouveau mandat à la tête de la FFR qu'il préside depuis 2016.

"Pour la France, on aurait touché 80 millions d'euros. Grosso modo, le montant de départ, c'était 374 millions d'euros, pour prendre environ 14%.

Après, il y a une redistribution à l'intérieur, une mutualisation sur une partie et une autre faite sur le montant des droits TV, les licenciés... pour la France, c'était 80 millions. Maintenant, ça fera entre 70 et 80", a détaillé Laporte. Le comité Six nations a tempéré cette affirmation dans un communiqué.

"Au cours de l'année dernière, les Six nations ont participé à des négociations exclusives avec CVC Capital Partners. Ces négociations ont été très constructives et tournées vers l'avenir. Les négociations de cette nature sont complexes. Elles peuvent prendre beaucoup de temps et, à ce stade, sont toujours en cours. Un accord n'est pas à attendre dans l'immédiat et il serait inexact de le présenter comme une formalité", expliquent ainsi les organisateurs du Tournoi.

APS

FORMULE 1

Le double champion du monde Alonso de retour chez Renault en 2021

Le double champion du monde de Formule 1 espagnol, Fernando Alonso, retrouvera la catégorie reine du sport automobile au sein de Renault "à partir de la saison 2021", après deux ans d'absence, a confirmé l'écurie dans un communiqué mercredi.

La durée du contrat d'Alonso, qui aura 39 ans le 29 juillet, n'est pas précisée. Il est uniquement indiqué qu'il "rejoint Renault DP World F1 Team pour les prochaines saisons". C'est avec le constructeur français que l'Espagnol a remporté ses deux titres mondiaux en 2005 et 2006.

"La force du lien entre lui, l'écurie et les fans en fait un choix naturel. Au-delà des succès passés (les titres pilotes et constructeurs en 2005 et 2006, ndlr), c'est un choix mutuel audacieux ainsi qu'un projet pour écrire l'avenir", explique son futur patron, Cyril Abiteboul.

"Il va également apporter à notre équipe qui a connu une croissance très rapide (depuis son retour en F1 en 2016, ndlr) une



culture de la course et de la gagne pour surmonter ensemble les obstacles", ajoute le Français. Son retrait peu glorieux fin 2018 de la catégorie reine du sport automobile après une série de campagnes désas-

treuses chez McLaren n'avait pas un goût d'épilogue. Les 24 Heures du Mans, le Dakar, les 500 Miles d'Indianapolis: l'Espagnol affichait son amour toujours vif de la compétition automobile et son désir

de retrouver la F1. Avec l'Australien Daniel Ricciardo en partance pour McLaren, l'écurie au loup cherche un pilote d'expérience pour épauler le jeune espoir français Esteban Ocon.

TENNIS / TOURNOI US OPEN 2020

Le Serbe Novak Djokovic incertain

Le tennisman serbe Novak Djokovic, actuel N1 mondial chez les professionnels de l'ATP, est toujours indécis concernant une éventuelle participation à l'US Open 2020, a-t-il indiqué mercredi dans une interview au journal sportif serbe Sportski Zurnal.

"Je ne sais toujours pas si je vais jouer l'US Open. Je ne jouerai certainement pas Washington, mais Cincinnati reste dans mes projets", a déclaré Djokovic.

L'US Open est prévu du 31 août au 13 septembre. Le 2 juillet, Djokovic a annoncé avoir été testé négatif au coronavirus, après avoir contracté le virus en marge du tournoi caritatif qu'il organisait dans les Balkans.

Le "Joker" a repris l'entraînement mardi et annoncé qu'il prendrait part à la saison sur terre battue.

"Une participation à Roland-Garros est sûre, Madrid et Rome font aussi partie de mon agenda", a-t-il



encore précisé. Le N1 mondial a par ailleurs qualifié de "correct" le nouveau système de classement que l'ATP prévoit de mettre en place à partir du mois d'août, date prévue de reprise des tournois, après cinq mois de pause due à la pandémie de Covid-19. Djokovic avait annoncé le 23 juin être positif à u coronavirus, de même que trois joueurs ayant participé à l'Adria Tour, qui avait démarré à la mi-juin à Belgrade: le Bulgare Grigor Dimitrov (19e mondial), le Croate Borna Coric (33e) et le Serbe Viktor

Troicki (184e). Par la suite, le Croate Goran Ivanisevic, directeur d'une des étapes de l'Adria Tour et l'un des entraîneurs de Djokovic, a lui aussi annoncé avoir été testé positif.

Lors de l'Adria Tour, notamment son étape à Belgrade, les mesures de distanciation physique n'avaient guère été respectées, aussi bien parmi le public que chez les joueurs. Djokovic, largement critiqué pour avoir organisé cette compétition, avait présenté ses excuses, expliquant être "profondément désolé" que le tournoi, qui a été arrêté, ait "causé du tort".

Réagissant dans cette interview à la salve de critiques provoquées par le fiasco de son Adria tour, Djokovic a dénoncé "une sorte de chasse aux sorcières". "Je vois beaucoup de critiques. Il est clair qu'il existe quelque chose de plus, comme s'il existait un agenda, quelqu'un doit porter le chapeau, une personnalité de taille doit être le principal fautif", a-t-il ajouté.

TENNIS

Kyrgios appelle Thiem à adopter une attitude plus exemplaire

L'Australien Nick Kyrgios a appelé l'Autrichien Dominic Thiem, mercredi dans les réseaux sociaux, à adopter une attitude plus exemplaire.

Il s'agit là d'un nouvel épisode du feuilleton qui a commencé lorsque Kyrgios a qualifié d'"égoïste" Alexander Zverev, apercçu

dans un bar alors qu'il avait promis de rester en quarantaine après sa participation à l'Adria Tour, où de nombreux joueurs ont attrapé la Covid-19.

L'Australien s'est ainsi attiré les critiques de plusieurs grands noms du tennis, dont Thiem qui l'a attaqué dans une interview

dans la presse allemande cette semaine. "Kyrgios lui-même a fait beaucoup de bêtises. C'est pour ça que j'ai encore plus de mal à comprendre quand il se mêle de tout. (...) Ce serait mieux qu'il s'améliore plutôt que de toujours critiquer les autres", a exprimé le N3 mondial autrichien.

"Aucun d'entre vous n'a le niveau intellectuel pour comprendre d'où je viens.

J'essaie de leur faire assumer leur responsabilité", a répliqué, de son côté, l'Australien, en référence à Thiem, Zverev et Djokovic à qui il reproche d'avoir "fait la fête en pleine pandémie".

GOLF

La Ryder Cup reportée d'un an

L'édition 2020 de la Ryder Cup, qui oppose tous les deux ans les Etats-Unis à l'Europe, sera reportée d'un an en raison de la pandémie de Covid-19, a annoncé ESPN mardi, affirmant qu'une annonce officielle interviendrait mercredi. La 43e Ryder

Cup, prévue du 25 au 27 septembre à Whistling Straits, dans le Wisconsin, sera reportée d'un an, à 2021, a indiqué ESPN, citant une source non habituelle à s'exprimer publiquement.

"Il n'y aura pas de Ryder Cup cette année", a affirmé cette source à la

chaîne américaine ESPN. "La Ryder Cup sera reportée à 2021, la Presidents Cup à 2022 et ensuite elles alterneront", a-t-elle ajouté.

Une annonce officielle de la PGA américaine et de l'European Tour devrait intervenir mercredi.

Signature d'une convention tripartite entre l'USMA, la DCGF et un cabinet d'expertise

Une convention tripartite liant la SSPA Union Sportive Medina d'Alger (USMA) au cabinet d'expertise Kaizen Academy ainsi qu'à la Direction de contrôle de gestion et des finances (DCGF) a été signée mardi à Alger, a indiqué la Fédération algérienne de football (FAF).

Cette cérémonie s'est déroulée en présence du directeur général de la SSPA/USMA, Abdelghani Haddi, du secrétaire général de la FAF, Mohamed Saad, du président de la DCGF relevant de la FAF, Réda Abdouche et de membres de son équipe, selon la même source qui ne donne pas plus de détails.

Fin juin dernier, trois clubs de la Ligue 1 algérienne de football, à savoir le CR Belouizdad, l'AS Ain M'lila et le NC Magra avaient signé la même convention tripartite pour la mise à niveau du management et l'obtention d'une certification de la qualité N.A ISO 9001.

Le MC Alger était le premier club de l'élite à signer une convention tripartite, liant sa SSPA/Le Doyen au cabinet d'expertise IANOR et à la DCGF, avant d'être imité



par d'autres clubs de Ligue 1, notamment le Paradou AC et l'USM Bel-Abbès.

La signature de ces conventions s'inscrit dans le cadre de la mise en oeuvre des mesures décidées par la

FAF, au titre de l'accompagnement des clubs professionnels. Avec plus d'un million de certificats dans le monde, la norme ISO 9001 reste la norme de management la plus déployée et re-

connue au plan international. Elle constitue un socle pour optimiser le fonctionnement interne, maîtriser les activités, détecter les signaux du marché, réduire les coûts et gagner en compétitivité.

ITALIE

Bennacer encensé pour sa prestation face à la Juve

L'international algérien du Milan AC, Ismaïl Bennacer, a été encensé par la presse italienne mercredi, au lendemain de sa prestation lors de la victoire en remontée contre la Juventus (4-2) à San Siro, pour le compte de la 31e journée de Serie A.

Le milieu de terrain algérien a reçu la note de 6,5 par les journaux pour l'ensemble de sa prestation. Absent jusqu'au 0-2 de la Juve, Bennacer "a été par la suite très présent dans la récupération" pour participer grandement à la victoire du Milan AC, écrit la presse transalpine. La note reçue par Bennacer est parmi les plus élevées des "Rossoneri", après celles à 7 points obtenues par Leao, Ibra-



himovic, Rebic et Kessié. Grâce à sa belle victoire face au leader, le Milan AC, provisoirement 5e, reste toujours en course

pour l'Europa League, avec le duo AS Rome - Naples de l'autre Algérien Faouzi Ghoulam.

LIGUE 1

Le président de la JS Kabylie condamné à deux mois de prison ferme

Le président de la JS Kabylie (Ligue de football), Cherif Mellal, a été condamné lundi à deux mois de prison ferme par le tribunal de Tizi-Ouzou dans une affaire de diffamation qui l'opposait à

l'ex-président Mohand-Chérif Hannachi, a appris l'APS de Sofiane Dekkal, membre du collectif d'avocat de la JSK.

Le procès de l'ex-président de la JSK intervient à la suite d'une plainte pour diffama-

tion déposée après la lourde défaite concédée à domicile par l'équipe face au CR Belouizdad où le président Mellal avait déclaré que "c'est Hannachi qui était derrière l'envahissement du terrain

par des supporters de la JSK".

N'ayant pas apprécié les déclarations tenues contre lui par le président Mellal sur une chaîne de télévision, Hannachi a intenté une action en justice.

LIGUE 1

Le stade Omar-Hamadi bientôt en travaux

Le stade Omar-Hamadi de Bologhine (Alger) va bientôt subir quelques travaux de restauration", a annoncé mercredi la direction de l'USM Alger, le principal club résidant dans cette enceinte mythique dont la construction remonte à 1935.

Dans cette perspective, "le directeur général du club, Abdelghani Hadi s'est réuni mardi avec la wali délégué de la Circonscription administrative de Bab El-Oued, le président d'APC de Bologhine et le directeur de la Jeunesse et des Sports de la wilaya d'Alger, selon la même source.

Le dernier lifting subi par ce stade remonte à quelques années déjà, lorsque l'USMA était encore sous le contrôle du groupe ETRHB, appartenant à l'homme d'affaires Ali Haddad, aujourd'hui en prison. Le nouveau actionnaire majo-



ritaire du club, le groupe Serport, avait promis dès son arrivée aux commandes administratives qu'il allait tout faire pour redorer le blason des "Rouge et Noir".

Ce qui semble impliquer même la rénovation de leur stade. La direction

du club n'a pas énuméré la nature des travaux qui seront effectués à Bologhine, ni leur coût ou leur durée, et s'est juste contentée de dire dans un communiqué qu'il sera question de "travaux de restauration" ciblant "différentes structures du stade".

LIGUE 1/MC ORAN

Les actionnaires sommés de tenir leur assemblée générale "dans les meilleurs délais"

Les autorités de la wilaya d'Oran ont achevé leur série de rencontres avec les actionnaires de la SSPA du MC Oran dans l'optique de trouver une issue à la crise administrative qui secoue le club, les sommant d'organiser "dans les meilleurs délais" leur assemblée générale, a-t-on appris de cette formation de Ligue 1 de football.

L'actionnaire majoritaire Ahmed Belhadj, dernier président du MCO de 2014 à 2019 avant que le poste ne devienne vacant depuis l'été dernier, a été le dernier à être reçu au siège de la wilaya.

Il a été instruit de convoquer les membres de l'assemblée générale des actionnaires pour un conclave d'urgence, a-t-on précisé de même source.

L'importance du rendez-vous tant attendu étant de remettre de l'ordre à l'intérieur de la SSPA/MCO pour permettre au club d'avoir sa licence professionnelle après s'être montré, jusque-là, incapable de fournir le dossier réglementaire exigé par la Direction de contrôle de gestion et des finances (DCGF) de la Fédération algérienne de football (FAF), rappelle-t-on.

Les délais impartis aux clubs concernés, dont le MCO, devrait expirer dans quelques jours (15 juillet), mais les responsables de la wilaya d'Oran ont sollicité, récemment, le président de la DCGF, Réda Abdouche, pour accorder un délai supplémentaire à la direction de la formation phare de l'Ouest du pays afin de préparer les 19 documents à fournir, a-t-on fait savoir.

La même source s'est félicitée de l'attitude de Réda Abdouche, "qui s'est engagé à accompagner la SSPA/MCO pour réussir sa restructuration" et ce, dans le cadre du processus de "redressement du professionnalisme" enclenché par la FAF.

La Fédération avait qualifié d'"échec" cette expérience lancée en 2010. Cet échec est beaucoup plus ressenti au MCO, estiment les observateurs, étant donné que les présidents qui se sont succédés aux commandes du club n'ont jamais rendu leurs bilans, causant un énorme préjudice au club.

Ce dernier a même raté une opportunité pour être affilié à l'entreprise "Hyproc Shipping Company" dont les responsables ont signé un protocole d'accord avec le conseil d'administration de la SSPA/MCO en janvier 2019, mais faute de bilans, la filiale de Sonatrach n'est pas encore allée au bout de l'accord.

La gestion financière de la SSPA est également contestée par le club sportif amateur du MCO, propriétaire du sigle et des couleurs, et dont le président Tayeb Mahiaoui a sollicité la justice il y a quelques mois, pour une expertise.

Ayant délégué Si Tahar Cherif El Ouezani, l'ancien joueur du club, pour gérer les affaires des "Hamraoua" en qualité de directeur général de la SSPA, sa mission a officiellement pris fin le 18 juin dernier.

Ce dernier motif rend la tenue d'une assemblée générale des actionnaires des plus nécessaires pour élire un nouveau président et un nouveau conseil d'administration, estime-t-on dans l'entourage du MCO.

Dans les milieux du club, l'on pointe du doigt les actionnaires dont les divergences et autres querelles sont interminables, mettant en péril l'avenir du MCO qui n'a plus gagné de titre depuis 1996, prévient-on.

TRANSFERT DE NEYMAR Le Barça revendique une victoire contre Santos devant le TAS

Le FC Barcelone a revendiqué mardi une victoire devant le Tribunal arbitral du sport au sujet du litige qui l'oppose au club brésilien de Santos dans le cadre du transfert de Neymar vers le club catalan en 2013.

"Le Tribunal Arbitral du Sport (TAS) a intégralement débouté la demande faite par Santos auprès de la FIFA, dans laquelle il réclamait au FC Barcelone le paiement de 61.295.000 euros de dommages et intérêts assortis des sanctions sportives correspondantes pour le recrutement du joueur Neymar Jr", a indiqué le Barça mardi dans un communiqué.

"Le TAS considère que le contrat entre Santos et le joueur a été rompu d'un commun accord, que le FC Barcelone n'a pas violé l'accord de transfert en payant des sommes additionnelles au père du joueur et à la société N&N, et que le FC Barcelone n'a pas eu de comportement frauduleux en signant le préaccord avec Neymar, ni en signant l'accord de transfert avec Santos", a ajouté le club catalan.

Selon le Barça, le TAS a également condamné Santos à payer au club espagnol les frais de procédure, à hauteur de 20.000 francs suisses (18.800 euros environ).

Santos, premier club professionnel (2009-2013) de la superstar Neymar désormais au Paris SG, avait formulé cette demande auprès de la FIFA, arguant que le Barça et le joueur s'étaient mis d'accord pour attendre la fin du contrat à Santos avant de clore son transfert en Catalogne sans payer de frais supplémentaires.

En échange, Santos affirmait que Neymar et ses parents, par le biais de l'entreprise N&N, avaient perçu une somme d'argent pour les convaincre de ne pas renouveler le contrat du Brésilien à Santos, et arriver libre à Barcelone.

CHAMPIONNAT PORTUGAIS (BENFICA LISBONNE)

Verissimo remplace Lage jusqu'à la fin de la saison

Le Portugais Nelson Verissimo est devenu mardi le nouvel entraîneur du Benfica Lisbonne jusqu'à la fin de la saison, en remplacement de Bruno Lage, limogé pour mauvais résultats, a annoncé mardi le club lisboète.

Avant d'être nommé officiellement, Verissimo, 43 ans, qui avait débuté la saison en tant qu'adjoint, avait déjà pris la relève de Bruno Lage lors du dernier match de championnat remporté samedi face au Boavista (3-1).

A quatre journées de la fin du championnat, Benfica est deuxième du classement avec six points de retard sur le leader, le FC Porto.

La presse portugaise a évoqué récemment le nom de plusieurs étrangers pour entraîner le club lisboète à partir de la saison prochaine dont l'Argentin Mauricio Pochettino, ancien coach de Tottenham actuellement sans club, ou l'Allemand Julian Nagelsmann du RB Leipzig.

Mais le nom revenant le plus régulièrement est celui du Portugais Jorge Jesus, qui en 2015 du Benfica après six saisons et trois titres de champion pour rejoindre son grand rival lisboète, le Sporting Portugal.

Après un bref passage en Arabie Saoudite, Jesus a redoré son blason en remportant la Copa Libertadores aux commandes du club brésilien de Flamengo. D'après les médias portugais, l'entraîneur de 65 ans serait désormais disposé à quitter le Brésil en raison de l'ampleur de l'épidémie de coronavirus dans ce pays d'Amérique du sud.

APS

ITALIE - MILAN AC Ibrahimovic laisse planer le doute concernant son avenir

L'attaquant suédois Zlatan Ibrahimovic a laissé planer le doute concernant son avenir au Milan AC, en affirmant mardi soir qu'il comptait "attendre encore un mois" avant de décider.

"J'ai encore quatre semaines pour m'amuser, après ça on verra. Il y a des choses qui se passent ici et sur lesquelles nous n'avons pas le contrôle", a déclaré le colosse de 38 ans, interrogé par la chaîne Dazn sur la suite de son aventure milanaise, juste après la victoire des "Rossoneri" contre la Juventus (4-2).

Depuis plusieurs mois, les médias sportifs italiens évoquent l'arrivée cet été de l'Allemand Ralf Rangnick avec une double casquette d'entraîneur et de directeur sportif.

Si cette décision était confirmée, il impliquerait un probable départ de Paolo Maldini, directeur technique, et de l'entraîneur Stefano Pioli, deux hommes avec lesquels "Ibra" entretient de bons rapports. "Je regrette pour les tifosi. C'est peut-être la dernière fois qu'ils me voient en vrai. Li-



sez entre les lignes", a encore déclaré le Suédois. Selon les médias italiens, une fin de carrière de l'ancien attaquant du Paris SG est cependant improbable.

"A 38 ans, je n'ai plus le physique d'avant et je ne

peux plus faire tout ce que je faisais alors. Je me débrouille avec l'intelligence. Mais je ne suis pas là pour faire la mascotte, je veux apporter des résultats au club et aux tifosi", a encore expliqué Ibrahimovic, dont

l'arrivée en janvier a coïncidé avec le redressement de Milan, provisoirement 5e de Serie A. "C'est dommage, si j'étais arrivé en début de saison, on se battrait pour le titre", a conclu le Suédois.

TUNISIE

Maher Kanzari convoque quelques joueurs pour deux stages

L'entraîneur de la sélection tunisienne juniors de football, Maher Kanzari, a convoqué huit joueurs pour deux stages ouverts du 7 au 11 juillet courant et du 13 au 18 du même mois, annonce mercredi la fédération tunisienne de football. Ce stage est destiné à l'intention des joueurs qui n'ont pas été retenus en séniors dans leurs clubs res-

pectifs ou ceux dont les équipes n'ont pas encore repris les activités, précise la FTF. Le staff technique a programmé deux séances d'entraînement quotidienne au stade Olympique d'El Menzah, excepté les dimanches, une séance à partir de 17h30. Un troisième stage est prévu avec toute l'équipe et sera programmé ultérieurement.



Décimé par le Covid-19, un club bulgare aligne sa réserve pour rallier la Ligue Europa

Malgré la majorité de son effectif infectée par le coronavirus, le modeste club bulgare Chernomorets Varna ne renonce pas: il a aligné mardi les jeunes de son équipe réserve pour tenter de continuer son parcours jusqu'à la Ligue Europa.

L'équipe de Varna (est), port de la mer Noire, a été en quelques jours décimée par le nouveau coronavirus qui a contaminé 16 membres du club, dont son entraîneur et son médecin.

C'est vraisemblablement lors d'un match disputé la semaine passée que le virus

s'est propagé: un joueur de l'équipe adverse était porteur du Covid-19 mais ne le savait pas, le test qu'il avait effectué la veille s'étant révélé négatif.

Il a aussi contaminé trois de ses coéquipiers. Loin de déclarer forfait, Chernomorets Varna était de retour sur le terrain mardi soir avec la bénédiction de la fédération, qui a autorisé la tenue du match malgré les risques de contamination, et en ayant recours à plusieurs jeunes pour affronter Arda Kardjali.

"Nous avons remplacé

des titulaires par des jeunes" de l'équipe réserve et de nouveaux tests ont été effectués à la veille du match, a déclaré le porte-parole du club Ivailo Borissov.

Bien qu'affaibli, Chernomorets Varna l'a emporté 1-0 face à l'équipe de Kardjali (sud). Il reste au club un match à jouer, samedi.

Une victoire assurerait au club la 7e place, ce qui lui permettrait de disputer un barrage pour éventuellement disputer les éliminatoires de la Ligue Europa.

La Bulgarie a repris le 5 juin son championnat de

football dans des stades rouverts au public.

Selon le ministère de la Santé, les contaminations des joueurs ne remettent pas en cause la présence de public même si la règle de distanciation est rarement respectée.

Par ailleurs, le propriétaire de Botev Plovdiv, autre club du championnat, a annoncé aujourd'hui être hospitalisé en raison du Covid-19. Il s'agit du troisième propriétaire de club contaminé, après celui de Tsarsko Selo et un copropriétaire du Levski Sofia.

MATCH AMICAL

Espagne - Pays-Bas reprogrammé en novembre

La rencontre amicale Espagne - Pays Bas, initialement prévue le 29 mars mais repoussée à cause de la pandémie de Covid-19, a été reprogrammée le 11 novembre à Amsterdam, a annoncé la Fédération espagnole de football (RFEF) mercredi.

"La RFEF et la Fédération de football des Pays-Bas sont tombées d'accord pour reprogrammer le match amical fixé pour le mois de mars dernier mais suspendu en raison de la pandémie

de Covid-19", a indiqué la RFEF dans un communiqué.

"Le match aura lieu lors de la dernière fenêtre internationale de l'année et a été fixé au mercredi 11 novembre.

Le choc sera disputé aux Pays-Bas, à Amsterdam, au stade Johan-Cruyff Arena, comme c'était prévu en mars", a précisé la fédération espagnole.

"Il s'agira de la première des trois rencontres de novembre, car le groupe de Luis Enrique se mesurera par la

suite dans le cadre de la Ligue des Nations à la Suisse chez elle (le 13 novembre) et à l'Allemagne à domicile (le 17 novembre)", a indiqué la RFEF.

La "Roja" reviendra à la compétition le 3 septembre contre l'Allemagne, où Luis Enrique dirigera son premier match officiel depuis son retour sur le banc, puis affrontera l'Ukraine le 6 septembre pour ses deux premiers matchs dans la Ligue des Nations 2020-2021.

Klopp approché !

Jürgen Klopp, le manager de Liverpool a été approché par un grand club européen. Sacré champion d'Angleterre il y a quelques jours, Jürgen Klopp est entré pour de bon dans le cœur des supporters de Liverpool. Le coach allemand a tout gagné à la tête du club de la Mersey. Et il ne compte pas s'arrêter là ! Jürgen Klopp sera toujours l'entraîneur de Liverpool la saison prochaine. Même s'il a été approché ces derniers mois. Le Bayern Munich a en effet tout tenté pour le convaincre de venir sur son banc selon la presse allemande. Mais l'ancien coach du Borussia Dortmund se sent trop bien à Liverpool pour envisager un départ. Les fans des Reds peuvent être tranquilles.



IBRAHIMOVIC FAIT LE SHOW ET CONFIRME SON DÉPART

Buteur et passeur décisif face à la Juventus Turin hier soir, Zlatan Ibrahimovic a assuré le show après le match au micro de DAZN.

Zlatan Ibrahimovic se fait vieux, mais reste un joueur à part. Du haut de ses 38 ans, le Suédois porte sur ses épaules l'AC Milan, qui vient de se payer la tête de la Lazio Rome et de la Juventus Turin en l'espace de trois jours, avec à chaque fois un penalty et une passe décisive pour Ibra.

Après la rencontre remportée hier soir 4-2 par son Milan, Zlatan a fait du Zlatan au micro du diffuseur DAZN. Interrogé sur le caractère retrouvé du Milan depuis son arrivée cet hiver, Ibra a lâché : "Si j'avais été là depuis le premier jour, nous aurions gagné le Scudetto". Puis sur son rôle de grand-frère au sein du vestiaire : "Je fais l'entraîneur, le Président et le joueur. Mais je n'ai qu'un salaire", s'est-il amusé.

Interrogé sur son avenir, Zlatan a repris son sérieux et laissé entendre qu'il allait quitter le club en fin de saison : "Mon avenir ? On verra, il me reste encore un mois pour m'amuser, puis il se passera des choses que nous ne contrôlons pas. Je suis déçu pour les tifosi, c'est peut-être la dernière fois qu'ils me voient en live. Jouer sans tifosi est mauvais, aujourd'hui ils auraient pu s'amuser avec nous". Relancé sur son avenir, Ibra a persisté et signé : "C'est peut-être la dernière fois que les tifosi me voient en direct. Qu'est-ce que je veux dire ? Lisez entre les lignes..."

ZIDANE FIXÉ POUR HAALAND !

Annoncé sur les tablettes du Real Madrid pour venir épauler Karim Benzema la saison prochaine, Erling Haaland souhaiterait finalement rester une saison de plus au Borussia Dortmund.

Avec la crise financière due à l'émancipation du coronavirus, le mercato du Real Madrid ne devrait pas être très mouvementé. D'ailleurs, les dirigeants du club merengue auraient décidé de ne signer aucune arrivée dans les prochaines semaines. Priorité aux départs comme l'annonce Marca. Toutefois, désireux de redessiner les contours de son effectif à moyen terme, Zinedine Zidane songerait à recruter Erling Haaland. En danger dans l'éventuelle opération Kylian Mbappé prévue pour 2021 mais aussi activement à la recherche d'un attaquant pour épauler Karim Benzema, bien seul en attaque cette saison, l'entraîneur du Real Madrid verrait en la jeune pépite norvégienne la recrue parfaite ! Toutefois, tout laisse à penser qu'Haaland ne portera pas les couleurs de la Casa Blanca la saison prochaine...

En plus d'avoir annoncé la décision des dirigeants du Real Madrid pour le mercato sur les prochaines semaines, le quotidien ibérique affirme qu'Erling Haaland souhaiterait rester une saison de plus au Borussia Dortmund. Arrivé au club jaune de la Ruhr l'hiver dernier, Haaland s'est engagé pour 4 années. Un départ cet été est-il donc envisageable ? Si l'idée d'une éventuelle opération semble s'éloigner pour le Real Madrid, Manchester United pourrait bien profiter de cette possible absence pour passer devant le club merengue dans la course à l'attaquant norvégien. Les Red Devils pousseraient forts dans ce dossier ! Erling Haaland sera-t-il tenté par le projet d'Ole Gunnar Solskjær ? Réponse au prochain épisode.

Lampard ne lâche rien pour Rice

Malgré les arrivées d'Hakim Ziyech et de Timo Werner, Frank Lampard n'est pas totalement satisfait du mercato estival de Chelsea. En effet, The Times nous apprend que le coach londonien désire absolument recruter Declan Rice (21 ans, 33 matchs en Premier League pour la saison 2019-2020).

Formé chez les Blues, l'international anglais, capable de jouer en défense centrale et au milieu, est la priorité absolue du champion d'Europe 2012. Pour cela, Chelsea devra déboursier les 60 millions d'euros réclamés par West Ham. A prendre ou à laisser.



SCHMEICHEL DÉFEND DE GEA

Peter Schmeichel, l'ancien gardien légendaire de MU, est venu à la rescousse de David De Gea, son successeur dans les buts des Diables Rouges.

David De Gea, le dernier rempart de Manchester United, est actuellement conforté à d'acides critiques en Angleterre en raison de ses multiples erreurs sur la ligne. Des bévues qui commencent à trop se répéter et qui font dire à certains consultants outre-Manche qu'il n'est pas taillé pour ce club. Les temps sont donc durs pour l'exportier de l'Atlético Madrid. Mais, en cette période délicate, il peut au moins compter sur le soutien de ses coéquipiers et aussi de quelques anciens. Un certain Peter Schmeichel est monté au créneau pour le défendre.

Schmeichel connaît très bien la responsabilité d'être gardien chez les Red Devils. Il a occupé ce poste pendant huit ans (1991-99). Pour lui, le dernier rempart ibérique connaît juste un passage à vide et il ne tardera pas à rebondir et faire taire tous ses détracteurs. « Il a été formidable pour nous, cela ne fait aucun doute, a-t-il rappelé dans un entretien au site de MU. Il a réussi à traverser la période la plus difficile de l'histoire moderne de Manchester United. Ça a été des hauts et des bas et il a été notre meilleur joueur durant. Cela ne fait aucun doute. Quatre années sur cinq étant notre joueur de l'année. Cela en dit beaucoup sur sa propre histoire sur ses performances pour le club. »



QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION

DK NEWS

Edité par la SARL DK NEWS

Directeur général, responsable de la publication **Abdelmadjid CHERBAL**

Directeur de la rédaction **A. CHERBAL**

RÉDACTION ADMINISTRATION
«3, Rue du Djurdjura - Ben Aknoun - Alger TÉL. : 023.38.47.97/023.38.48.00
FAX : 023.38.47.95 EMAIL : contact@dknews-dz.com - SITE : http://www.dknews-dz.com

PUBLICITE : S'adresser à 3, Rue du Djurdjura - Ben Aknoun - Alger TÉL. : 023.38.47.97/023.38.48.00
FAX : 023.38.47.95 / E-MAIL : contact@dknews-dz.com - IMPRESSION : S.I.A.

Pour votre publicité, prière de s'adresser à l'Entreprise nationale de communication d'édition et de publicité - ANEP spa - 1, Avenue Pasteur - Alger - TÉL. : 021.71.16.64 / 021.73.71.28 - FAX : 021.73.95.59 / 021.73.99.19

AUDIENCES DU PRÉSIDENT TEBBOUNE

L'ambassadrice de Hongrie en Algérie ...

Le Président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a reçu mercredi à Alger l'ambassadrice de la République de Hongrie à Alger, Helga Katalin Pritz, qui lui rendait une visite d'Adieu au terme de sa mission en Algérie, indique un communiqué de la Présidence. "Le Prési-

dent de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a reçu ce mercredi matin l'ambassadrice plénipotentiaire de la République de Hongrie à Alger, Helga Katalin Pritz, qui lui rendait une visite d'Adieu au terme de sa mission en Algérie", précise le communiqué.



... et l'ambassadrice de Suède en Algérie



Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a reçu mercredi au siège de la présidence à Alger l'ambassadrice du Royaume de Suède, Marie-Claire Sward Capra, qui lui rendait une visite d'Adieu au terme de sa mission diplomatique en Algérie, a indiqué un communiqué de la

Présidence. "Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a reçu ce mercredi matin l'ambassadrice plénipotentiaire du Royaume de Suède à Alger, Marie-Claire Sward Capra, qui lui rendait une visite d'Adieu au terme de sa mission diplomatique en Algérie", précise le communiqué.

MONDE ARABE-CHINE-COOPÉRATION

Boukadoum prend part à la 9^e réunion ministérielle du FCCEA

Le ministre des Affaires étrangères, Sabri Boukadoum a pris part à la 9^e réunion ministérielle du Forum de coopération Chine-Etats arabes (FCCEA), qui s'est tenue par visioconférence, sous la coprésidence des ministres des Affaires étrangères du Royaume hachémite de Jordanie et de la République populaire de Chine, a indiqué mardi un communiqué du ministère des Affaires étrangères. Cette session a permis "d'évaluer le bilan de la coopération entre les Etats arabes et la République populaire de

Chine et d'examiner les perspectives et voies de sa promotion dans tous les domaines, pour servir les intérêts communs et renforcer la solidarité et le partenariat stratégique entre les deux parties", selon la même source. Les ministres ont débattu de plusieurs questions internationales et régionales, particulièrement la question palestinienne, la crise libyenne, la situation en Syrie et au Yémen, outre les efforts consentis pour lutter contre le terrorisme. A cette occasion, M. Boukadoum a mis

l'accent sur "l'approche algérienne pour le traitement des crises par voies pacifiques et le dialogue inclusif rassemblant toutes les parties concernées, loin de toute ingérence étrangère dans les affaires internes des pays". Les travaux du forum ont été sanctionnés par "la Déclaration d'Amman" et l'adoption du programme exécutif pour la période 2020-2022, outre un communiqué conjoint de solidarité entre la Chine et les Etats arabes pour lutter contre la pandémie du nouveau coronavirus.

MEURTRE D'UNE JEUNE AVOCATE À AIN BESSAM (BOUIRA)

Arrestations de trois individus suspectés d'implication dans le meurtre

Trois personnes suspectées d'implication dans le meurtre lundi de la jeune avocate Terrafi Yasmine ont été arrêtées, et l'enquête est toujours en cours pour élucider les circonstances exactes cet homicide, a indiqué mardi à l'APS le procureur de la République près le tribunal d'Ain Bessam (Ouest de Bouira), Abdellah Ghoumari.

Avocate stagiaire à la Cour de Bouira, la jeune Terrafi Yasmine âgée de 28 ans a été retrouvée morte à l'intérieur du véhicule qui la transportait lundi vers Ain Bessam, tandis que le conducteur (K.A.) était blessé et en état d'inconscience. Le véhicule a été retrouvé stationné sur les abords de la route

nationale N 18 reliant Ain Bessam à Bir Ghalou. "Le corps sans vie de la victime et le blessé, ont été transférés à l'hôpital local d'Ain Bessam", a précisé à l'APS le procureur de la République. "Les premiers éléments de l'enquête ont permis l'arrestation de trois individus âgés entre 23 et 32 ans. L'enquête se poursuit toujours pour savoir tous les détails et les circonstances de ce meurtre", a expliqué le procureur de la République.

Pour sa part, la bâtonnière du barreau de Bouira, Mme Ouafia Sidhoum, a dénoncé "un crime crapuleux", assurant que l'enquête dévoilerait toute la vérité sur cette affaire.

Le Président Tebboune présente ses condoléances à la famille de la jeune avocate Terrafi Yasmine

Le Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune a présenté mardi soir ses sincères condoléances à la famille de la jeune avocate, Terrafi Yasmine, retrouvée assassinée à Ain Bessam (Bouira). "Face à ce lâche assassinat de la jeune avocate, Terrafi Yasmine, à la fleur

de l'âge, à Bouira, nous ne pouvons que nous incliner devant son âme pur, priant Dieu d'apporter à sa famille la patience et le réconfort. Mes sincères condoléances à sa famille et à la corporation des avocats, à Dieu nous appartenons et à Lui nous retournons".

JUSTICE

Affaire Mahieddine Tahkout : Mahieddine Tahkout auditionné pour son implication dans plusieurs affaires de corruption

Le procès de l'homme d'affaire Mahieddine Tahkout s'est poursuivi mardi au Tribunal de Sidi M'hamed à Alger avec son audition au même titre que d'autres accusés poursuivis dans diverses affaires de corruption.

Mahieddine Tahkout, a nié les chefs d'accusations portés contre lui, dont l'obtention d'indus avantages et marchés publics, et le fait qu'il ait bénéficié de crédits bancaires de plus de 27.000 milliards de centimes. Répondant aux questions du magistrat de siège sur le non paiement de la TVA imposée à tous ses investissements et les indus avantages et marchés publics dont il a bénéficié, notamment la location des bus de transport universitaire à Oran et Alger, l'accusé principal a répondu qu'"en tant qu'investisseur connu au niveau national, j'ai réalisé tous les projets d'investissement

de mes propres moyens et avec mes fonds et je n'ai jamais obtenu de crédits bancaires ni bénéficié d'autres avantages ou abusé de mes fonctions".

"Toutes mes sociétés ont contribué à la création de 14.486 emplois permanents en consacrant près de 1.200 mds de centimes pour le paiement des salaires", a-t-il précisé ajoutant que "le salaire le plus bas pour un simple employé oscillait entre

45.000 da et 50.000 da". S'agissant de la location des bus de sa société à l'Etablissement public de transport urbain et suburbain d'Oran (ETO) et d'Alger (ETUSA), Tahkout a fait savoir que "cette opération s'est effectuée dans le cadre du respect de la loi relative aux marchés publics".

Lors de la même audience, l'ancien wali d'Oran, Abdelghani Zaalane devenu, plus tard, ministre des Travaux publics et des

Transports, a été auditionné. Il a affirmé que l'Etablissement public de transport urbain d'Oran (ETO) était contraint à louer les bus de l'entreprise Tahkout en raison de "la disette financière dont il pâtissait à l'époque", ajoutant que l'opération avait été faite dans "un cadre juridique et conforme à un cahier des charges déterminé".

Le Code des marchés publics ne lui permettait pas, en sa qualité

de wali, d'intervenir dans le choix de l'opérateur attributaire de l'appel d'offres qui était ouvert à tous", a expliqué M. Zaalane. Concernant la location par la wilaya d'Alger des bus de l'entreprise Tahkout pour les besoins de l'opération de relogement effectuée en 2018, M. Zaalane a précisé qu'en sa qualité de ministre des Transports à l'époque, il avait donné son accord pour la location des bus de tout opérateur en vue de combler le déficit dont pâtissait la wilaya », ajoutant qu'il n'était pas intervenu dans la conclusion des marchés ou le choix de l'opérateur.

Le procès de Mahieddine Tahkout en détention provisoire depuis juin 2019 avec des membres de sa famille se poursuivra, mercredi, pour auditionner d'autres accusés dans cette affaire.

15 ans de prison requis à l'encontre de Sellal et Ouyahia, 16 ans pour Tahkout

Le procureur de la République près le Tribunal de Sidi M'hamed (Alger) a requis mercredi 16 ans de prison ferme à l'encontre de l'homme d'affaires Mahieddine Tahkout, poursuivi dans le cadre d'affaires de corruption, et 15 ans de prison pour les deux anciens premiers ministres, Abdelmalek Sellal et Ahmed Ouyahia. Le représentant du ministère public a également requis des amendes de 8 millions de DA pour chacun des accusés avec confiscation de leurs biens.

MDN

LUTTE CONTRE LA CRIMINALITÉ

Saisie de près de 10 quintaux de kif traité à Naâma

Une quantité de kif traité s'élevant à près de dix (10) quintaux a été saisie lors d'opérations distinctes menées mardi par un détachement de l'Armée nationale populaire (ANP) et la Gendarmerie nationale avec la Douane dans la wilaya de Naâma, indique mercredi le ministère de la Défense nationale dans un communiqué.

"Dans le cadre de la lutte contre la contrebande et la criminalité organisée et dans la dynamique des efforts soutenus vi-

sant à endiguer la propagation du fléau de narcotraffic dans notre pays, un détachement combiné de l'ANP, en coordination avec les services des Douanes, a arrêté, le 7 juillet 2020, près de Ain Safla, wilaya de Naâma, en 2^e Région militaire, trois (3) narcotrafiquants et saisi une grande quantité de kif traité s'élevant à 8 quintaux et 91,4 kilogrammes, ainsi qu'un camion et un véhicule touristique", précise la même source.

Dans la même localité, des éléments de la Gendarmerie nationale, en coordination avec les services des Douanes, "ont appréhendé deux (2) narcotrafiquants à bord d'un véhicule touristique chargé de 85,05 kilogrammes de kif traité, pour porter ainsi le bilan des quantités de kif traité saisies, en ce jour, à un total de 9 quintaux et 76,45 kilogrammes", ajoute le communiqué.

Par ailleurs, des détachements de l'ANP

ont intercepté, à Tamarasset en 6^{ème} Région militaire, "81 individus et saisi 16 groupes électrogènes et 2 marteaux piqueurs servant dans les opérations d'orpillage illicite", tandis que des Gardes-côtes ont mis en échec des tentatives d'émigration clandestine de "41) personnes à bord d'embarcations de construction artisanale, à Oran, Mostaganem et Ain Témouchent en 2^{ème} Région militaire", conclut le MDN.